



HAL
open science

Évaluation d'impact de l'explosion du port de Beyrouth

Nizar Hariri, Raymond Bou Nader, Tala Alaa-Eddine, Ahmad Al-Dirani, Nadine Bekdache, Liliane Buccianti-Barakat, Yara Chamoun, Yvonne Feghali, Tala Gbantous, Jana Haidar, et al.

► To cite this version:

Nizar Hariri, Raymond Bou Nader, Tala Alaa-Eddine, Ahmad Al-Dirani, Nadine Bekdache, et al.. Évaluation d'impact de l'explosion du port de Beyrouth: Étude multidimensionnelle des incidences socio-économiques des explosions du 4 août 2020 de Beyrouth. [Rapport de recherche] Institut français du Proche-Orient (Ifpo). 2021. hal-03269510

HAL Id: hal-03269510

<https://hal.science/hal-03269510>

Submitted on 24 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

ÉVALUATION D'IMPACT DE L'EXPLOSION DU PORT DE BEYROUTH

ÉTUDE MULTIDIMENSIONNELLE DES INCIDENCES SOCIO-ECONOMIQUES DES EXPLOSIONS
DU 4 AOÛT 2020 AU PORT DE BEYROUTH

RAPPORT COORDONNÉ PAR: NIZAR HARIRI ET RAYMOND BOU NADER

Beyrouth - 2021

Ce rapport a été financé par l'Institut français du Proche-Orient

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leurs auteurs.
Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Ifpo ni de leurs institutions partenaires.



Ce rapport a été coordonné par Nizar Hariri, économiste, et par Raymond Bou Nader, statisticien.
Tous deux sont enseignants-chercheurs à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

Rapport relu et corrigé par Meriem Mekouar.

Chercheurs et organisations impliqués dans le rapport

Nom	Prénom	Organisation
Hariri	Nizar	USJ (Faculté de sciences économiques, OURSE) / ALPES
Bou Nader	Raymond	USJ (Institut de Gestion des Entreprises) / ALPES / CRDP
Alaa-Eddine	Tala	Public Works
Al-Dirani	Ahmad	Lebanese Observatory for Workers and Employees Rights (LOWER)
Bekdache	Nadine	Public Works
Buccianti-Barakat	Liliane	USJ (Département de Géographie, CREMMO)
Chamoun	Yara	USJ (Faculté de Médecine)
Feghali	Yvonne	CRDP
Ghantous	Tala	USJ / ULS / ALPES
Haidar	Jana	Public Works
Haidar	Rim	USJ (OURSE)
Kerbage	Hala	USJ (Faculté de Médecine) / HDF / ALPES
Machichi	Youness	USJ (OURSE)
Makhlouf	Younna	USJ (Faculté de Droit et de Sciences Politiques)
Mounzer	Maria	Gaia Heritage
Saksouk	Abir	Public Works
Scala	Michele	Sciences PO - Lyon
Yassin	Jad	USJ (OURSE)
Zarzour	Myriam	USJ (Faculté de Médecine)
Zouain	Georges	Gaia Heritage

RESUME EXECUTIF

Les explosions du 4 août 2020 au port de Beyrouth ont engouffré le Liban dans une détresse insoutenable. Cette étude a vocation à mesurer l'impact de l'explosion en considérant le point de vue des victimes des événements du 4 août 2020. Ce travail d'évaluation vient compléter les travaux et les rapports internationaux sur la quantification des dommages et des pertes causées, en mesurant les incidences de l'explosion à l'échelle sectorielle et dans le micro-social. Ce travail se concentre donc sur les préjudices causés aux travailleurs et aux habitants, plutôt que de se limiter aux effets sur les entreprises et l'habitat. Cette étude regroupe ainsi un ensemble de recherches sur les quartiers endommagés par l'explosion, afin de mettre en commun des analyses multidimensionnelles de son impact et de réfléchir aux pistes d'action prioritaires. Les conclusions de ce rapport ont pour but d'identifier les besoins des habitants et des travailleurs dans la zone de l'explosion, dans l'optique d'établir un ordre de priorité et d'orienter les futures recherches.

Résultat de l'étude n°1 : 52% de locataires à Mar Mikhael en 2014, dont 80 % selon les anciens contrats de location

Cette étude s'appuie sur d'anciens terrains effectués entre 2010 et 2016, notamment un mapping de toutes les unités productives de Mar Mikhael, depuis 1900 jusqu'en 2015 (624 entreprises en 2015), et une enquête auprès des résidents menée en 2014. À partir de 2005, le quartier de Mar Mikhael devient progressivement attractif, avant de devenir, en 2011, la plaque tournante de la créativité, des loisirs et de la vie nocturne. Malgré son haut degré d'attractivité, le quartier est habité par environ 52% de locataires, dont 80 % selon les anciens contrats de location.

Résultat de l'étude n°2 : Faibles taux d'occupation, et hausse des expulsions et des menaces d'évacuation

Cette étude montre les résultats d'une enquête menée sur le logement et le taux d'occupation des unités d'habitation, entre septembre et décembre 2020, dans deux clusters dans la zone de déflagration, avec une étude détaillée de 33 logements dans 19 bâtiments à Zaroub Saliba à Mar Mikhael et 86 logements répartis dans 38 bâtiments à Karantina. Dans le premier, un premier mapping a montré que 5% des bâtiments sont complètement vides, avec 45 logements vacants sur 109, ce qui équivaut à 41% du total des logements. Les données disponibles sur les 33 logements vacants montrent que plus de la moitié ont été évacuées en raison de l'explosion, 15% suite à l'impact psychologique sur les habitants, 12% en raison des dommages physiques et des réparations indirectes, et 21% des unités ont été libérées parce qu'elles sont en cours de restauration. Dans le cluster de Karantina, 71 logements sont vacants, soit 37% du nombre total d'unités, avec un taux d'inoccupation moyen de 60%, et 23 cas de menace d'expulsion, soit 12% du nombre total d'unités occupées. Cependant, 19% des unités vacantes ont été évacuées de manière permanente, et parmi les unités vacantes temporairement, on compte 57% de locataires, anciens (35% du total sont des anciens locataires et 22% de nouveaux locataires).

Résultat de l'étude n°3 : Baisse de 38% du nombre des unités productives à Mar Mikhael, touchant le plus sévèrement les industries créatives et les commerces récréatifs.

Cette étude s'appuie sur un mapping des 388 unités productives existantes en novembre 2020 à Mar Mikhael, en comparant la structure actuelle à celle de 2015. La déflagration du port de Beyrouth a violemment impacté l'attractivité du quartier de Mar Mikhael. Le secteur expérimente une diminution de 38% de ses commerces et de ses entités productives, ainsi qu'une paupérisation sans précédent du secteur de la créativité. Ce dernier comptait 65 unités productives en 2015, dont uniquement 15 ont survécu jusqu'à la veille de l'explosion. Le secteur de la restauration et des activités récréatives a connu une chute comparable avec une baisse du nombre des unités productives de 104 en 2015 à 64 en 2020.

Résultat de l'étude n°4 : 46% des bars et restaurants non-opérationnels et une baisse entre 30 et 50% du chiffre d'affaires des unités opérationnelles.

Cette étude s'appuie sur une enquête menée en 2020 auprès de 89 bars, cafés et restaurants à Mar Mikhael et Gemmayzé. Les événements du 4 août 2020 ont gravement endommagé les commerces de l'alimentation et des boissons, qui risquent de mettre la clé sous la porte. Depuis l'explosion, 46,6% des établissements de l'alimentation et des boissons ne sont toujours pas opérationnels. Et 20% des unités productives opérationnelles ont connu une baisse (comprise entre 30 et 50%) de leur chiffre d'affaires. Si des

mesures sérieuses ne sont pas établies, les propriétaires de ces unités de productions risquent d'être contraint d'abandonner leur commerce et le quartier pourrait perdre son identité en tant que pôle d'attractivité de l'économie créative et récréative.

Résultat de l'étude n°5 : 15,8% de licenciement, baisse des salaires dans 30% des entreprises, et plus de 4000 travailleurs dans le port en arrêt de travail.

Cette étude résume les résultats d'une enquête menée par LOWER en septembre 2020 auprès de 1189 entreprises, portant sur 11 809 travailleurs, dans un rayon de 2 Km autour du port, dans une zone de Beyrouth allant de Ain-el-Mrayssé à Burj-Hammoud. Elle montre que 1872 travailleurs ont été licenciés (soit 15,8%) dont 1680 de manière définitive, et que 30% des entreprises ont pratiqué des baisses de salaires après l'explosion. L'enquête a été complétée par des entretiens avec les syndicats et les organisations professionnelles, les bureaux de services et les associations d'employeurs opérant dans le port de Beyrouth. Le nombre total de ces travailleurs dans ces diverses professions et secteurs à la veille de l'explosion serait de 8 507 selon les syndicats et organisations professionnelles, de 7 413 selon l'enquête de Lower, et le nombre de ceux qui ont cessé de travailler à la suite de l'explosion de 4 188 personnes. Les habitations de plus de 350 travailleurs journaliers du port vivant dans des zones adjacentes au port ont été endommagées et la plupart d'entre elles sont devenues inhabitables.

Résultat de l'étude n°6 : Plus de 400 écoles endommagées et 160 000 élèves menacés, dont 15 700 élèves syriens.

Cette étude s'appuie sur un recensement effectué par le CRDP auprès des écoles endommagées par la déflagration. Le secteur de l'éducation a été brutalement impacté par l'explosion du 4 août, car environ 400 établissements scolaires sont localisés dans une région endommagée par la déflagration. Cela concerne quelques 160 000 élèves, dont 15 700 réfugiés syriens, scolarisés dans ces établissements, ce qui accroît le risque de décrochage scolaire. A ce jour, ces élèves ne peuvent pas reprendre leurs cours au sein de leurs établissements à la rentrée prochaine de septembre 2021, si les mesures de distanciation sociale du ministère de l'éducation l'autoriseraient.

Résultat de l'étude n°7 : Plus de 50 ONG, et 12 millions de USD grâce aux campagnes de financement participatif, avec des dizaines de milliers de volontaires.

Cette étude s'appuie sur des entretiens avec des acteurs-clés dans les ONG et les Fondations impliquées dans l'aide humanitaire et la reconstruction de la zone endommagée. Les événements tragiques du 4 août ont néanmoins entraîné un élan de solidarité entre et envers les Beyrouthins. Nous comptons environ 50 ONG et fondations qui aident à la reconstruction de la capitale, mais aussi le soutien financier des plus grandes personnalités internationales. Ainsi, plus de 12 millions de dollars ont été récoltés grâce aux campagnes de financement participatif. Cet élan de solidarité se traduit également par l'implication de plus de 12 000 volontaires formés professionnellement et des dizaines de milliers d'autres, pour sauver les victimes et déblayer les rues meurtries de la capitale.

Résultat de l'étude n°8 : Les problématiques psycho-sociales d'urgence par ordre de priorité : l'emploi (51,2%), le logement (16,3%) et la scolarisation (9,3%).

Cette étude s'appuie sur une évaluation psycho-sociale menée auprès d'un échantillon de 50 victimes ayant survécu à l'explosion, dans les quartiers de Geitaoui, Mar Mikhael et Gemmayzé, analysant conjointement les besoins socioéconomiques, le vécu psychologique et les répercussions psychosociales et morales. Cette tragédie s'est traduite par un niveau de stress et de problèmes émotionnels liés au manque d'accès aux besoins vitaux. Les survivants expriment un désir de justice et de réparation qu'ils décrivent comme indispensable à leur rétablissement psychique. Les problématiques psycho-sociales devant être traitées d'urgence qui ressortent de cette évaluation sont, par ordre de priorité : l'emploi (51,2%), le logement (16,3%) et la scolarisation (9,3%).

SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	2
CHAPITRE INTRODUCTIF- ÉTUDE MULTIDIMENSIONNELLE DE L'IMPACT DES EXPLOSIONS SUR LES QUARTIERS ENDOMMAGÉS	5
<i>AUTEURS: NIZAR HARIRI, RAYMOND BOU NADER, YOUNNA MAKHLOUF, MICHELE SCALA</i>	
ÉTUDE #1- THE SOCIO-ECONOMIC STRUCTURE OF MAR MIKHAEL BEFORE THE EXPLOSION (2010-2016)	16
<i>AUTEURS: GEORGES S. ZOUAIN, LILIANE BUCCIANTI-BARAKAT, NIZAR HARIRI, MARIA MOUNZER</i>	
ÉTUDE #2: HOUSING AND OCCUPANCY REPORT.....	35
<i>AUTEURS: ABIR SAKSOUK, TALA ALAA-EDDINE, JANA HAIDAR, NADINE BEKDACHE (PUBLIC WORKS)</i>	
ÉTUDE #3: MAPPING THE SOCIO-ECONOMIC STRUCTURE OF MAR MIKHAEL DISTRICT IN BEIRUT	50
<i>AUTEURS: JAD YASSIN, YOUNESS MACHICHI BOUHLALI, GEORGES ZOUAIN, MARIA MOUNZER, NIZAR HARIRI</i>	
ÉTUDE # 4- ASSESSING THE FOOD AND BEVERAGE (F&B) SECTOR IN MAR MIKHAEL AFTER THE EXPLOSION	77
<i>AUTEURS: RAYMOND BOU NADER, NIZAR HARIRI, RIM HAIDAR</i>	
ÉTUDE #5- PRE- AND POST-EXPLOSION ANALYSIS OF THE LEBANESE LABOR MARKET .	91
<i>AUTEURS: AHMAD DIRANI, LEBANESE LABOUR WATCH</i>	
ÉTUDE #6- BEIRUT POST-EXPLOSION. AN ONGOING EDUCATIONAL CRISIS	108
<i>AUTEURS: YVONNE FEGHALI, RAYMOND BOU NADER</i>	
ÉTUDE #7- HOW MEDIA AND COMMUNICATION RAISED AWARENESS ABOUT NGOS: VOLUNTEERS WORK TO REBUILD BEIRUT	115
<i>AUTEURS: TALA GHANTOUS, ALPES</i>	
ÉTUDE #8- ÉVALUATION DES BESOINS PSYCHOSOCIAUX DES SURVIVANTS DE L'EXPLOSION DU 4 AOÛT À BEYROUTH	128
<i>AUTEURS: YARA CHAMOUN, MYRIAM ZARZOUR, ALEXI EL HAJJ, HALA KERBAGE</i>	

CHAPITRE INTRODUCTIF

Étude multidimensionnelle de l'impact des explosions sur les quartiers endommagés

Nizar Hariri (PhD, Econ, USJ)
Raymond Bou Nader (PhD, Statistiques, USJ)
Younna Makhoul (MA, Law, USJ)
Michele Scala (PhD, Anthropol, Sc. Po. Lyon)

1. Contexte de l'étude

Le 4 août 2020, une grande quantité de nitrate d'ammonium a explosé au port de Beyrouth. Un dépôt de 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium aurait été stocké dans un entrepôt sans mesures de sécurité appropriées pendant les six années précédentes. Peu après 18 heures, le toit d'un entrepôt a pris feu, une première grande explosion a ébranlé la ville, suivie par une série de faibles détonations qui, selon certains témoins, ressemblaient à des feux d'artifice. Environ 30 secondes plus tard, il y a eu une explosion colossale avec un nuage en champignon et une onde de choc qui a détruit des quartiers entiers de la ville. L'explosion aurait causé la mort de 204 personnes, avec 6 500 blessés et 15 milliards de dollars de dommages matériels et de pertes en flux économiques, laissant environ 300 000 personnes sans abri¹. Des étrangers d'au moins 22 pays figuraient parmi les victimes. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a signalé que 34 réfugiés figuraient parmi les morts et les disparus, et 124 autres réfugiés ont été blessés. En outre, plusieurs soldats de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), membres de la marine des forces de maintien de la paix, ont été blessés. Au moins 150 personnes sont devenues handicapées de façon permanente à la suite de l'explosion².

L'explosion aurait été ressentie en Turquie, en Syrie, et dans certaines parties de l'Europe, et aurait été entendue à Chypre, à plus de 240 km. La déflagration a été ainsi classée par le United States Geological Survey comme un événement sismique de magnitude 3,3 et considérée comme l'une des explosions non nucléaires les plus puissantes de l'histoire³.

¹ <https://www.usatoday.com/story/news/world/2020/08/06/aid-lebanon-beirut-explosion-force-corruption-reforms/3307109001/>

² <https://www.unhcr.org/news/briefing/2020/8/5f32469f4/beirut-blast-death-toll-includes-dozens-refugees-emergency-response-ramps.html>

³ https://en.wikipedia.org/wiki/2020_Beirut_explosion

2. État des lieux de l'impact national et sectoriel de l'explosion

Selon la cartographie et l'analyse des images géo-satellites de Copernicus, 11 671 immeubles résidentiels ont été endommagés, dont 328 sévèrement affectés, auxquels s'ajoutent 626 structures industrielles (autres que les silos), dont 78 sévèrement affectées et 22 entièrement détruites [Copernicus, 2020, p. 23]. Selon le rapport final de l'enquête structurelle menée par l'Ordre des ingénieurs et des architectes de Beyrouth auprès de 3040 propriétés et 2509 bâtiments, il y aurait 323 bâtiments encore menacés d'effondrement partiel ou total.

La Banque Mondiale estime que 56% des unités productives commerciales ou industrielles dans la zone ont été endommagés, dont 3% situées dans des structures totalement détruites [Banque Mondiale, 2020, p. 54]. Le secteur du tourisme semble particulièrement plus touché que la moyenne, en particulier les restaurants, qui jouaient un rôle majeur dans l'économie des quartiers impactés par l'explosion. Ainsi, 75% des unités productives touristiques endommagées sont des restaurants. De même, 80% des bars ont été endommagés, et 15% des bars et restaurants sont localisés dans des structures totalement détruites⁴.

Cependant, au-delà des effets directs sur les quartiers concomitants, l'impact économique de l'explosion peut être également retracé au niveau national, compte-tenu de l'importance que jouait la zone endommagée dans l'économie du pays. Plus particulièrement, il serait important de rappeler la place centrale du port de Beyrouth dans l'économie ouverte d'un pays qui dépend pour 40% de son PIB sur les importations, ou encore la centralité des quartiers comme Gemmayzé et surtout Mar Mikhael, qui étaient à la fois le cœur battant de la vie nocturne et le hub culturel qui contribuait à la spécialisation créative de l'économie libanaise au niveau de la division régionale ou internationale du travail [Medneta, 2014].

Les dégâts (coût de la restauration) sont estimés entre 3,8 et 4,6 milliards de USD, le logement (entre 1,9 et 2,3 milliards USD) et le secteur culturel (entre 1 et 1,2 milliards de USD) étant les plus endommagés selon la Banque Mondiale, coût auquel s'ajoute une perte en termes de flux monétaires de l'ordre de 3 milliards [Banque Mondiale, 2020, p. 23]. Les dégâts causés au secteur du tourisme ont été également estimés entre 170 et 205 millions de USD, alors que ceux de l'industrie entre 105 et 125 millions de USD [Banque Mondiale, 2020, p. 30], dégâts auxquels s'ajoutent approximativement des pertes d'un montant équivalent.

Le secteur culturel semble être en effet parmi les plus touchés par l'explosion (venant en seconde place selon la Banque Mondiale, après le logement). Cela est principalement dû aux

⁴ “Les priorités à court terme pour les petites entreprises comprendraient des initiatives visant à restaurer la confiance des visiteurs et à promouvoir le Liban en tant que destination touristique. Cela est particulièrement important dans une période caractérisée par une forte incertitude quant aux perspectives du tourisme mondial. La relance du secteur du tourisme est une priorité pour la reprise de l'économie locale. Garantir le retour des services du secteur du tourisme dans des conditions non sinistrées nécessitera une combinaison d'interventions publiques et privées, ce qui peut aider les entreprises touchées à se reconstruire et à combler l'écart de revenus jusqu'à la haute saison 2021.” [Banque Mondiale, 2020, p. 56].

destructions physiques, partielles ou totales, ayant touché 240 structures à caractère religieux (sur les 381 identifiées), 11 monuments historiques d'importance nationales (sur les 25 identifiés), et 652 bâtiments patrimoniaux (sur les 755 identifiés). Aux côtés des effets directs sur le patrimoine bâti, l'explosion aurait endommagé 713 entreprises du secteur culturel et créatif (sur les 850 identifiées) et 65 galeries d'art et espaces culturels (sur les 85 identifiés) [Banque Mondiale, 2020, p. 46].

L'évaluation des besoins multisectoriels de l'IOM identifie 17 092 ménages composés des ressortissants étrangers à Beyrouth et fournit des analyses approfondies des données sur 2953 ménages, ventilées par nationalités, évaluant les besoins et les vulnérabilités de haut niveau et les chiffres clés pour une éventuelle réponse socio-économique à l'explosion. Cette analyse montre que les communautés les plus touchées sont par ordre d'importance : les ressortissants de Syrie, d'Éthiopie et du Bangladesh. Elle montre également qu'en moyenne 20% des étrangers n'ont reçu aucune aide d'aucune nature (24% des ressortissants éthiopiens, et 30% des ressortissants du Bangladesh) [IOM, 2020].

Par ailleurs, les résultats publiés par la fédération de la croix rouge internationale et du croissant rouge montrent, sur 29 500 cas étudiés, que 4.4% des ménages comptent des femmes enceintes ou en allaitement, 11% des ménages comptent des personnes souffrant de besoins spécifiques, d'handicaps mentaux ou physiques, et 10% des ménages ont reporté des handicaps liés directement à l'explosion. Plus important, 54% de ces ménages sont des foyers dirigés par des femmes, et 58% des ménages ont signalé la présence d'au moins une personne souffrant de maladie chronique [IRFC, 2020, p. 6-7].

3. Objectifs de l'étude

Si plusieurs rapports d'évaluation d'impact ont déjà été publiés par des organisations nationales ou internationales (ACAPS, Banque Mondiale, Armée Libanaise, Strategy&, etc.), et si plusieurs initiatives de réparation, consolidation, restauration et/ou de reconstruction des immeubles ont déjà été lancées, il n'en demeure pas moins vrai que les questions de travail, de droit au logement, de régénération urbaine et de préservation du tissu urbain sont encore largement écartées.

Ainsi, rien que pendant le mois d'août, nous avons pu compter au moins 10 rapports d'évaluation d'impact, menés par les différentes agences internationales travaillant au Liban (Banque Mondiale, UNDP, ESCWA, OCHA, WFP, UNHCR, etc.) ainsi que des rapports émanant des ONG internationales et de boîtes de conseil (Strategy&, ACTED, etc.), dont les conclusions ne convergent pas nécessairement, mais dont le mérite principal était de quantifier les dégâts subis par différents secteurs et d'estimer les besoins des interventions humanitaires imminentes, ainsi que les coûts des futurs plans de reconstruction ou de relance.

Ce qui a été notablement marquant dans ces évaluations rapides c'est d'abord le manque (voire l'absence) de données sur le travail et les emplois, ensuite, la faible place donnée aux secteurs économiques les plus endommagés par l'explosion, à savoir la culture et le tourisme. Les intentions de notre travail d'évaluation sont d'aborder l'impact de l'explosion de la perspective des victimes de l'explosion. Dans ce sens, le travail de quantification des dommages et des pertes est ici complété par une perspective qui explore dans le micro-social les impacts de l'explosion sur les travailleurs et les habitants, plutôt que de se limiter aux effets sur les entreprises ou l'habitat.

En raison de l'ambition multidimensionnelle que nous avons souhaité donner à l'étude, et à cause des limites de l'évaluation rapide menée entre novembre et décembre 2020, les conclusions des différents terrains restent préliminaires. Néanmoins, les conclusions initiales fournissent une ligne de départ pour l'identification des besoins des habitants et des travailleurs dans la zone de l'explosion, pour classer les priorités et pour guider les futures recherches.

Aussi, cette étude propose de regrouper un ensemble de recherches, passées ou en cours, sur la zone endommagée par la déflagration du port de Beyrouth, afin de mettre en commun des analyses multidimensionnelles de son impact et de réfléchir aux pistes d'action prioritaires.

Venant s'ajouter à une série de crises majeures qui bouleversent la société libanaise et son économie, depuis la crise bancaire et financière de septembre 2019, en passant par les mouvements de protestations massives et d'instabilité politique, les destructions du 4 août laisseront des séquelles durables, dont les multiples facettes nécessiteront de porter un regard croisé entre différentes disciplines, en combinant plusieurs méthodologies de travail. L'objectif premier de cette étude est donc de mettre en circulation les expériences du terrain et de cumuler sur les recherches en cours afin de dresser un état des lieux pré- et post-explosion, et d'apporter une évaluation d'impact capable d'orienter les futures réponses économiques, les instruments de soutien aux populations locales, et éventuellement le cadre stratégique d'intervention.

Ce faisant, cette étude permettra aussi de faire le point sur les principales problématiques qui s'imposent aujourd'hui dans le cadre des réponses d'urgence et d'aide humanitaire, en réunissant plusieurs chercheurs et organisations ayant travaillé sur la zone en question ou ayant été impliqués dans des projets de développement portant directement ou indirectement sur la vie urbaine dans ces quartiers (*urban livelihood*), et en cumulant sur des expériences similaires dans d'autres contextes de destruction et de reconstruction d'urgence (Nahr-El-Bared, reconstruction de la banlieue de Beyrouth ou du sud après la guerre de 2006, etc.).

4. Justifications et présentation du rapport

Aux côtés des milliers de blessés qui ont débordé les limites d'accueil des centres hospitaliers du Grand Beyrouth⁵, les explosions du 4 août 2020 au port de Beyrouth ont causé la mort de plus de 200 personnes, la destruction de milliers d'immeubles, et des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées sans abri [OCHA, 2020, p. 7 & p. 19]. En effet, les Nations-Unies ont estimées à 291 180 le nombre de personnes dans le besoin de logement suite à l'explosion du port de Beyrouth, vivant dans 72 265 appartements répartis dans 9 700 bâtiments à moins de trois kilomètres de l'épicentre, et dont les plus sévèrement touchés sont dans les quartiers de Medawar et Rmeil.

Ainsi, dans un rayon de 6 km autour de l'épicentre de l'explosion, des centaines de bâtiments résidentiels et de structures industrielles dans les quartiers avoisinants de Gemmayzé à Burj Hammoud ont été évacués. Des dizaines de milliers de résidents ont quitté leurs maisons en raison des dégâts causés par l'explosion et du sentiment de choc qu'ils ont ressenti. Leur départ massif, le retard dans la réponse étatique et le manque de coordination des organisations impliquées dans les opérations de secours, de sauvetage et de restauration posent des défis majeurs pour les politiques de reconstruction.

Les résidents, commerçants et travailleurs de ces zones sinistrées sont en droit d'attendre des mesures garantissant un retour digne vers des quartiers habitables, et des plans de réaménagement et de régénération qui préservent le tissu urbain. Cependant, les précédentes expériences de destruction/reconstruction au Liban nous enseignent que les promesses manquées de la reconstruction risquent de se transformer rapidement en plans méthodiques d'expulsion des communautés locales, d'altération de la mémoire des quartiers et d'effacement de leurs spécificités [Verdeil, 2001]. Aujourd'hui, ces risques sont d'autant plus menaçants qu'un grand nombre de rues sinistrées, de Gemmayzé à Burj-Hammoud, ont déjà été soumis à d'intenses transformations urbaines dans les deux dernières décennies.

En premier lieu, les quartiers de Gemmayzé et de Mar Mikhael ont été marquées dans les deux dernières décennies par de fortes pressions immobilières accompagnant la restructuration de la spécialisation économique des quartiers, avec l'essor des activités créatives et récréatives dans des zones traditionnellement considérées comme industrielles ou résidentielles.

En effet, dans une enquête sociodémographique menée par Gaia-Héritage en 2014 à Mar Mikhael, il s'est avéré que 52% des habitants du quartier sont des locataires (pourcentage deux fois supérieur à la moyenne nationale), dont presque 80% payant des anciens loyers (au total 40% des résidents) [Buccianti-Barakat, Hariri, 2014]. Ces populations risquent de subir aujourd'hui de plein

⁵ Une évaluation préliminaire rapide dans un rayon de 15 kilomètres autour des explosions a révélé que, sur 55 établissements médicaux, seulement la moitié sont restés pleinement opérationnels et environ 40% ont subi des dommages modérés à graves et doivent être réhabilités [OCHA, 2020, p. 4].

fouet une augmentation vertigineuse de la part des dépenses de logement dans leur budget [Voir Etude #1 de ce présent rapport : Zouain, Mounzer, Hariri (Gaia Heritage & Medneta), Mapping de la structure socioéconomique de Mar Mikhael en 2016].

Et puisque la majorité des quartiers endommagés comprennent des bâtiments anciens et historiques habités par des locataires à risque, il existe un risque palpable que le déplacement rapide des personnes se transforme en état d'expulsion permanente, notamment pour les populations les plus vulnérables dont la proportion n'est pas à minimiser. [Voir Étude #2 de ce présent rapport : Abir Saksouk Abir Saksouk, Tala Alaa-Eddine, Jana Haidar, Nadine Bekdache (Public Works), sur le droit au logement]. Dans les zones plus vulnérables de Karantina et Burj Hammoud notamment, avec une forte composante arménienne, des populations entières font face à un risque de déracinement, sous forme d'expulsions ou de migration définitive.

Quant à l'impact de l'explosion sur les commerces et les travailleurs, le recensement de 2015-2016 à Mar Mikhael avait déjà élaboré un mapping de 40 créatifs et de 92 commerces spécialisés dans le récréatif (bars, restaurants, café, etc.), ayant tous démarré leur activité après 2006. Ayant subi tour à tour la crise économique de 2019, les fermetures temporaires suite aux confinements liés à la Covid-19, puis les destructions massives de l'explosion, ces commerces risquent une cessation définitive de leur activité, ou du moins la disparition des clusters (industriels, culturels, et récréatifs) dans lesquels ils étaient intégrés [Voir Étude #3 de ce présent rapport, Zouain, Hariri, Mounzer, Yassin, Machichi (OURSE / Gaia Heritage) le mapping 2020]. Dans ce sens, l'arrêt quasi-total des activités récréatives (tourisme, loisirs, bars, restaurants, cafés, etc.), qui ont marqué dans la dernière décennie la spécialisation économique de ces quartiers, annonce aujourd'hui un retournement dans le cycle des affaires qui risque de conduire au déclin définitif d'un hub culturel longtemps considéré comme le cœur battant de la vie nocturne et créative de la capitale [Voir Etude #4 de ce présent rapport, Hariri, Bou Nader, Haidar (OURSE / ALPES), enquête 2020 sur les bars et restaurants].

Par ailleurs, l'impact de l'explosion sur la situation de la main d'œuvre, vivant ou travaillant dans ces quartiers, est lui aussi aggravé par les multiples crises qui déstructurent le marché du travail depuis au moins un an, avec la montée du chômage et l'accélération des vagues de licenciements, le départ massif des travailleurs étrangers et l'accélération du phénomène de la fuite des cerveaux parmi les populations des travailleurs et étudiants libanais [Voir Étude #5 de ce présent rapport, Ahmad Dirani (Lower) enquête 2020 sur les travailleurs dans la zone de l'explosion].

Enfin, l'explosion intervient dans un contexte de crise aiguë, au moment où les secteurs de l'éducation et de la santé sont déjà aux prises avec des crises économiques et sociales profondes, exacerbées par la pandémie de la COVID-19. L'explosion aurait provoqué dans dommages sévères dans un rayon de 6 Km autour de l'épicentre de l'explosion, des dommages modérés dans un rayon de 10 Km, alors que les dommages légers se font ressentir jusqu'à un rayon de 20 Km [OCHA, 2020,

p. 3]. Dans ce sens, au moins 5 hôpitaux dans la zone de destruction ont été gravement touchés par l'explosion⁶, ainsi qu'une trentaine de cliniques, et le secteur de la santé aurait ainsi subi des dégâts de l'ordre de 100 millions de USD selon la Banque Mondiale. Comparativement, l'éducation n'aurait été affecté que par des dégâts relativement mineurs de l'ordre de 15 à 20 millions de USD [Banque Mondiale, 2020, p. 5]. Ainsi, l'explosion aurait touché directement 241 établissements scolaires, dont 10 au moins sont entièrement détruits. Selon l'évaluation des Nations-Unies, cela affecterait au moins 57 800 élèves libanais et non libanais⁷. Cela dit, un regard plus détaillé sur la concentration des écoles publiques dans la zone de déflagration montre une réalité bien plus sombre. En effet, l'élargissement du cercle de l'étude à 10 km montre qu'un grand nombre d'écoles publiques, souffrant déjà d'un délabrement dans leurs infrastructures, ont été endommagées par l'explosion, mettant en risque la scolarisation de plus de 160 000 élèves dont au moins 15 000 élèves syriens, qui sont ainsi empêchés actuellement de reprendre leurs cours dans leurs écoles à la rentrée prochaine de septembre 2021, si les mesures de distanciation sociale du ministère de l'éducation l'autoriseraient. [Voir Étude #6 de ce présent rapport, Feghali, Bou Nader (CRDP) enquête 2020 sur les écoles endommagées].

Par ailleurs, l'aide internationale s'est confrontée au problème de manque de crédibilité des autorités publiques dans la gestion des plans de sauvetage et de reconstruction, et les réponses économiques et sociales au désastre ont été principalement l'œuvre d'associations locales et internationales, soutenues par les grandes agences internationales. Néanmoins, le problème de la coordination de l'action humanitaire et des interventions de sauvetage, de restauration et de reconstruction était l'absence d'une agence de tutelle ou d'exécution principale fournissant des orientations globales et une supervision programmatique (qui jouerait par exemple le même rôle que le HCR dans la gestion de la crise des réfugiés syriens) en coordonnant l'action menée sur le terrain par les centaines d'organisations et/ou les ministères de tutelle [Voir Étude #7 de ce présent rapport, Tala Ghantous (ALPES), le mapping des actions de solidarité et le financement communautaire de l'action humanitaire]. Comme l'affirme la Banque Mondiale en août 2020 dans son rapport d'évaluation de l'explosion, le contexte libanais devrait faire appel à « un modèle non traditionnel reposant davantage sur les ONG et la société civile » tout en gardant également à l'esprit « la nécessité à long terme de renforcer les capacités de l'État libanais et de faire reculer la captation des aides par les élites politiques » [Banque Mondiale, 2020, p. 19]. Le même constat avait déjà été atteint par le UNDP, dans une étude de 2010, qui avertissait des risques encourus par l'incapacité de l'État libanais à faire face à une destruction de telle ampleur, faisant appel à une stratégie de remédiation qui pallierait « le manque de liens entre les priorités gouvernementales en matière de réduction des

⁶ Au moins 5 hôpitaux dans la zone de destruction ont été endommagés par l'explosion, dont au moins 4 sévèrement touchés. [Copernicus, 2020, p. 25].

⁷ OCHA (2020) Flash Appeal, United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, p. 5.

risques de catastrophe, les centres de recherche, les organismes de financement, les universités privées et publiques » [UNDP, 2010, p. 27].

Le manque de coordination s'explique également par la multiplication des niveaux d'intervention dans la réponse immédiate à l'explosion, avec une réaction immédiate « Ground-zero » de sauvetage accomplie par des milliers d'habitants des quartiers endommagés, travaillant à côté des structures institutionnelles au premier rang desquelles on trouve UNDAC, V-OSOCC (Virtual On-Site Operation Coordination Center), le EERC (European Emergency Response Centre), ainsi que des équipes nationales (dont les premiers arrivés étaient les équipes des Pays-Bas), alors que l'État libanais a refusé la mise en place d'un centre de réception et de répartition à l'aéroport, rendant la coordination de l'aide internationale encore plus chaotique, avec une chaîne de commandement peu claire [URD, 2020].

La conséquence directe la plus sensible de ces multiples actions décentralisées ou manquant de coordination a été l'aggravation des sentiments de délaissement, de manipulation, et de violence ressentis par les victimes. Dans une population gravement touchée dans sa santé physique et mentale, l'action chaotique de l'aide internationale s'est reflétée par une augmentation des niveaux de détresse mentale, suite à la multiplication (parfois inutile) des études d'impact, des évaluations rapides, des estimations des dégâts [Voir Étude #8 de ce présent rapport, Zarzour, Chamoun, Kerbage (HDF), Évaluation psycho-sociale de l'impact de la crise].

5. Description de l'étude (périmètre, secteurs, et équipes de recherche)

L'étude se donne un périmètre thématique (et méthodologique) assez large pour évaluer les multiples dimensions sociales de l'explosion et son impact sur différents secteurs de l'économie de ses quartiers. L'étude cherche notamment à montrer l'impact de l'explosion sur le logement, l'éducation, la santé, le travail et l'emploi, et une mise au point sur les dommages subis par les secteurs de la culture, de la créativité et du patrimoine.



Figure 1- Carte de la zone étudiée. Source, Gaia Heritage, 2015.

Le périmètre géographique de l'étude est défini par l'ensemble des zones endommagées par les explosions du 4 août, de Ras-Beyrouth jusqu'à Burj-Hammoud, avec un point focal qui sera centré sur la zone du port de Beyrouth et ses quartiers concomitants. Une attention plus particulière sera donnée aux districts de Rmeil et Medawar à l'extrémité Est de Beyrouth, zone bordée par le Nahr de Beyrouth à l'Est et le port au Nord et considérée comme l'épicentre de l'explosion (zone incluant donc les quartiers Karantina et Mar Mikhael, jusqu'à Geitaoui au sud, et délimitée à l'Est par le Fleuve de Beyrouth – Voir carte ci-dessus).

- Étude #1 : Mapping de la structure socioéconomique de Mar Mikhael en 2016 (Gaia Heritage) - Zouain, Buccianti-Barakat, Mounzer, Hariri.
- Étude #2 : Le droit au logement. (Public Works) - Abir Saksouk.
- Étude #3 : Le mapping 2020 des unités productives (USJ-OURSE / Gaia Heritage) - Zouain, Hariri, Mounzer, Yassin, Machichi.
- Étude #4 : Enquête 2020 sur les bars et restaurants (USJ-OURSE / ALPES) - Hariri, Bou Nader, Haidar
- Étude #5 : Enquête 2020 sur les travailleurs dans la zone de l'explosion (LOWER) - Ahmad Dirani.
- Étude #6 : Enquête 2020 sur les écoles endommagées (CRDP) - Feghali, Bou Nader.
- Étude #7 : Mapping des actions de solidarité et le financement communautaire de l'action humanitaire (ALPES) - Tala Ghantous.
- Étude #8 : Évaluation psycho-sociale de l'impact de la crise (USJ, Faculté de Médecine) - Zarzour, Chamoun, Hajj, Kerbage

6. Liste des chercheurs et institutions impliquées dans de cette étude

Nom	Prénom	Organisation
Hariri	Nizar	USJ (Faculté de sciences économiques, OURSE) / ALPES
Bou Nader	Raymond	USJ (Institut de Gestion des Entreprises) / ALPES / CRDP
Alaa-Eddine	Tala	Public Works
Al-Dirani	Ahmad	Lebanese Observatory for Workers and Employees Rights (LOWER)
Bekdache	Nadine	Public Works
Buccianti-Barakat	Liliane	USJ (Département de Géographie, CREMMO)
Chamoun	Yara	USJ (Faculté de Médecine)
Feghali	Yvonne	CRDP
Ghantous	Tala	USJ / ULS / ALPES
Haidar	Jana	Public Works
Haidar	Rim	USJ (OURSE)
Kerbage	Hala	USJ (Faculté de Médecine) / HDF / ALPES
Machichi	Youness	USJ (OURSE)
Makhlouf	Youmna	USJ (Faculté de Droit et de Sciences Politiques)
Mounzer	Maria	Gaia Heritage
Saksouk	Abir	Public Works
Scala	Michele	Sciences PO - Lyon
Yassin	Jad	USJ (OURSE)
Zarzour	Myriam	USJ (Faculté de Médecine)
Zouain	Georges	Gaia Heritage

Bibliographie

Banque Mondiale (2020), Beirut Rapid Damage and Needs Assessment, avec le soutien de l'Union européenne et les Nations-Unis, août, 2020

BUCCIANTI-BARAKAT Liliane, HARIRI Nizar (2014), "Socio-Economic Analysis: the Residents of Mar Mikhael", Publication of Gaia Heritage, part of the EU project Medneta

Copernicus (2020), *Explosion in Beirut, Lebanon: detailed damage and impact assessment analyses*, Copernicus EMS Risk & Recovery Mapping Final Report, 30/08/2020

IOM (2020), Multi Sector Needs Assessment, Report Assessment 2, International Organization of Migration, Septembre 2020.

IFRC (2020), Emergency plan of action operation update, Lebanon/Mena: Beirut Port Explosion, International federation of red cross and red crescent societies, MDRLB009, décembre, 2020

Medneta (2014), Mediterranean Cultural Network to Promote Creativity in the Arts, Crafts and Design for Communities Regeneration in Historical Cities -MEDNETA Report on the Arts, Crafts and Design Sector and Urban Change in the Beirut District of Mar-Mikhael, published by Gaia Heritage, EU project, ENPI, CBCMED.

OCHA (2020), Flash Appeal, United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

UNDP (2010), Disaster Risk Assessment in Lebanon. A Comprehensive Country Situation Analysis, Global Risk Identification Programme

URD (2020), “Real-Time Evaluation of the Response to the Explosion in the Port of Beirut on 4 August 2020”, Francois Grünewald, Yannick Durocher, Elie Keldani, Real time evaluation in Lebanon after Beirut Blast, 22/08/2020.

Verdeil E. (2001), “Reconstructions manquées à Beyrouth : La poursuite de la guerre par le projet”, *Annales de la recherche urbaine*, 91, pp. 65-73

Study # 1- The socio-economic structure of Mar Mikhael before the explosion (2010-2016)

Georges S. Zouain (Ph.D. Econ, Gaia Heritage)

Liliane Buccianti-Barakat (Ph.D., Geo, USJ)

Nizar Hariri (Ph.D. Econ, USJ)

Maria Mounzer (MA Econ, Gaia Heritage)

Highlights

- The revival of the neighborhood started in 2005.
- In 2011, Mar Mikhael became a major creative district in Beirut, and a hub for leisure activities and nightlife.
- In Mar Mikhael, 51.76% of inhabitants are renters and 48.25% are owners.
- 80% of the renters in Mar Mikhael are paying old leases for old and small apartments
- More than 600 productive entities were mapped before 2016: 104 in the sector of restaurants, bars and recreational activities, and 65 in the creative industries.

This study is the result of six years of fieldwork (2010-2016) dedicated to the economic evolution of Mar Mikhael, a neighborhood located within the districts of Rmeil and Medawar at the Northern entrance of Beirut, bordering Gemmayzeh to the West, Beirut's River to the East, the Port to the North and Achrafieh to the South. It therefore benefits from a peripheral position with easy access to the city-center. This paper describes the evolution of its economic and sociodemographic structures; it also presents the changes of its cycles through the 20th century, with a focus on the urban transformations that affected the neighborhood in the last two decades. Until the explosion of the neighboring port of Beirut on the 4th of August 2020, Mar Mikhael was one of the most attractive hubs in Beirut for artists and creators, for real estate investments, and for bars, restaurants, and recreational activities.

The main objective of this paper is thus to follow the changes in the economic activities in Mar Mikhael, through its several phases of urbanization, decline and revitalization. In doing so, we attempt to evaluate the impacts of these urban transformations on the economy of the neighborhood before the explosion of the 4th of August 2020 through two fieldworks conducted between 2014 and 2016.

The first section of this report retraces changes of the evolution of the economic structure of the neighborhood, since its first years until the early 21st century, building on a census and a mapping

of all *existing* and *former* productive entities. The mapping was conducted to determine the opening dates and the main economic activities of all the existing productive entities (PE) in 2015 amounting to more than 600 PE. Whenever possible, the pre-existing productive entities, former firms or productive activities were traced back to the early 1900: a total of 1006 PE was mapped covering all PE in the district during the last century. Of these, only 624 PE were still operating at the date of the census.

This geographical and historical mapping enabled us to distribute all productive entities in 8 economic sectors, according to their main economic activity. A detailed map representing the distribution of these PE in the neighborhood was generated; it included the name of each business as well as the economic sector to which it belongs, and showing the geographical distribution and concentration of the surveyed PE.

Section 2 presents the major results of a socio-demographic survey that was conducted with residents, in the form of a “Neighborhood feedback survey” that tries to capture the current feedback of the residents of Mar Mikhael regarding the major transformations affecting the livelihood of their neighborhood.



Figure 1- Mar Mikhael Study area and sectorization for the surveys

1. Scanning all productive entities in Mar Mikhael before 2016

A cross-sectional data analysis has been used to grasp the business cycles and the economic restructuring of Mar Mikhael by drawing and comparing the economic structure between key periods, chosen according to the date of arrival and closure of PE in each economic sector. Different “waves”

of arrivals were identified as key periods for our study while variation of the weight of each sector in each key period revealed shifts in the economic structure (fig 2).

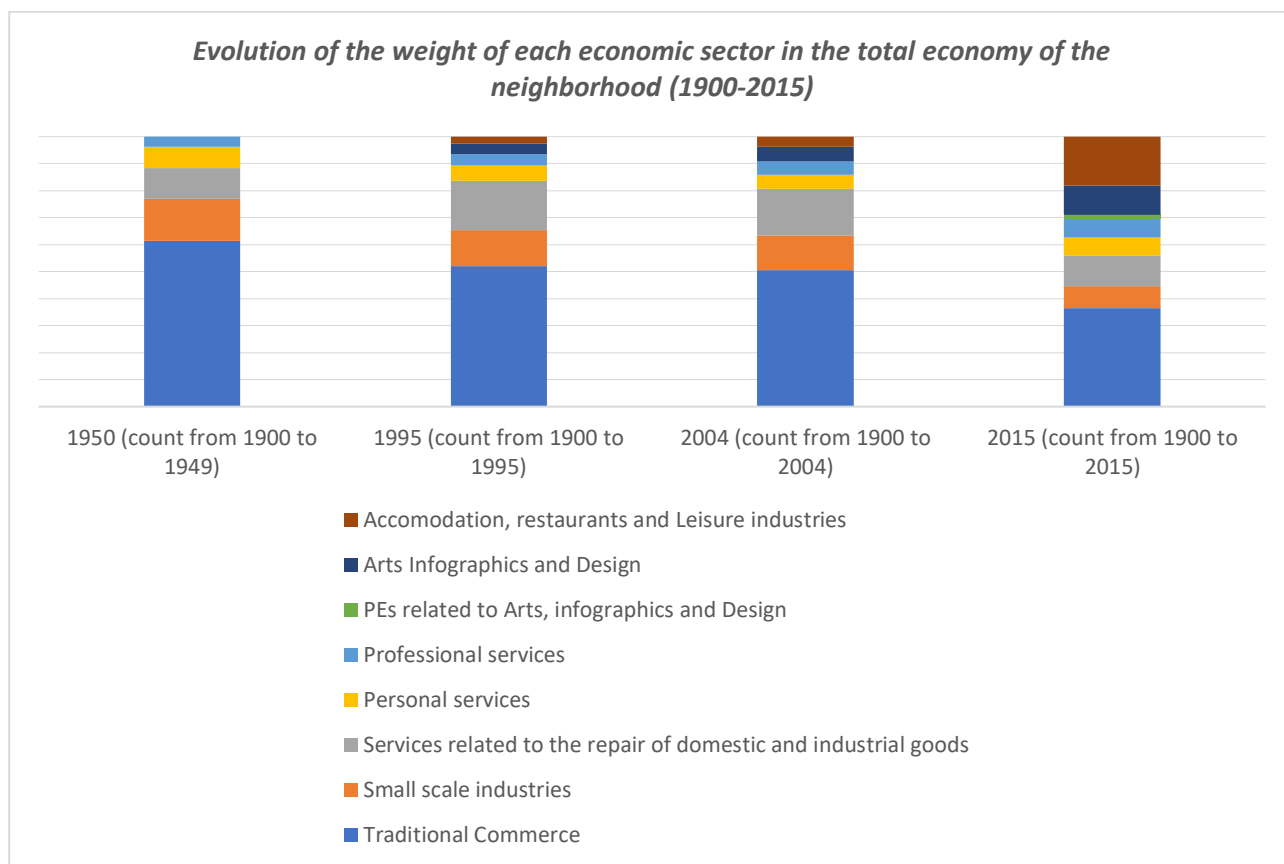


Figure 2- Evolution of the weight of each economic sector in the total economy of the neighborhood (1900-2015)

Data collected covered a period of 115 years, showing a total number of 1006 PE created in the neighborhood from 1900 to 2015. Among them, 382 PE had been closed until the survey date, leaving us with a total of 624 PE still active.

	2005-2016
Traditional trade	217
Small industries	46
Repair services	66
Personal services	58
Professional services	60
Trade linked to creative industries	8
Creative industries	65
Restaurants and recreational activities	104
Total	624

Table 1- Distribution of the 624 active PE in 2015

Information about the opening dates of all these 382 PE was impossible to obtain. Data available about 81 (out of the 382) pre-existing PE, has shown that their opening dates were distributed over the whole period and represent a very small percentage of the total sampling. Thus, complete data was available for 574 PE out of the 624 (the total number of existing PE, proving that our total sample of 574 PE, representing 57% of all productive entities created in the neighborhood from 1900 to 2015 (1006 PE), was highly representative of the economy of the neighborhood.

Detailed analysis of the productive entities in Mar Mikhael through collected data has proven to be a challenging task: the national nomenclature of economic activities (LPA, Lebanese classification of products by activity) albeit following international nomenclature (ISIC rev. 4) is not as detailed as the latter. It does not take into consideration newly developed professions and activities of the creative economy and of its related fields, widely encountered in Mar Mikhael. Also, the lack of resources and/or data inhibits the Lebanese Central Administration of Statistics (CAS) from issuing sectoral accounts⁸. Thus, the authors propose a classification of PE aggregated by sectors, adapted to the economy of the neighborhood and based on the French (INSEE) classification of PE⁹.

Hence, the resulting classification includes eight main sectors¹⁰ described hereafter, enabling a precise mapping of the PE operating in Mar Mikhael. This classification could be used as a new standard for future studies of the structural foundations of the neighborhood economy and for the easy inclusion of the creative sector activities and of its related fields.

1- Traditional Commerce (TC). This sector regroups all commercial activities selling consumable products to the final consumers. Neither conception nor production is part of this sector. Such products can be industrial materials (tools, automobile spare parts, etc.), and manufactured products available in grocery shops and mini markets selling food and beverage, telecommunication services, clothes, health care products, fuel or gas and furniture for home and offices.

⁸ CAS only produced accounts for 2 sectors : financial sector (mainly the banks) and the general government.
Reference: CAS, "Lebanese National Accounts- Data Sources and Compilation Methods 2004-2011"(July 2013)

⁹ The INSEE classification is a more detailed version of the ISIC rev 4

¹⁰ Each sector has its related sub-categories

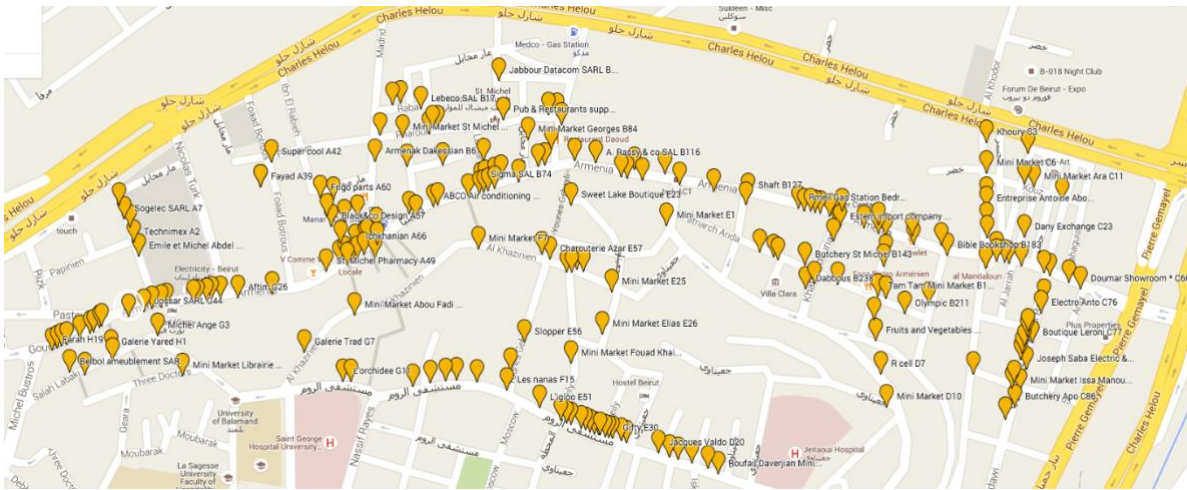


Figure 3- Mapping of TC in Mar Mikhael (2015)

Since the economic revival of the neighborhood, the revenues of TC started to decrease, even though they represent the largest economic sector in Mar Mikhael (36% of the total of PE in Mar Mikhael and 40% of the “old” (more than 15 years) PE of the neighborhood).

2- Small Scale Industries (SSI): This sector refers to the industrial zone of Mar Mikhael, and to low-tech manufacturing activities. SSI are characterized by the production of goods using manpower, small machines and low energy. SSI are concentrated in the north-east of Mar Mikhael (close to the nearby Armenian district of Burj Hammoud).

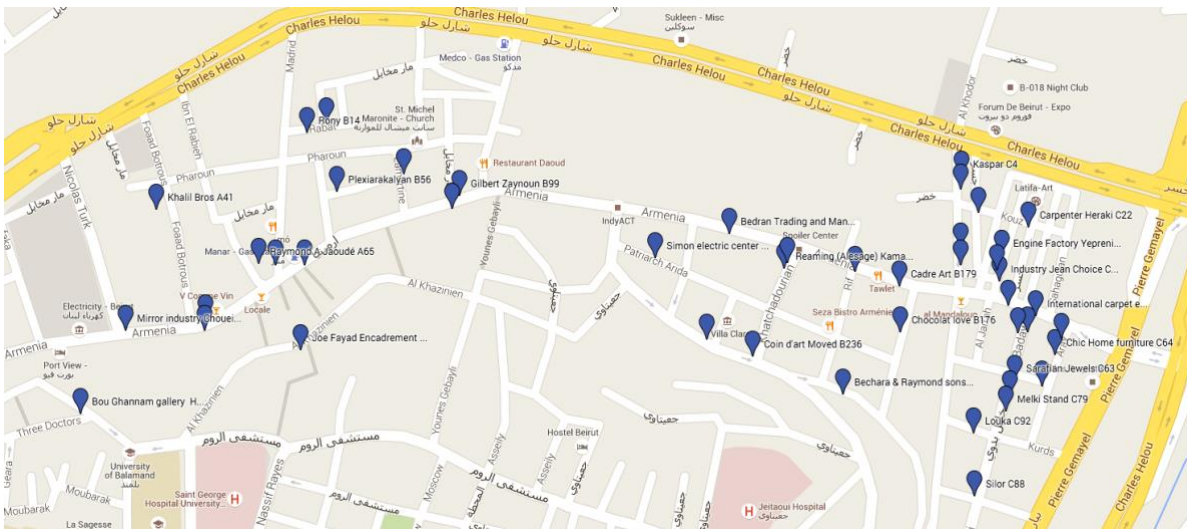


Figure 4- Mapping of SSI in Mar Mikhael – (Gaia Heritage, 2015)

Considering that the wave of change started at the frontier with Gemmayzeh towards Mar Mikhael, SSI are located in the part of Mar Mikhael that has changed the least. The sector is composed of a

variety of small-scale manufacturing units: framing, ovens fabrication, sweets, electrical shops and lampstands, automobile windows glass, upholstery of furniture. SSIs were present in the neighborhood since the early 1900s and vast majority was established in the neighborhood between 1950 and 1990, during the “industrial period”, and specialized in reaming, carpentry and industrial and electrical equipment. In the current period (starting 2005) new PE specialized in textile have opened again. Together with the services related to the repair of industrial products, SSI are the oldest productive entities in Mar Mikhael, some of them having been continuously operating for more than 40 year.

3- Services related to the Repair of domestic and industrial Products (SRP): The sector of services related to the repair of industrial and domestic good does not produce *per se* but repairs different items related to industry such as cars or motors or related to domestic or corporate use (such as fridges, ovens, etc.). SRP as well are concentrated at the north-east of Mar Mikhael (close to the nearby Armenian district of Burj Hammoud), almost in the same areas as SSI.

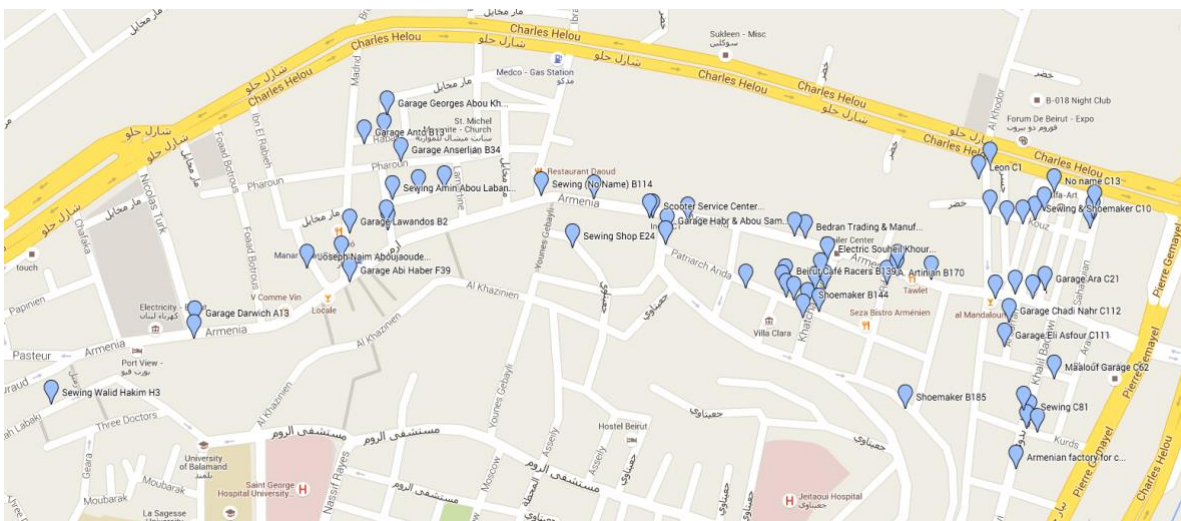


Figure 5- Mapping of SRP in Mar Mikhael – (Gaia Heritage, 2015)

There are currently 66 PE offering services related to the repair of domestic and industrial goods. The survey has shown that 78 PE of this sector have already closed their business in Mar Mikhael, replaced by arts, infographics and design (AID) as well as accommodation, restaurants and leisure industries (ARLI). This indicates that the district is losing its crafts economy to the benefit of a creative and leisure economy.

4- Personal Service Sector (PERS): This category is composed of services such as beauty care or hairdressing, funeral services, taxis and laundry, with a number of medical and health care offices with 22 doctors, dentists or health care clinics. They are distributed all over the area, with no

specific concentration. The majority of these PERS have been there for more than 15 years, some of them even for more than 40 years. The personal services are all independent businesses mainly family owned and transmitted, located in their own homes.



Figure 6- Mapping of PERS in Mar Mikhael – (Gaia Heritage, 2015)

5- Professional Service Sector (PROS): these offer corporate services such as transportation of goods, shipping or consulting engineering. Most operate from Mar Mikhael but not within it, hence their economic activity remains unaffected by the urban transformations occurring in the district. Most of them are large institutions, such as banks and monetary exchange institutions, established in high-rise buildings. They also include a printing house, and some civil engineering, electrical and construction companies.

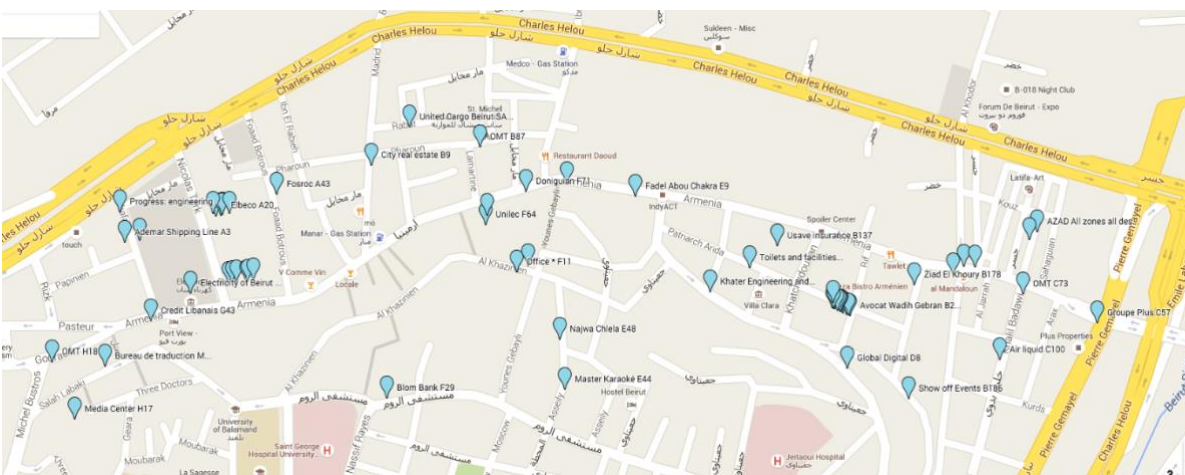


Figure 7- Mapping of PROS in Mar Mikhael – (Gaia Heritage, 2015)

6- Arts Infographics and Design (AID): this sector has been added to list the productive entities of Mar Mikhael belonging to the cultural industries sector. This category includes almost all the activities recognized as creative¹¹: literature, music, performing arts, visual arts, film, photography, heritage, publishing, printing, sound recording, television and radio video and computing game, advertising, architecture, design, fashion.

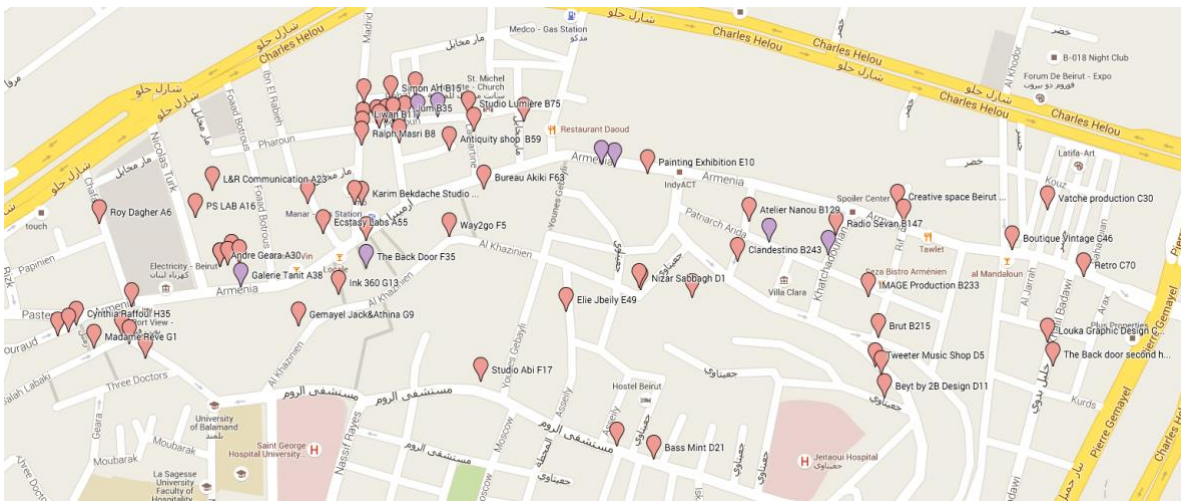


Figure 8- Mapping of AID in Mar Mikhael – (Gaia Heritage, 2015)

The PE of the AID sector and related industries are present throughout the neighborhood (fig. 3) after having been concentrated at the beginning of their settling in Pharaon Street and behaved like a cluster around the arts and design bookshop “PaperCup”. The first wave of arrival of AID took place in 2005.

¹¹ We shall be using here the WIPO definition of creative industries, based on the copyright model. It encompasses the core copyright industries, the interdependent copyright industries and the partial copyright industries. For more, see: “British Council, “Mapping the Creative Industries: a Toolkit”, Creative and Cultural Economy Series/2, London, 2010.

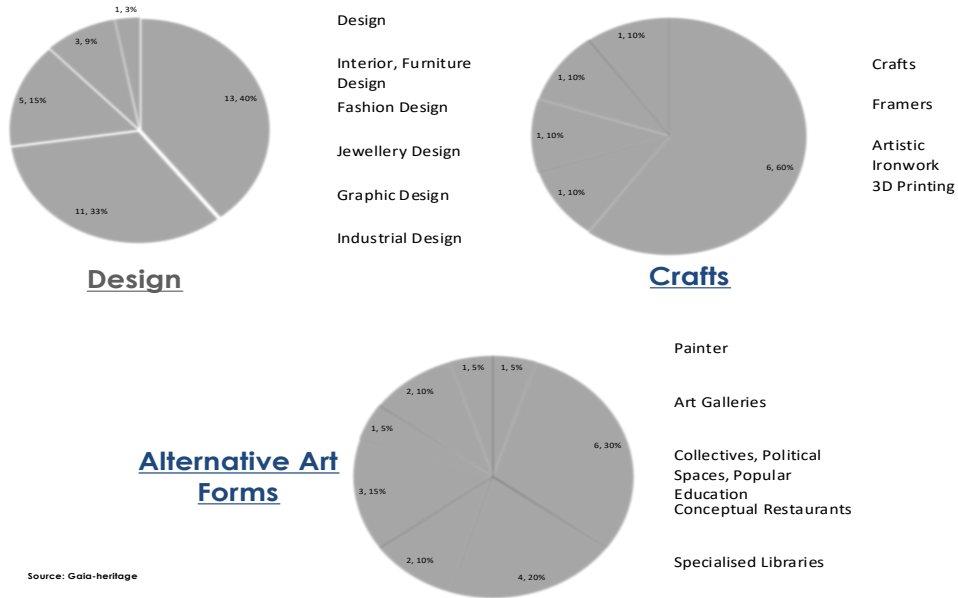


Figure 9- Breakdown and proportion of activities recognized as creative in Mar Mikhael (2014)

7- Commerce related to Creative industries (CRCI): These sell goods related to creative industries such as fabrics or raw material. The CRCI have a one-sided relationship with AID, and their business relies mainly on the prosperity of the AID group of Mar Mikhael.

8- Accommodation, Restaurant and Leisure Industries (ARLI): This category includes hotels, guesthouses, restaurants and fast-food shops, pubs and cafés, leisure industries such as galleries and bookshops. The number of accommodation present in the study zone is limited to 3 hotels; remaining accommodations are small guesthouses.

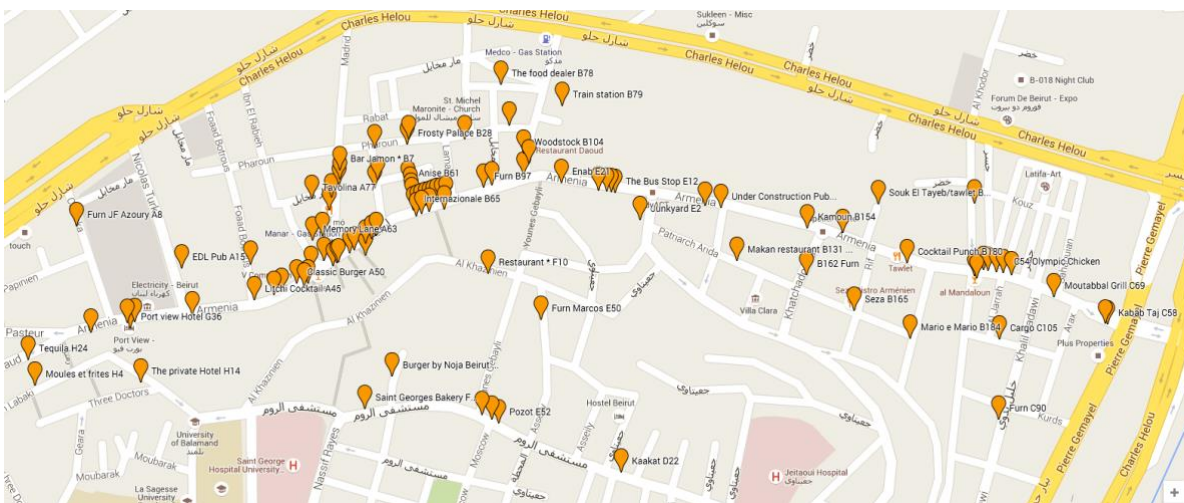


Figure 10- Mapping of ARLI in Mar Mikhael – (Gaia Heritage, 2015)

There are 104 ARLI present in Mar Mikhael while 86 ARLI had closed in the nineties and 12 others closed in 2015, mainly upmarket restaurants and pubs which were replaced by snacks and lower-class restaurants. This decrease in the quality of the offer continued throughout: PE established during 2015 are low-cost bars and fast-food restaurants, replacing upmarket PEs which have migrated to trendier places in the city.

An analysis of the survey results identifies four key periods of urban changes in the neighborhood, from its genesis to its industrial urbanization, its decline and revitalization (see fig.4 timeline of Mar Mikhael and fig.5).

time line of Mar-Mikhael

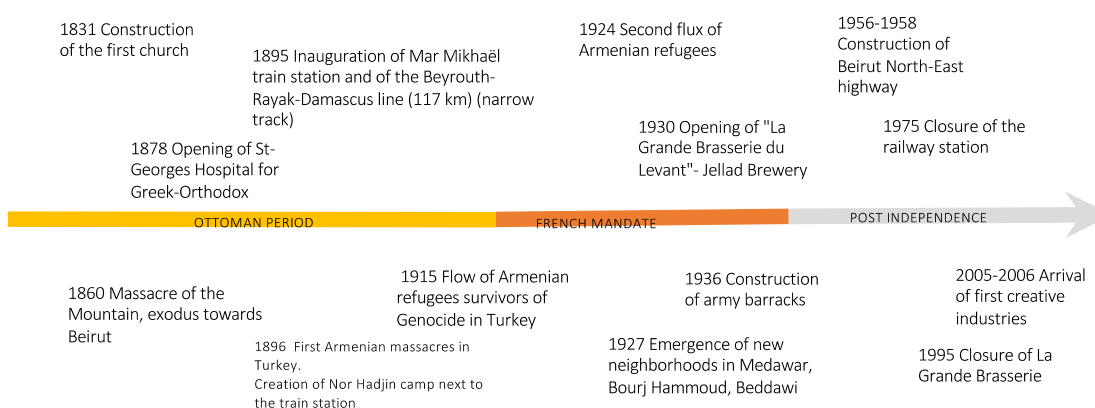


Figure 11- Timeline of Mar-Mikhael

	1900-1949	1950-1995	1996-2004	2005-2016
Traditional trade	16	130	16	48
Small industries	3	14	1	1
Repair services	3	48	4	11
Personal services	2	14	1	21
Professional services	1	11	4	24
Trade linked to creative industries	0	0	0	8
Creative industries	1	30	8	49
Restaurants and recreational activities	0	8	5	92
Total	26	255	39	254

Table 2- Number of PE in each sector throughout the 4 key periods, by date of opening.

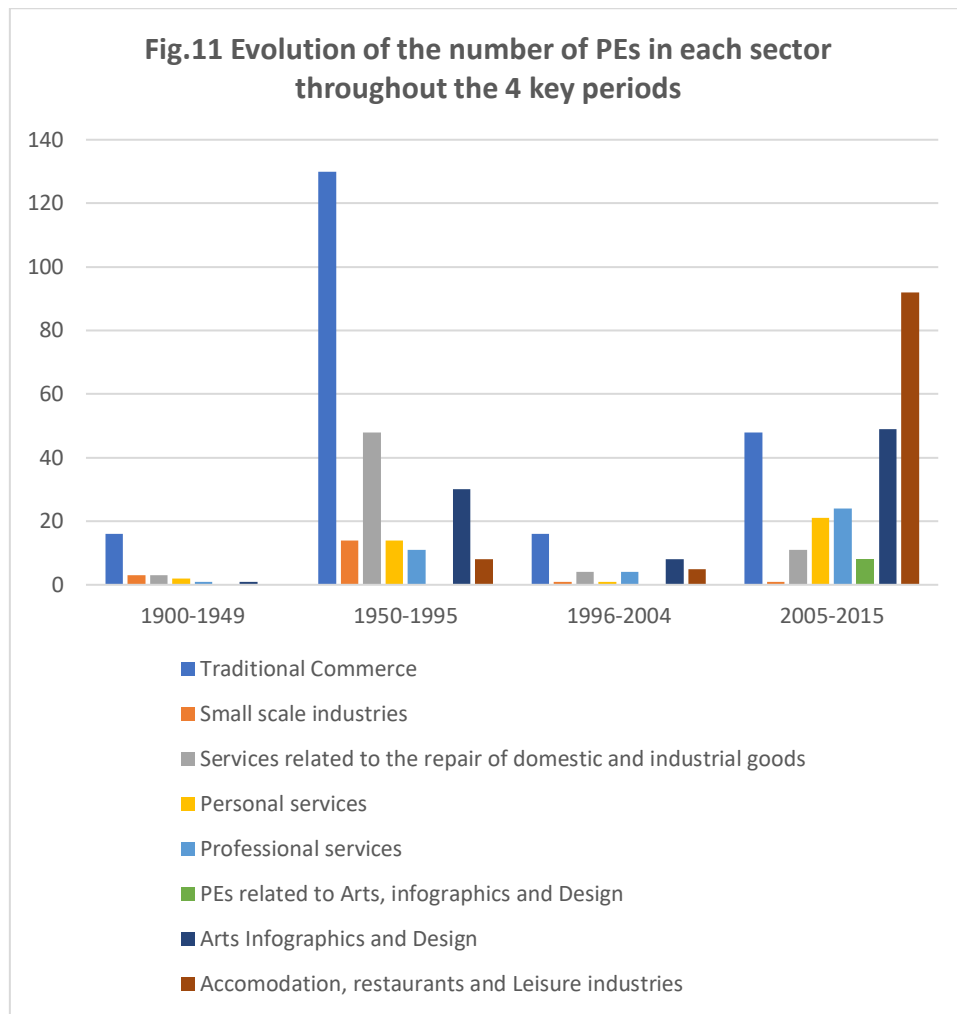


Figure 12- Evolution of the number of PEs in each sector throughout the 4 key periods, by date of opening

- **First Period: the genesis of the neighborhood (1895 to 1950):**

The first key period based on historical events and population data analysis covers the period from 1885 to 1948. It starts with the construction of the Mar Mikhael train station and of the Beirut-Damascus railway (1895), followed soon after (1915) by the arrival from Turkey of the first flows of Armenian survivors. In 1930, “La Grande Brasserie du Levant” (Jellad Brewery) opened in the district and, in 1936, large army barracks were built close to the brewery. Employment opportunities became plentiful in Mar Mikhael between the nearby harbor, the railway station and the army barracks. More settled thus around and increased the population and the urbanization of the district. This working-class population built most of its housing needs, developing a series of small one or two floors blocks typical of a good part of the district around the brewery, the barracks and the railway station. A total of 26 PE was identified for this period, mainly in traditional commerce.

- **Second period: The industrial period and the beginning of recession (1950 to 1995)**

The second period goes from 1950 to 1995. It is characterized by the rise of activities related to the industrial sector but also by the construction (1956-1958) of the Beirut North-East exit highway

which separated Mar Mikhael from the harbor and by the closure of the Railway station in 1975 and finally of the Grande Brasserie du Levant in 1995. Twenty-one PEs belonging to the sector of small-scale industries opened in the neighborhood together with 17 PEs from the services related to the repair of domestic and industrial goods category. The wave of automobile equipment shops stopped in 1995. After 1990, a clear slowdown of the arrival of small-scale industries and services related to the repair of domestic and industrial goods is observed. In fact, in the following 5 years, no PE of these two categories is established. This wave of arrivals stops in 1990.

Simultaneously to the above results, it is worth noting that between 1950 and 1995, Mar Mikhael witnessed the arrival of several PEs of traditional commerce (130 PE) particularly small-scale industries and services related to the repair of domestic and industrial goods, of which a large number specialized in the trade of car repair tools and equipment. This influx of small shops and repair workshops is due to the architecture typology of the mid 20th century concrete apartment blocks the majority of which had conceived their ground floor with series of small spaces opening on the street. With a low rent, these spaces perfectly suited the small hardware and repair shops, almost all being owned by individuals, mostly of Armenian origin.

- **Third Period: the sleep of Mar Mikhael (1996-2004)**

The third period is a phase of **a huge decline of traditional industries and of small-scale repair and manufacturing**. This decline from 1996 to 2004 took place at a continued rhythm while only 39 new PE opened in Mar Mikhael. This continuous decline of the numbers of PEs still active marks the start of an important change in the economy of the place, taking Mar Mikhael from a middle and low income district with small commerce and workshops craftsmen and shop-keepers lived and worked, to a trendy much in demand district where young creatives replaced the small hardware and repair shops, upmarket restaurants, cafés and pubs opened in numbers and where high rise signature apartment blocks catered for the wealthy young families in search of a neighborhood with a character.

The “sleep” of the district in this third period was due to several factors. Firstly, the obsolescence of the products sold and of the service repairs by the PEs of the neighborhood. The routine of a local and limited market for products that become obsolete because of modern technologies no longer met the requirements of the new automobiles and house and kitchen equipment. Secondly, business owners of industrial productive entities (small scale industries, TC related to industry and services related to the repair of industrial goods) are in most cases old people having a lack of willingness or a hard time adapting their business to the new trends and demand. Finally, Mar Mikhael has been challenged by new industrial areas around Beirut.

As a consequence, Mar Mikhael hardware and repair shops declined, hence freeing commercial spaces, giving cheap opportunities for creative industry to move in.

- **Fourth Period: The revitalization of the neighborhood (2005-2016)**

The fourth period is impelled by the arrival of AIDs, triggering a new economic revitalization and change in Mar Mikhael. The revival of the neighborhood begun in 2005 and, in 2011, Mar Mikhael became the major Beirut hub for creativity, leisure and nightlife. The first AID opened in Mar Mikhael in 2005. From there on, the number of newcomers increased progressively: in 2014, 14 new AID opened their doors. Concurrently, between 2008 and 2011, the neighborhood witnessed the arrival of 19 restaurants. Since then, the opening of hospitality PEs increased year after year: 20 in 2013 and 49 in 2015 (fig. 6).

creative and leisure arrivals per year

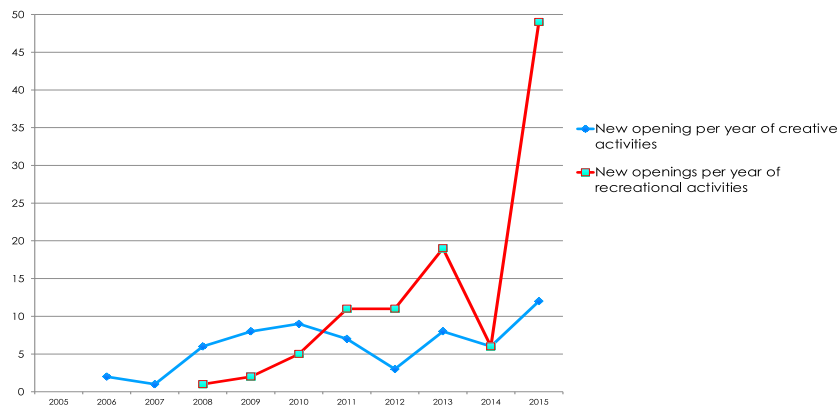


Figure 13- Creatives and Leisure Arrivals per year (2006-2015)

This opening - in Mar Mikhael- of large investments in leisure brought the district under the lime lights of the investors. Prices climbed and several AID PE could not follow the increase in rents and selling prices (fig. 7). Creatives began to leave the district while luxurious high rise apartment blocks and banks headquarters were being built. Since all regulations limiting volumes and height of new constructions were waived, Mar Mikhael became the primary choice in Beirut for investors, forcing more and more AIDs to settle elsewhere. Concurrently, owners of small street-level workshops were attracted by the prices offered by the new investors, leading to a total change in the *genius loci* of the district.

economic change & real-estate prices 2005-2015

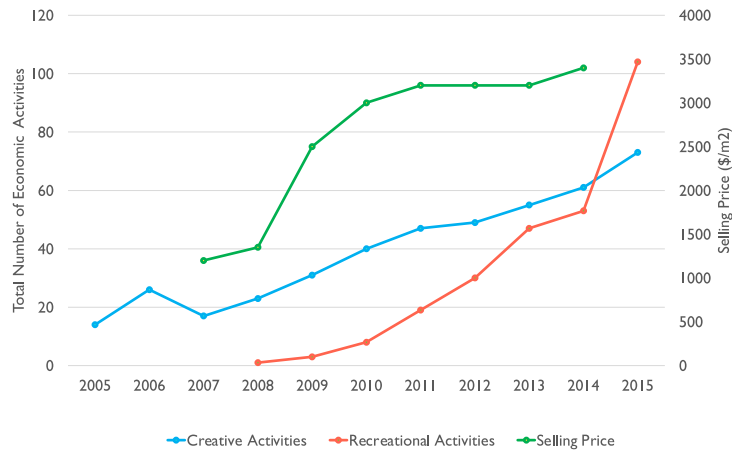


Figure 14- Economic Change and Real-Estate Prices in Mar Mikhael (2006-2015)

2. Neighborhood feedback survey (2014): Residents of Mar Mikhael

a. Goals of the survey

The first goal of this survey was to understand how the residents perceived the major changes affecting their neighborhood and the impact of these changes on their living conditions (class, gender, household size, etc.), and on life in the district (such as income, rents, subsistence and sustenance within the area). The second goal was to understand the determinants of the community satisfaction and identify the major risks that might threaten the community. The third goal of the survey was to assess the major strengths and weaknesses (or risks) of the neighborhood, as perceived by its own inhabitants. The sample covered 286 households divided equally among the 9 sectors of the survey, with one respondent per household. This section presents its major findings.

b. An aging population rooted in its neighborhood

In Mar Mikhael we find an ageing population – its resident population is older than the national average. Almost 70% of the population of Mar Mikhael is 40 years old or above, and 32.51% are between 55 and 70. A large proportion of residents in Mar Mikhael was born in the district

(39.2%), and the percentage of those who work there is in the same range (39.5%). An overwhelming majority chose it as their main place of residence (83%). Finally, and most importantly, the majority of residents in Mar Mikhael have lived there for 30+ years (51.4%).

In Mar Mikhael, as is most of the mixed districts of cities around the World, the relation of the residents to their district is primarily affected by the proportion of renters and owners. Many empirical studies show that an increasing share of owners is associated with an improvement in the level of commitment of residents to their district (cleaner environment, more respect for private property, higher quality life, etc.), and with a decrease in crime, delinquency, urban violence. However, in Mar Mikhael and because of the attractiveness of prices being offered by real-estate agents visa-vis the low rents perceived, owners tend to sell their properties and settle outside the district.

Similarly, the number of years lived in the district affects the behavior of renters: they show a greater level of engagement with the increase in time spent in their district and eventually become more rooted than the new owners: this is largely the case in Mar Mikhael where one sees new residents interested only in the nightlife offer there without any interest in the day-to-day life. This creates a divide between the older residents, renters and landlords, and the new settlers.

More importantly, the risk of eviction of a large part of the population of renters with the new Rent Law¹² or with the selling of properties to be replaced by high-rise apartment blocks poses two specific problems to the district: 1) the eviction of the local population due to the high increase of rents and, 2) the resulting collapse of the social fabric following the destruction of the social ties that this deep-rooted population of Mar Mikhael has forged within its district.

c. Owners and Renters

Mar Mikhael population is divided in two almost equal parts: 51.76% renters and 48.25% owners. These results contrast with the national distribution where we find that the owners' share is at least twice as much as that of renters.

Owners	48.2%
Renters	51.8%
TOTAL	100%

Table 3- Owners/renters in Mar Mikhael (Medneta, 2014)

¹² Since the harbour blast of October 4, 2020, the risk of eviction or abandonment of one's apartment or block has much increased with the real-estate agents in search of cheap properties to be bought in a district that had started to attract young white collars and artists.

Among the renters, there is an overwhelming majority of old leases; almost 80% of the renters are paying old leases for old small apartments (almost 44% of the apartments in Mar Mikhael have an area less than 100 m²). For example, 25% of renters pay an annual rent below USD 500 and 10% of renters pay annual rents between USD 600 and USD 700 (average monthly rent of USD 55).

It is noteworthy that 56% of residents in sector IX pay new leases. This sector has breathtaking views of the sea and the valley of Nahr Beirut and is witnessing an increase in leased apartments in recent years. The survey found that nearly 40% of the residents of this sector have a second residence in the mountains. Thus, the residents can be divided into three groups: owners, renters paying old leases and renters paying new leases.

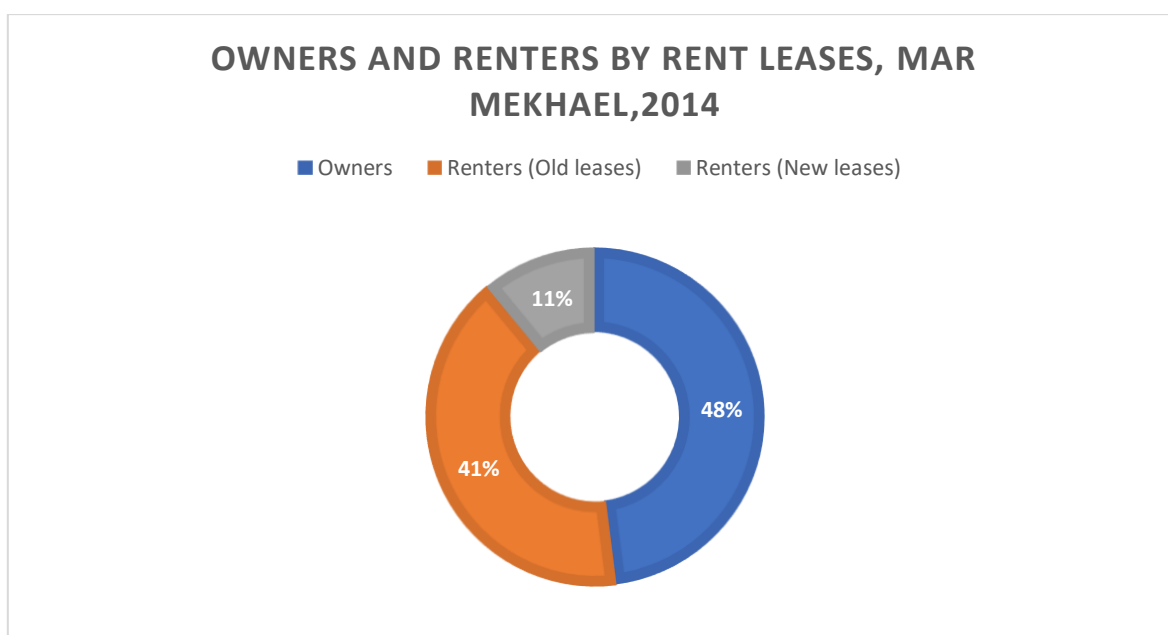


Figure 15- Owners and Renters (by rent leases) in Mar Mikhael (Medneta, 2014)

Renters in Mar Mikhael constitute 52% of the total population (fig. 8), with 80% paying old leases. Hence, the proportion of a household budget dedicated to housing is much lower than the national average. While the national average stands at one third of the annual total expenditure of a household, ranging between 26% of total annual expenditure for the richest households to 47% for the poorest households (with less than 6 million LBP in annual revenue). In comparison, only 3% of annual expenditure is spent on restaurants and hotels, and 4% of the annual expenditures are devoted to cultural and recreational expenses (excluding restaurants and hotels). In Mar Mikhael however, the overrepresentation of renters paying old leases explains the weakness of annual expenditures on housing. In the future and if the new rent law is applied, the population of Mar Mikhael will face an increase in its housing spending that will be larger than the national average. Studies show that the share of housing spending (in total annual expenditure) tends to decrease with increasing household size and increases with the decrease of the latter. Indeed, since the average number of people living

in the same household in Mar Mikhael is below the national average, this population will face an exponential increase in housing spending in case of eviction.

Almost 80% of renters in Mar Mikhael pay an annual rent below USD 5,000, which is consistent with the 80% share of renters paying old leases. It is also likely that a small segment of the population sublet their apartment to increase their monthly income. Given the population distribution based on paid rent, we can assume that people who have not given answers are almost exclusively renters paying new leases. We shall therefore avoid analyzing the characteristics of this population and rather concentrate on old leases.

A simplified table (table 3) provides a better reading of the results: We see that a majority of renters (almost 52%) pay an annual rent of less than USD 1,000. Households paying an annual rent of between USD 500 and USD 1,000 constitute the largest share (37.25%).

Annual Rent (USD)	Percentage
[100-500[14.71%
[500-1000[37.25%
[1000-2000[16.67%
[2000-5000[7.84%
[5000-7000[1.96%
[7000-8000[5.88%
[8000-10000[2.94%
10000 et +	2.94%
No answer	9.80%
TOTAL	100 %

Table 4- Annual Rent in Mar Mikhael (Medneta, 2014)

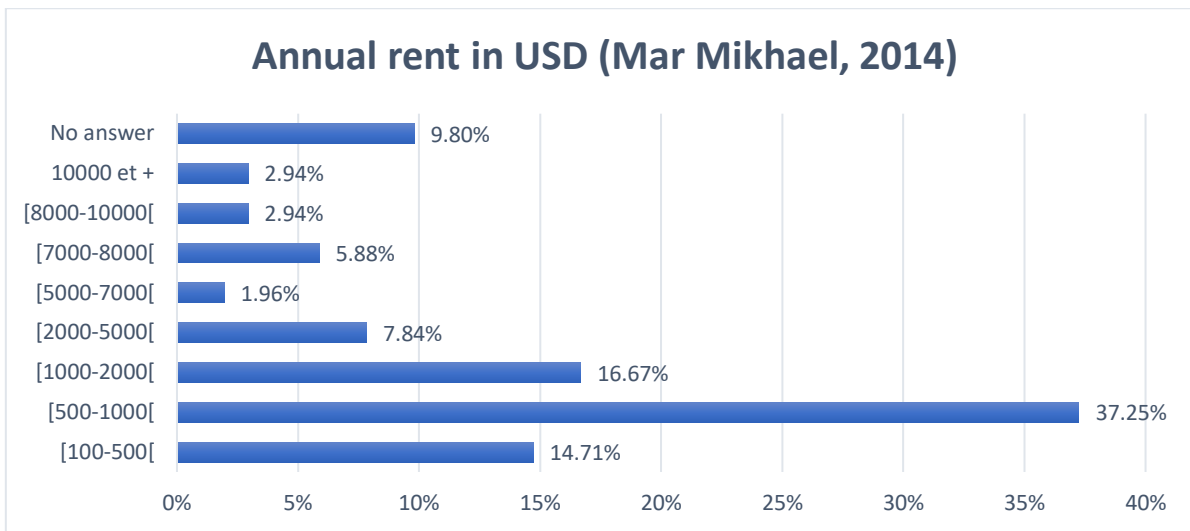


Figure 16- Annual Rent in Mar Mikhael (Medneta, 2014)

Such a distribution gives us an average annual rent of USD 2,171 and a median annual rent of USD 835. The high proportion of “no answer” biases these estimates. For this reason, we simply calculate the average for the old rents, where the average annual rent is USD 1,012 and the median annual rent is USD 700.

The survey showed that nearly 55% of Mar Mikhael residents possess no other property than the one in which they reside. This reinforces their deep rooting in its district, more particularly those living in the streets surrounding the old Station.

However, around the Electricité du Liban which close to the more bourgeois sector of Gemmayzeh district, most tenants and owners have a secondary residence usually located in their village of origin – as elsewhere in Lebanon,

CONCLUSION

Before the changes in the economy and society of Mar Mikhael due to the arrival of creative young entrepreneurs the district was a quiet peripheral and low-income place, characterized by the presence of small one-person crafts and hardware shops (craftsmanship, small manufacturing businesses, car repair shops, electricity workshops, etc.).

This urban tissue was shaped by population flows throughout the century, starting with the arrival of Armenian refugees to Beirut in 1922, the rural-urban migrations in the 1930s - which accelerated in the 1960s - and the multiple waves of displacements during the civil war (197-1990). Today, the population of the district is mainly composed of elderly long-time residents, with 50% of the population being over 55 years old, the majority of whom live and work in Mar Mikhael.

Towards the end of 2005, new types of economic activities began appearing in different streets of the neighborhood, but Pharaon Street, by the Church of the district, developed as the main concentrated group of creatives. This arrival of artists, architects and designers changed the life of the neighborhood and marked the beginning of its creative turn. Since then, Mar Mikhael experienced a rapid urban gentrification, marked by a strong demand for living spaces by outsiders, the opening of nightlife places such as cafés, bars and pubs and contemporary mainly upmarket restaurants.

The annual growth in the numbers of new Arts, Crafts and Design units was more than matched by the numbers of hospitality and food units while the construction of high-rise out of proportion residential upmarket buildings started changing the urban scape of the district. Mar Mikhael replaced Gemmayzeh as the new trendy district of Beirut both for the arts and design and for leisure and real-estate. Through our fieldwork and survey conducted between 2011 and 2016 we could identify at least 78 bars and restaurants opening between 2012 and 2015, with an average frequency of 3 openings every two months¹³.

Laxism in implementing urban regulations, be it for new constructions or for reuse of spaces sped the change of both functions and volumes, pushing away old tenants, attracting owners to sell their properties, and increasing rapidly the rental or buying prices of spaces. The downward slope of Mar Mikhael, its abandonment by the young creatives and the restaurants and pubs that could not keep up with the rapid increase in prices opened again the gates for more gentrification. Upmarket shops, restaurants, signature architect's residential towers were built reducing further the spirit of the district that attracted outsiders and gave this district its particular character. This signaled the beginning of a failed urban dynamic respectful of the sense of place and the equal right to the city for all the citizen of Mar Mikhael and of a downward trend in the quality of its creativity and services.

References

BUCCIANI-BARAKAT Liliane, HARIRI Nizar (2014), "Socio-Economic Analysis: The Residents of Mar Mikhael", Publication of Gaia Heritage, part of the EU project Medneta

CAS, "Lebanese National Accounts- Data Sources and Compilation Methods 2004-2011"(July 2013)

Medneta (2014), Mediterranean Cultural Network to Promote Creativity in the Arts, Crafts and Design for Communities Regeneration in Historical Cities -MEDNETA Report on the Arts, Crafts and Design Sector and Urban Change in the Beirut District of Mar-Mikhael, published by Gaia Heritage, EU project, ENPI, CBCMED.

¹³ We identified 92 ARLI between 2008 and 2015. 14 opened before 2011, and 78 between 2012 and 2015.

STUDY # 2: HOUSING AND OCCUPANCY REPORT

*Abir Saksouk,
Tala Alaa-Eddine,
Jana Haidar
Nadine Bekdache
(Public Works)*

Cette étude montre les résultats d'une enquête menée sur le logement et le taux d'occupation des unités d'habitation, entre septembre et décembre 2020, dans deux clusters dans la zone de déflagration, avec une étude détaillée de 33 logements dans 19 bâtiments à Zaroub Saliba à Mar Mikhael et 86 logements répartis dans 38 bâtiments à Karantina. Dans le premier, un premier mapping a montré que 5% des bâtiments sont complètement vides, avec 45 logements vacants sur 109, ce qui équivaut à 41% du total des logements. Les données disponibles sur les 33 logements vacants montrent que plus de la moitié ont été évacuées en raison de l'explosion, 15% suite à l'impact psychologique sur les habitants, 12% en raison des dommages physiques et des réparations indirectes, et 21% des unités ont été libérées parce qu'elles sont en cours de restauration. Dans le cluster de Karantina, 71 logements sont vacants, soit 37% du nombre total d'unités, avec un taux d'inoccupation moyen de 60%, et 23 cas de menace d'expulsion, soit 12% du nombre total d'unités occupées. Cependant, 19% des unités vacantes ont été évacuées de manière permanente, et parmi les unités vacantes temporairement, on compte 57% de locataires, anciens (35% du total sont des anciens loyers et 22% de nouveaux loyers).



مسح الإشغال السكني في مار مخايل والكرنتينا: كيف نحمي النسيج الاجتماعي في الأحياء المتضررة؟ تقرير لاستوديو أشغال عامة

«استوديو أشغال عامة» هو مؤسسة للأبحاث والمناصرة متعدّدة التخصصات، تشمل مهندسات ومصممين وباحثات وحقوقيين منخرطون نقدياً وإبداعياً في قضايا العمران والعدالة المكانية في لبنان، مع تركيز خاص على الحقوق البيئية والسكنية والحق في تنمية متكاملة وحيز عام مُتاح. تطلق المؤسسة مشاريع تخلق إمكانيات لجعل التخطيط المدني وإنتاج السياسات العامة عملية ديمقراطية - لا أداة للسلطة تفرض من خلالها هيمنة قلة من الناس على حياة الآخرين.

عبر مقارنة متجنّرة في مفهوم الحق في المدينة، نهدف إلى الاستجابة الفعالة لأسباب انعدام المساواة في المدن اللبنانية والتحديات المزمّنة التي تعيق بناء حيزٍ مديني دامج وعادل. منذ التأسيس في العام ٢٠١٠، جمعنا بين البحوث والدراسات والرصد من جهة، والنضال المحلي من أجل القضايا العامة من جهةٍ أخرى، فتغذي بعضها بعضاً على نحو متساوٍ. وعملنا على إرساء ثقافة تحفّز تشارك المعارف وترسخ الحق في المعرفة والوصول إلى المعلومات.

فريق عمل التقرير

مسح ميداني: ريان علاء الدين، رامي سابق

إدارة البيانات: جنى حيدر

بحث وكتابة: تالا علاء الدين، جنى حيدر، نادين بكداش، عبير سقسوق

الفهرس

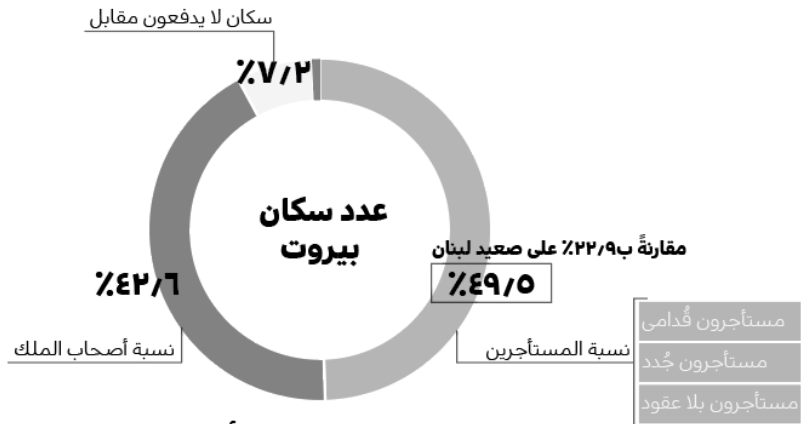
1. خصوصية المناطق المتضررة وهدف التقرير
2. توجهات إعادة الإعمار وغياب الحماية السكنية عنها

٣. زاروب صليبا: ما مستقبل الشقق الشاغرة وماذا عن تقاوم أعدادها؟
 ٤. حيّ جميل في الكرنتينا: السكان الأكثر عُرضة لتهديدات الإخلاء
 ٥. استنتاجات وتوصيات

١. خصوصية المناطق المتضررة وهدف التقرير

اجتاحت صور المناطق المتضررة جرّاء تفجير المرفأ الوسائل الإعلامية منذ لحظة التفجير الأولى، ولعلّ العديد من الصور ستصبح أيقونة بصرية سياسية لما جرى عصر ذلك اليوم. وبالرغم من أن محطات التلفزة توقفت عن البث المباشر من المناطق المتضررة، لكن الأحياء التي تأثرت بالتفجير مازالت تعاني – وستعاني لفترة طويلة - من الدمار الحاصل ومن النسيان الذي لحقها من الدولة، قبل التفجير وبعده.

وفقاً للتقرير النهائي للمسح الإنشائي للأبنية المتضررة الذي أعدته نقابة المهندسين في بيروت، حيث بلغ العدد الإجمالي للمسوحات 3040 عقار و 2509 مبنى، هناك 323 مبنى معرّض للانهييار الجزئي أو الكلي، 254 مبنى يتضمن انفصال في عناصره غير الإنشائية، و 543 مبنى يتضمّن تشقّقات في بعض أجزائه الداخلية والخارجية.



الإيجار هو الوسيلة الأساسية للوصول إلى السكن في بيروت

وفقاً لإحصاء برنامج الأمم المتحدة الإنمائي عام ٢٠٠٨

في نظرة عامة إلى المناطق التي دمرها الانفجار، تتشكّل تلك الأحياء إلى حد كبير من مبان قديمة أو تاريخية تسكنها نسبة كبيرة من المستأجرين. فالإيجار يشكّل الوسيلة الأساسية للوصول إلى السكن في المدن الرئيسية في لبنان. في بيروت، تبلغ نسبة المستأجرين 49.5% (وفقاً لمسح أجراه برنامج الأمم المتحدة الإنمائي في العام 2008). وفي منطقة الرمل، 75% من السكان هم من المستأجرين ومن أصحاب الدخل المتدني (وفقاً لدراسة للجامعة اللبنانية)، وقد باتوا اليوم مهدّدين بالتهجير الدائم نتيجة هشاشتهم والإطار القانوني الذي يرفع وجودهم في المدينة. فينقسم المستأجرون إلى ثلاث فئات: السكان القدامى الذين يسكنون النسيج العمراني القديم في المدن بواسطة قانون الإيجارات القديم، أي ضبط الإيجارات الذي توقّف العمل به عام 1992؛ المستأجرون "الجدد" وفق قانون الإستثمار: هذا هو قانون الإيجارات الوحيد الذي بموجبه يستأجر السكان في المدينة، وقد جرّد هذا القانون المستأجرين من حقهم في السكن وحول علاقتهم مع المسكن إلى علاقة استثمارية بحتة يحدد شروطها المالك؛ والمستأجرون بلا عقود الذين يسكنون عبر ترتيبات سكنية مختلفة تتمثل بتقسيم الشقق لغرف، المساكنة وتأجير الأسرة.

دراسة في منطقة الرميل وحيّ الروم

بحث للجامعة اللبنانية عام ٢٠١٢

نسبة كبيرة من المسنين	أكثرية سكان قدامى	أكثرية مُستأجرين
٧٠٪ من سكان حيّ الروم أعمارهم أكثر من ٤٠ سنة	٦٥٪ سكان قدامى في حيّ الروم في الرميل	٧٥٪ من سكان الرميل هم من المستأجرين وهم من أصحاب الدخل المتدني
٣٢٪ أعمارهم بين ٥٥ و٧٠ سنة	٥١٪ أكثر من ٣٠ سنة ٨٢٪ أكثر من ١٠ سنوات	

نسبة كبيرة سكنهم قرب عملهم

٤٠٪ من السكان يعملون في مار مخايل

يتمثل استكمال كارثة الانفجار باستغلال هذه الفئات القلقة على سكنها ومستقبلها في الحيّ، والذي يمكّنه غياب تام لتحمل الدولة لمسؤوليتها وغياب الحماية للحق في السكن. في هذا الصدد، يركز التقرير على الإشغال السكني والوسائل التي من خلالها يصل القاطنون الى السكن، عبر إحصاء المباني المهجورة والشقق الشاغرة والإيجارات القديمة والجديدة والإخلاء والترتيبات السكنية الأخرى والتغيرات في ملكية الأراضي. قمنا بالتركيز على كتلتين سكنيتين: (1) زاروب صليبيا الممتد بين شارع أرمينيا في مار مخايل وشارع الخازنين الواقع على تلة مستشفى الروم، حيث قمنا بإحصاء الشقق الشاغرة ودلالاتها من ناحية السكن المتوفر في المدينة، (2) وحيّ جميل في الكرنيتينا حيث رصدنا عمليات تهديدات الإخلاء وأنماط الضغط التي تُمارس على السكّان. واعتمدت المنهجية على مسح ميداني استند الى مشاهدات وتحليل البيئة العمرانية بالإضافة الى شهادات السكان المعنيين وجيرانهم وأهل الحيّ، مما جعل الوصول الى بعض المعطيات صعب نتيجة عدم القدرة على الوصول الى بعض شاغلي الوحدات والمباني الفارغة أو المهدامة، وبسبب تحوّل بعض الشاغلين، لا سيما المستأجرين، من ناحية التحدث بصراحة عن تهديدات أو نزاعات مع المالكين. شمل البحث 33 وحدة سكنية في 19 مبنى في زاروب صليبيا في مار مخايل و 86 وحدة سكنية موزعة على 38 مبنى في الكرنيتينا. وتم اتباع استمارة وثقت معلومات عن إشغال المبنى وملكيته وخصائصه المعمارية وانتقلت الى مسح على مستوى الوحدات شمل معلومات عن وسيلة الوصول الى السكن فيها الحالي أو السابق إذا كانت خالية، ونوع الملكية والنوع الاجتماعي للشاغلين الحاليين أو السابقين، كما أسباب الإخلاء أو تهديد الإخلاء؛ وذلك بهدف تسليط الضوء على علاقة الهشاشة السكنية ما بعد الانفجار بإجراءات السلطة لإعادة الإعمار والسياسات القائمة، واستنتاج سياسات محتملة نحو السكن الميسر. كما أنّ تركيز المسح على مباني ضمن نطاق الحيّ الواحد سمح بفهم أعمق للعمليات التي تحدث على مستوى المبنى وعلاقتها بخصائص الحيّ كما التغيرات التي كان يتعرّض له منذ ما قبل الانفجار. ويجدر الذكر أنّه بين عامي 2007 و2010 ارتفعت أسعار الشقق في مار مخايل من 1200 دولار إلى 3000 دولار للمتر المربع - أي بزيادة نسبتها 150%. وكان قد ترافق ذلك مع موجة من المضاربة العقارية وانتقال في ملكية العقارات من المالكين القدامى الى مستثمرين وشركات عقارية (أنظروا الى الخريطة في الأسفل التي تستند الى بحث أجراه استوديو أشغال عامة في العام 2015).

في ظلّ كل ما يجري من نقاشات ويُطرح من مبادرات حول ترميم وإعادة بناء الأحياء المتضررة، خاصة وأننا لم نُشف بعد من نتائج مشروع إعادة إعمار وسط بيروت من قبل شركة سوليدير، من الضروري أن تُبنى مسارات الإعمار على مبادئ أساسية تتعلّق بالنسيج العمراني والحقوق المدنية والطبيعة السكانية للمناطق المتضرّرة. وذلك لأن عمليات إعادة الإعمار لا ترتبط بالمباني فحسب، بل تنعكس وبشكل مباشر على مستويات عدّة. فقد يتمّ فرض مسارات تتمثّل بالتمويل الخارجي وتثبيت النفوذ، تستفيد منها السُلطة في ظلّ إفلاسها، واستغلال الدمار لتحريك شبكة من المصالح المرتبطة بالمضاربة العقارية وقطاع البناء. وقد تساهم عملية إعادة الإعمار بتقوية الشبكة الزبانية للزعماء والطوائف عبر تمويل الإعمار وتوزيع المساعدات. كما قد تُؤدّي العملية إلى إذلال المتضررين عبر المسوحات المتعددة وعمليات الإغاة غير الموثوقة والغموض في التعويض، وأخيراً إلى تهجير السكان الأكثر هشاشة والمحال الأكثر تدهوراً وبالتالي خلق فجوة ما بين الماضي والحاضر.

في تشرين الأول 2020، أصدر مجلس النواب قانون "حماية المناطق المتضررة بنتيجة الانفجار في مرفأ بيروت ودعم إعادة إعمارها" (القانون رقم 194/2020). وفقاً لأسبابه الموجبة، يضع القانون خارطة طريق من أجل معالجة الضرر اللاحق ببيوت وأحياء بيروت جراء انفجار المرفأ.

لكن القانون اكتفى بالاستناد الى ضرورة حماية حق الملكية الفردية المقدسة والمبادرة الفردية في إطار النظام الاقتصادي الحر، وفي المقابل تجاهل حقوق ومبادئ دستورية أخرى لا تقل أهمية عنها، وأهمها: العدالة الاجتماعية ومبدأ المساواة أمام الأعباء العامة والحق بالسكن وحقوق الأشخاص المعوقين. ويشكل تشديد القانون على حرية التعاقد عائقاً أمام ضمان الحق في السكن - مع العلم أن ضبط الإجراءات كان دوماً الآلية الأساسية التي تحكم عمليات التأجير منذ تشكّل الدولة اللبنانية وحتى عام 1992. في مقابل هذا، اكتفى القانون بتمديد عقود الإيجار السكنية وغير السكنية في الأبنية والعقارات المتضرّرة لمدة سنة واحدة، وهذا يعني أن السكان محميون من الإخلاء خلال سنة من صدور القانون. غير أن المدة المحددة غير كافية نظراً للآزمات الاقتصادية والمالية والاجتماعية القاسية التي تضرب المجتمع اللبناني، ونظراً للوقت الذي سيستغرقه ترميم هذه المباني، لا سيما إثر ضبابية وبطئ مسار توزيع التعويضات.

كما يفتقد القانون إلى أي سياسة أو رؤية لإعادة إعمار المناطق المتضررة تستفيد من دروس الماضي. يعتمد مقارنة تخلو من الشفّين الاقتصادي والاجتماعي وتختزل العمران بالمباني والعقارات، مما يصب دوماً في مصلحة المستثمرين. ففصل التخطيط بمستواه المادي عن المستويات الاجتماعية السياسية الاقتصادية يقدّم شكلاً مبتوراً وغير واقعي للتخطيط. كما تغيب عن القانون أي مندرجات لتعافي الأحياء الأكثر تضرراً، وتحديد الحق بالوصول إلى سكن ميسر، منعاً لتهجير سكانها وشاغليها القدامى والجدد تمهيداً لحلول طبقات ذوي دخل أكثر ارتفاعاً مكانهم. فهو لا يتضمن أي تحفيز للتعافي الاقتصادي والاجتماعي للمناطق المتضررة أو أي خطة لإنعاش الحيّز العام. ولم يسعى إلى إشراك أصحاب الحقوق وتحفيزهم على إعادة بناء وترميم منازلهم ومحلاتهم. كما لم يضمن أن تأخذ إعادة التأهيل بعين الاعتبار ضرورة حفظ وزيادة نسب المخزون السكني الميسر في المدينة.

بالنتيجة، وفي ظلّ غياب الحماية السكنية، تتفاقم حالات الإخلاء في المناطق المتضررة من الانفجار. فبحسب التقرير الدوري الصادر عن «مرصد السكن» في استوديو أشغال عامة، والذي رصد حالات التهديد بالإخلاء المتلقاة ما بين 3 أيلول و31 كانون الأول 2020، جرى تتبع 177 حالة تهديد بالإخلاء طالت 617 شخصاً في أحياء مختلفة من بيروت. وكان العدد الأكبر منها - 109 حالات أو ما يعادل حوالي 62% من مجموع التهديدات - في المناطق المتضررة من الانفجار. للأسف، لم يقتصر الأمر على التهديد بالإخلاء، ونُقذ الإخلاء القسري في الكثير من الحالات. ويُجبر السكان على تحمّل هذا الضرر الإضافي بعد نجاتهم من التفجير الرهيب الذي أصابهم بأضرار جسيمة ومادية ونفسية متفاوتة.

مرصد السكن

من ٣ أيلول - ٣١ كانون الأول ٢٠٢٠

عدد الأفراد المتأثرين ٦١٧

عدد الحالات المتلقاة بالمدة الزمنية ١٧٧

مستأجرون قدامى ١٧ مستأجرون جدد ١٥٥ مالكون ٤ تسامح ١

عبر مجموعات متعاونة

١٠٩

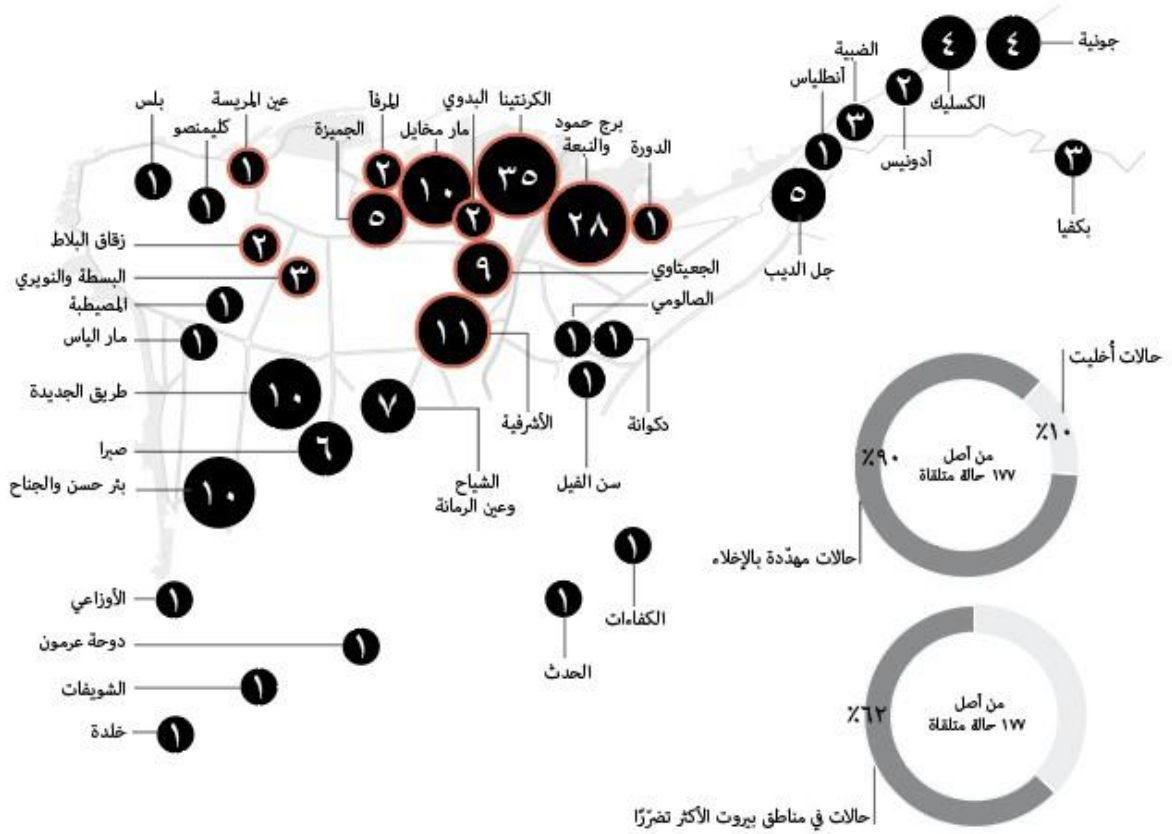
عبر فريق المرصد على الأرض

٣٧

خط تبليغ مرصد السكن

٣١

مصادر البلاغات



٣. زاروب صليبيا: ما مستقبل الشقق الشاغرة وماذا عن تفاقم أعدادها؟

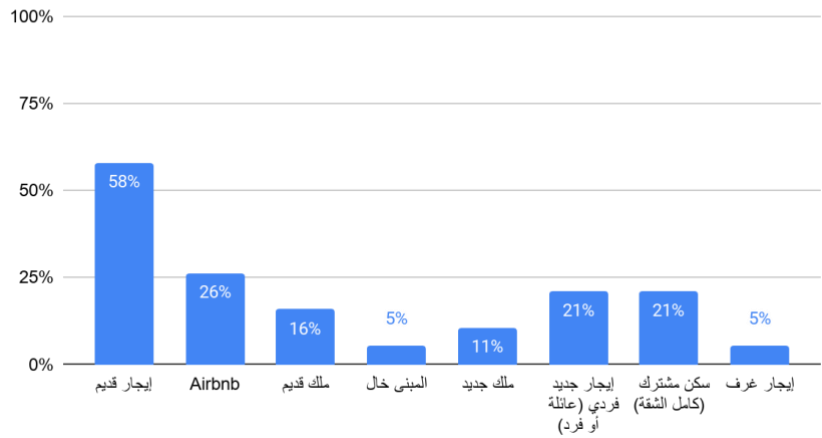
يبعد الزاروب مئات أمتار قليلة عن موقع الانفجار في مرفأ بيروت، إذ يقع ضمن النسيج القديم الممتد بين شارع أرمينيا في مار مخايل، وشارع الخازنين على تلة مستشفى الروم. يُعرف زاروب صليبيا - نسبةً للسوبر ماركت الشهير الذي يحمل الاسم نفسه في شارع أرمينيا - وهو من الكتل السكنية التي استقطبت منذ عشرينيات القرن الماضي النجارين والإسكافيين وأصحاب الحرف والعمّال، للسكن قرب أماكن عملهم في المرفأ، أو سكة الحديد، أو غيرها. خلال الخمسينيات والستينيات، تحوّل حيّ مار مخايل، ومن ضمنه الزاروب المذكور، إلى سكنيّ بامتياز، يكثر فيه الإيجار كوسيلة للوصول إلى السكن، إذ أضاف المالكون طوابق فوق بيوتهم بهدف تأجيرها لأجيال متعاقبة من الوافدين الجدد إلى المدينة¹⁴.

يحوي زاروب صليبيا 19 عقار/ مبنى لا يتخطى ارتفاع معظمها 4 طوابق، وتضمّ ما مجموعه 109 وحدات سكنية. تمّ تشييد أغلبية هذه المباني في الأربعينات والخمسينات، وقد تضرّرت بشكل متفاوت، كما تأثرت حياة سكانها جذرياً بفعل قوة الانفجار المدمرة. سكان الزاروب مزيج من فئات اجتماعية فقيرة ومتوسطة الدخل، يشكّل من بينهم المستأجرون

¹⁴ تبلغ اليوم نسبة المستأجرين في النسيج القديم في مار مخايل حوالي 55% بحسب بحث أجراه استديو أشغال عامة في العام 2015.

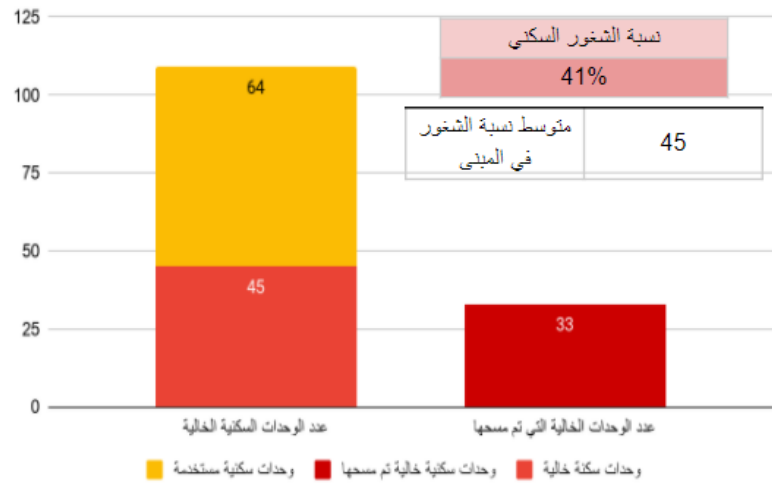
القدامي الأغلبية، إذ تشكل نسبة الأبنية التي تضم شقق لمستأجرين قدامى 58٪، أما السكان الباقون فمعظمهم مالكون قدامى أو مستأجرون جدد من جنسيات مختلفة.

أنوع الوصول الى السكن موزعة على المباني

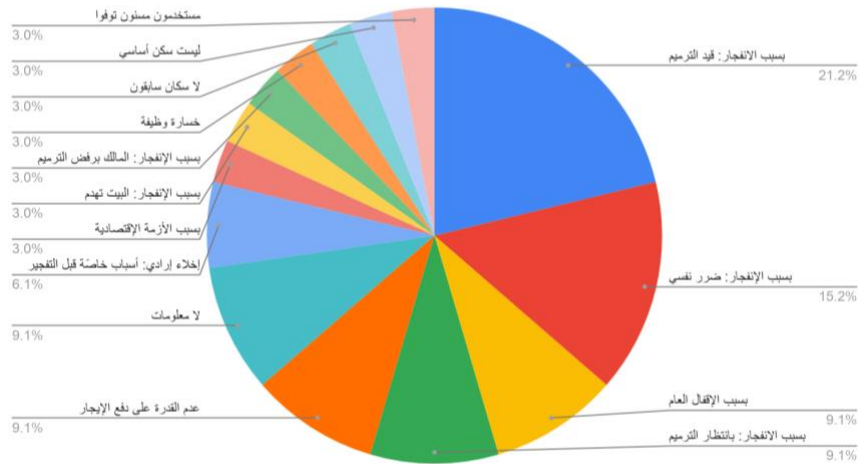


خلال مسح الإشغال الذي أجريناه في الزاروب خلال شهر تشرين الثاني 2020، أي بعد حوالي الثلاثة أشهر على وقوع الانفجار، تبين لنا أن 5٪ من المباني خالية من السكان بشكل كامل، وهي نسبة مرتفعة، قياساً بالمتعارف عليه عالمياً في دراسات التخطيط، وبالمقارنة مع المعدل الوسطي للشغور في بعض أحياء بيروت الأخرى؛ فعندما ندقق بنتائج المسح على صعيد الوحدات السكنية، يتبين لنا وجود 45 وحدة سكنية شاغرة من أصل 109، أي ما يعادل 41٪ من مجموع الوحدات.

الوحدات السكنية



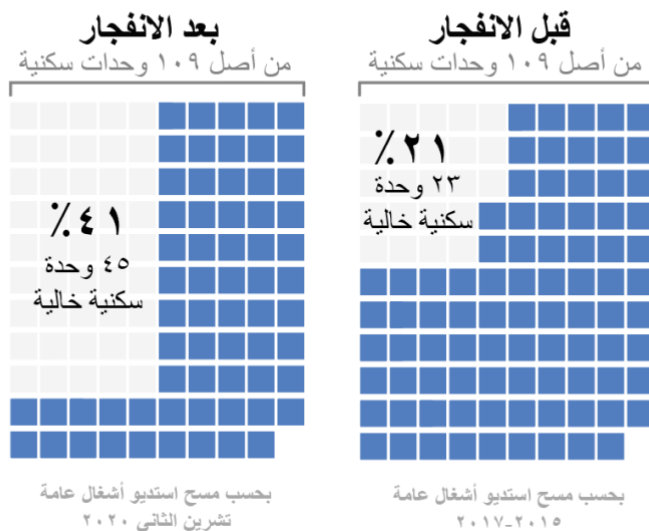
النسبة الكبيرة هذه تطرح تساؤل حول الأسباب التي أدت إلى هذا الشغور. ففي حين لم تتوفر أي معلومات عن بعض الوحدات الشاغرة، بينت المعطيات المتوفرة عن 33 وحدة شاغرة تم مسحها أن أكثر من نصف عددها أُخلي بسبب الانفجار؛ فقد تم رصد إخلاء 21٪ من الوحدات لكونها قيد الترميم، و15٪ منها نتيجة التأثير النفسي للانفجار على السكان، و12٪ منها بسبب الأضرار المادية وعدم المباشرة بعمليات الترميم. ومن الجدير بالذكر أن أكثرية مستخدمي هذه الوحدات السكنية هم من العائلات والمستنئين، والقدرة على التصليح والترميم ترتبط بشكل مباشر بالوضع السكني لهؤلاء المستخدمين، ومدى ارتباطهم بشبكات دعم حزبية أو دينية أو "جمعياتية" إذا صح التعبير، كما بمستواهم المعيشي. فمثلاً، صاحب الأوتيل على العقار 648، لم يتردد في جلب عمال لإصلاح ما تضرر على نفقته الخاصة، وهو من القلائل الذين باسروا سريعاً بأعمال الترميم في الزاروب، وربما يعود ذلك إلى طبيعة الفندق الذي كان يجني الكثير من المال، وملكية العقار التي تعود إلى شركة عقارية استثمارية اشترته خلال موجة انتقال الملكية الكثيفة التي عصفت بالحى خلال السنوات العشر الماضية. أما حالات شغور الوحدات السكنية الأخرى، فارتبط بعضها بأسباب خاصة أو بالأزمة الاقتصادية، كعدم قدرة المستخدمين على دفع الإيجار أو خسارة الوظيفة ومصدر الدخل.



يُشكّل هذا الرحيل تهديداً خطيراً لاستعادة مدينة قابلة للحياة، وأحياء تزدهر فيها سُبل العيش. ففي الوحدات الشاغرة التي تمّ مسحها تبين أن حوالي 42% من الإخلاء الناتجة عن الانفجار هي دائمة، في مقابل 58% من الإخلاءات هي انتقال مؤقت إلى حين الانتهاء من الترميم. والمُلفت أن الإخلاءات الدائمة حصلت مع مستأجرين "جُدد" حصراً، ترك بعضهم المأجور نهائياً بالرغم من عدم انتهاء مدة عقد الإيجار المُبرم معهم، سواء كان مكتوباً أو شفهيّاً (بشكل رئيسي بسبب عدم قدرتهم على تحمل تكاليف الترميم أو جراء الصدمة النفسية). وفي حين لم تشهد أنواع السكن الأخرى في هذه العيّنة من الحيّ إخلاءات دائمة نتيجة الانفجار، يتمثّل الخوف الحقيقي بتحوّل هذا الانتقال السريع والمؤقت إلى تهجير دائم، في ظلّ غياب تامّ لتحمل المسؤوليات، وإدارة الكارثة، والشفافية في ما يتعلّف بألية التعويضات.

هذا في ما يتعلّق بمرحلة ما بعد الانفجار، أما قبله، فظاهرة الشقق والمباني الخالية لم تكن بعيدة عن الحيّ. إذ يُظهر المشروع البحثي لاستديو أشغال عامّة الذي أُجري بين العامين 2015 و2017، والذي تمّ خلاله إحصاء 221 مبنى على تلة الروم، من ضمنهم المباني الواقعة ضمن عيّنة زاروب صليبيا، أن 11% من المباني خالية تماماً (24 مبنى). أما في الزاروب تحديداً، فقد تمّ رصد 23 وحدة سكنية خالية، في حينه، من أصل 109 وحدات، أي ما يعادل 21% من مجموع الوحدات. تظهر هذه الأرقام أن عدد الوحدات السكنية الفارغة في الزاروب تضاعف بعد الانفجار، ولكن هذا لا يعني أن نسبة الشغور في المرحلة السابقة كانت ضئيلة، بل على العكس هي لافتة جداً.

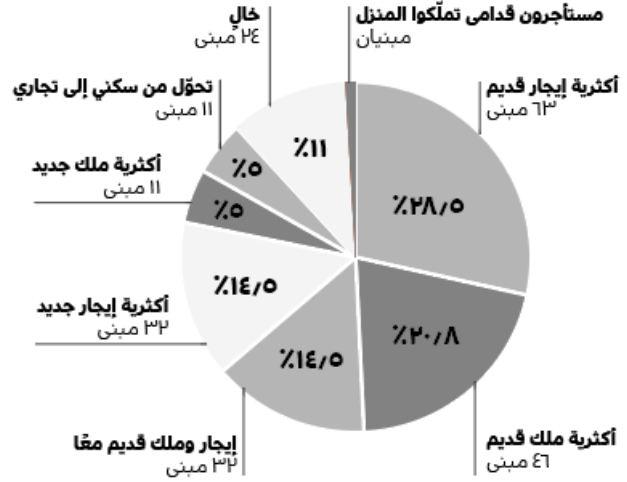
مقارنة بين عدد الوحدات الخالية في زاروب صليبيا قبل وبعد الانفجار



مثال: المشهد السكني في حيّ الروم - الرميل

مسح استديو أشغال عامة ٢٠١٥-٢٠١٧

٢٢١ مبنى سكني شُيّد قبل ١٩٩٢



يعود الشغور هذا إلى عدد من الأسباب، منها استهداف المنطقة بالمضاربات العقارية وانتقال ملكية بعض العقارات إلى مستثمرين¹⁵، بالإضافة إلى الإخلاء الممنهج الذي يتعرّض له المستأجرون القدامى منذ العام 2014. وتكمن الإشكالية في هذه الكتلة السكنية في أن أغلبية المباني كانت مملوكة من عدّة ورثة، يتشاركون أسهم عقار واحد. غالباً، يصعب على المالكين المتعددين أن يفرزوا ملكهم بسبب ارتفاع كلفة رسوم الفرز. لذلك، يسهل على المستثمرين والمطوّرين العقاريين إقناعهم بالبيع، خاصّة إقناع من منهم لا يسكن في الملك نفسه، ما يجبر سواهم على البيع، لا سيما من ذوي الحصص الصغيرة. ويجد العديد من المالكين القدامى في البيع ربحاً مالياً يضمن شيخوختهم، في ظلّ غياب أيّ ضمانات أخرى. نتيجة ذلك، يقوم المستثمرون الجدد بالضغط لإخلاء المستأجرين بهدف هدم المبنى أو تغيير وجهة استخدامه أو رفع قيمة بدلات الإيجارات فيه. بالانطلاق من هنا، يطرح الشغور الحالي، الذي يطال مبانٍ يملكها أفراد غير مستثمرين، تساؤل حول إمكانية توافر أي حافز أو تهيوّ لدى هؤلاء لبيع العقار، أو تغيير وجهة استخدامه، أو حتى إبقاء الشقق فارغة في انتظار بيعها بسعر مرتفع¹⁶.

تسليح السكن بهذه الطريقة وما يستتبعه من زيادة في المضاربة العقارية يجري في وقت يرتفع فيه الطلب والحاجة إلى السكن الميسر في الزاروب والحيّ الأوسع والمدينة، ومن المهم التفكير جدياً في إيجاد حلول مبتكرة للحفاظ على السكان والمباني.

٤. حيّ جميل في الكرنيتينا: السكان الأكثر عرضة لتهديدات الإخلاء

عانت منطقة الكرنيتينا من تهجير ممنهج خلال الحرب اللبنانية (١٩٧٥-١٩٩٠) وإهمال منذ إنتهاء الحرب توازياً مع عدم تنفيذ مشاريع التطوير العقاري المرادة للمنطقة¹⁷. فموقع المنطقة الملاصق لحوض مرفأ بيروت من جهة الشرق وقربها من هذا المرفق الاقتصادي الحيوي بالإضافة إلى سوق السمك والمسلخ (سابقاً) وشركات النقل والنظافة، جذب إليها تاريخياً الطبقة العاملة في المدينة. وهي اليوم تضمّ سكّان من مختلف الجنسيات، خاصة العمّال واللاجئين السوريين، الذين يشكلون أحد الفئات الأكثر هشاشة نتيجة أوضاعهم القانونية والاقتصادية. وقد كان وقع الإنفجار على هذه المنطقة أكثر هولاً من

¹⁵ منذ العام 2006، جذب الحيّ المستثمرين، وبدأت المطاعم والحانات تدخل إليه وتحلّ مكان الصناعات القديمة، وقد قصدته لتدني أسعار الإيجار فيه، وإعجاباً بطابعه العمراني والاجتماعي الفريد. ففي العام 2014، تمّ إحصاء حوالي 50 محلاً جديداً في الحيّ لمصمّمين وفنّانين، بالإضافة إلى أكثر من 70 معرضاً فنياً وحنّانة ومطعماً. نتيجة هذا التحوّل الاقتصادي، وبين عامي 2007 و2015، ارتفعت أسعار الشقق في مار مخايل من 2100 دولار للمتر المربع إلى 4000 دولار، وكان لهذا الارتفاع في أسعار الأراضي أثر كبير على الوضع السكني في الشارع، وإخلاء السكان.

¹⁶ بحسب أرقام بلدية بيروت، يبلغ عدد الشقق الفارغة في نطاق بيروت 116 ألف شقة، ورغم أنّه يُعتقد أنّ عدداً من مالكيها سجّلها على أنّها شاغرة للتهرب من الضريبة، إلا أن عددها يبقى على أي حال كبيراً.

¹⁷ متى خشن أي مستقبل ينتظر الكرنيتينا بعد انفجار مرفأ بيروت؟ (3/3) شبح تهجير جديد - المفكرة القانونية ٩/١٢/٢٠٢٠

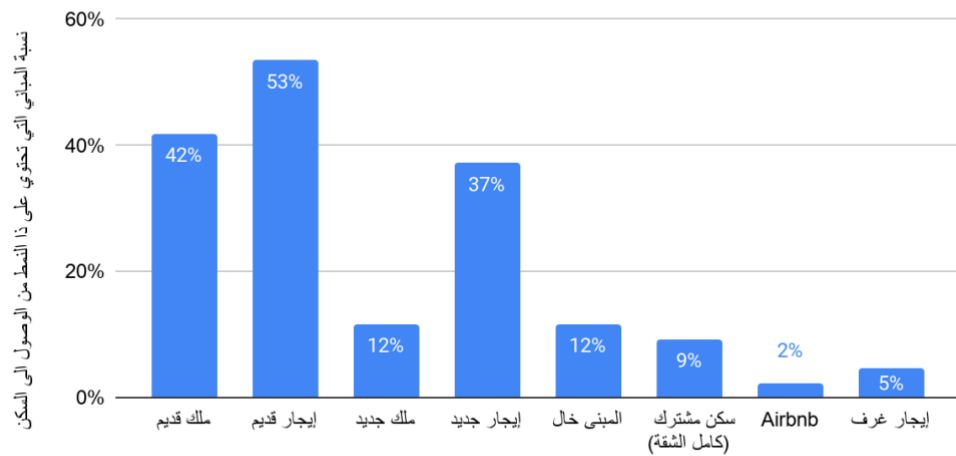
باقي المناطق المتضررة، لأنه فاقم من هشاشة السكّان المهمّشين أساساً وفتح احتمالات التطوير العقاري الذي وجد بعض المالكين فيها فرصة لتحسين منطقة طال إهمالها ورفع قيمة عقاراتهم.

الضغوطات في الكرتينا متنوّعة، فهي تضمّ ضغط الإخلاء ومنع وصول المساعدات لغير اللبنانيين، كما الضغط على مستأجرين قدامى لإخلاء منازل السكن فيها محمي بفعل قانون ضبط الإيجارات، بحجة تصدّعها، بالإضافة إلى مالكي العقارات الصُّغار وورثتهم الذين يشكلون صيداً سهلاً لأصحاب شركات الإستثمار العقاري.

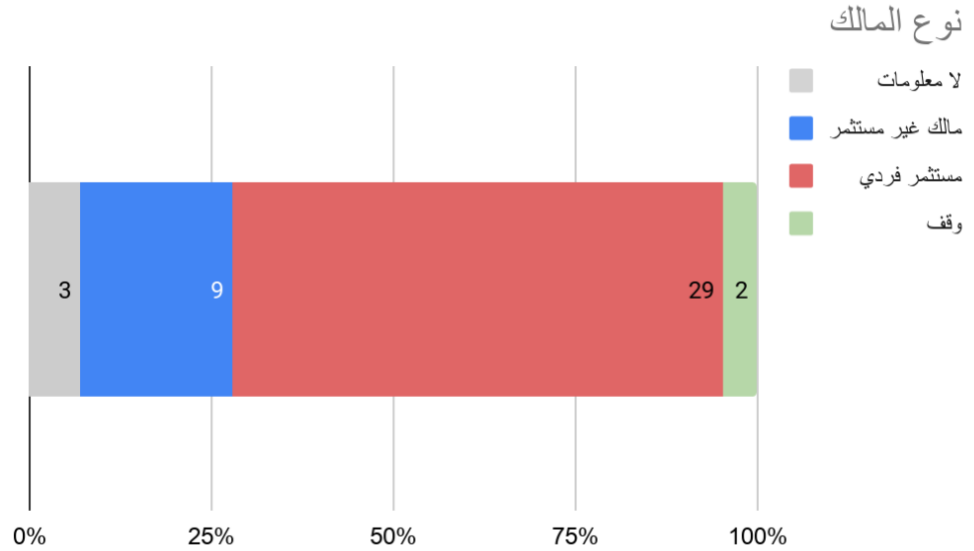
عملية استطلاع بسيطة بعد الإنفجار في المنطقة تشير إلى تقاوم هشاشة الأوضاع السكنية فيها و بروز أشكال جديدة من صناعة الهشاشة بفعل غياب آليات واضحة وتشاركية للأطراف المتعددة التي تدخلت لإغاثة «منطقة محرومة»، فيما تلوح في الأفق فرص استثمارية في ظل غياب أي سياسة لحماية الحقوق السكنية.

بهدف محاولة فهم أشكال الهشاشة هذه ورسم خطوات رادعة لها، إختارنا كتلة عمرانية في الكرتينا وقمنا بمسح تهديدات الإخلاء كما الأوضاع الاجتماعية والاقتصادية لسكان تلك الوحدات السكنية. تقع الكتلة المحددة بين استراد شارل حلو جنوباً وشارع "فواخر" شمالاً، وبين شارع "ابراهيم باشا" شرقاً حتى "عين ورقة" غرباً، أو ما يعرف بـ "حي جميل". وقد شمل المسح 43 مبنى يقع على 41 عقار، من بينها 38 مبنى سكني مقابل 5 مبان تجارية خدماتية حيث كثرت شركات خدمات النقل والشحن التي تمركزت في الحي الملاصق لأحواض المرفأ. تعود ملكية 47% من الأبنية لمالكين ورثوها وهي غير مفرزة، أي أنّ ملكيتها مشتركة بين عدة أفراد، مقابل 14% تم تملكها عبر عمليات بيع وشراء، و 5% من الأبنية ملك وقف، ومبنى وحيد مفرز وملكية وحداته متنوّعة. أما غالب المالكين فقد تم رصد كمستثمرين فرديين، أي أنهم يؤجرون وحدات سكنية يملكونها، ونسبتهم 67%، أما 55% من هؤلاء المستثمرين الفرديين هم ورثة لعقارات ذات ملكية مشتركة. وكان ملفتاً على صعيد هذا الحي غياب الشركات العقارية الكبرى بالمقارنة مع زاروب صليباً. أما على صعيد السكن في المباني الـ 38 السكنية، فقد شكّل الإيجار القديم كما في زاروب صليباً أكثر وسيلة للوصول إلى السكن إنتشاراً بين المباني، حيث 53% من الأبنية التي تم مسحها تحتوي مستأجرون قدامى، بينما يتبعها السكن عبر الملك القديم المتواجد في 42% من الأبنية، ثم الإيجار الجديد في 37% منها.

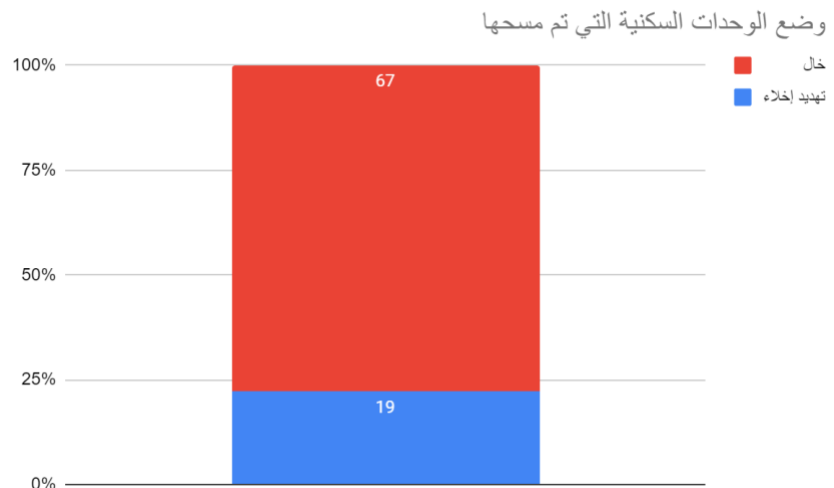
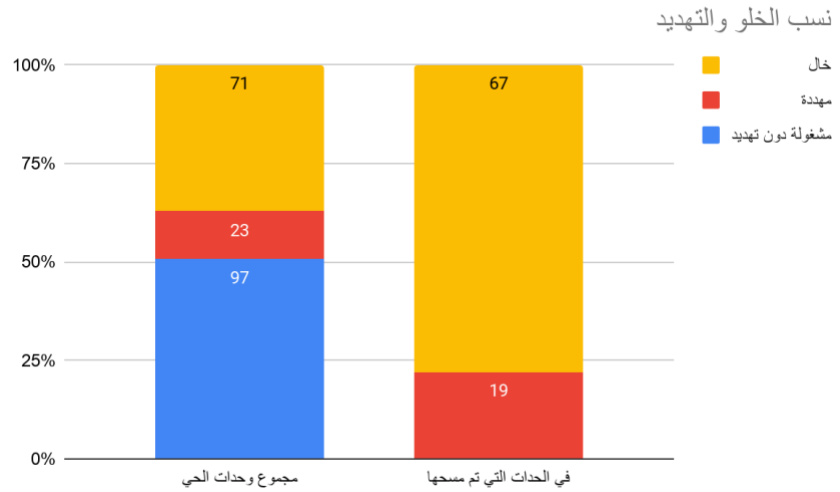
أنواع الوصول إلى السكن موزعة على المباني



○



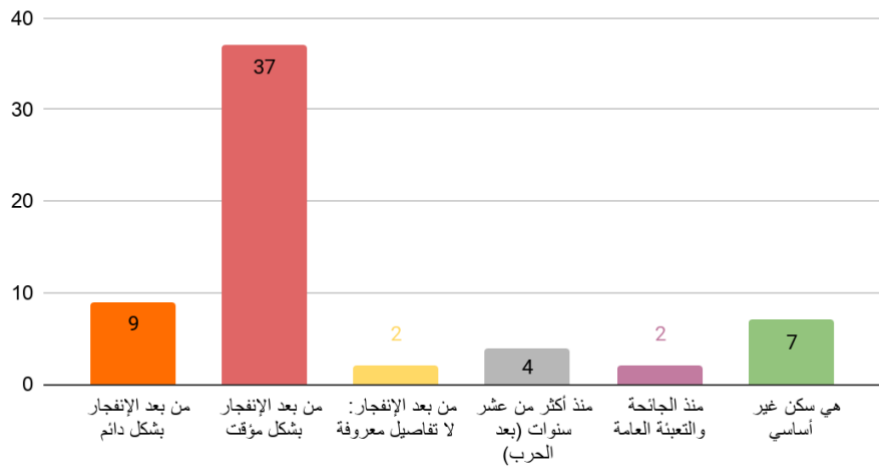
يضم الحي 191 وحدة سكنية، رصدنا فيها نسبة شغور وعمليات إخلاء صادمة، حيث وجدنا ٧١ وحدة سكنية شاغرة، أي ما يعادل 37% من إجمالي عدد الوحدات، وبمعدل نسبة شغور في المباني طالت الـ 60%. بالإضافة الى رصد 23 حالة تهديد بالإخلاء، أي 12% من إجمالي عدد الوحدات التي يتم إشغالها. من ضمن الرصد الذي طال 71 وحدة شاغرة و 23 حالة إخلاء، قمنا بمسح 67 وحدة فارغة و19 حالة تهديد فقط، وذلك بسبب عدم قدرتنا على الحصول على معلومات كافية حول الوحدات او الحالات الأخرى.



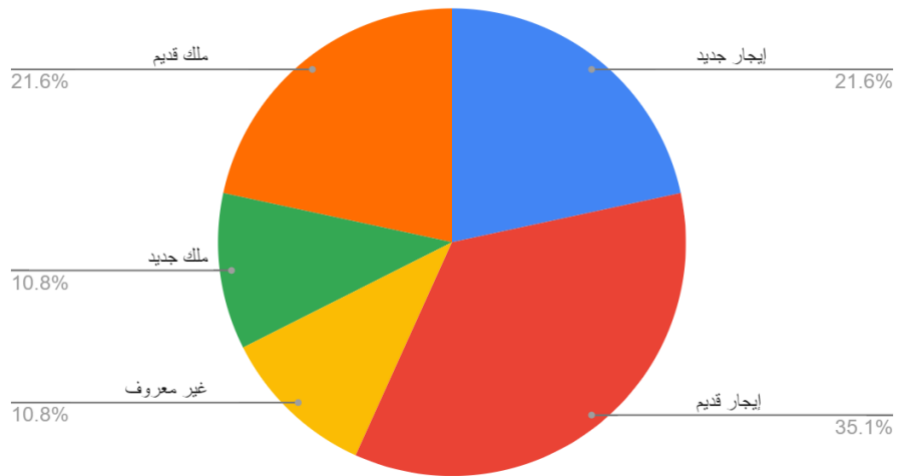
شكل الانفجار السبب الرئيسي لشغور الوحدات السكنية ولكن ليس الوحيد، ف 12% منها أُخليت قبل الانفجار بالتزامن مع الأزمة الاقتصادية منذ الصيف الفائت (2019) في حين 72% أُخليت بعد الانفجار وانقسمت بين من أُخلى بشكل دائم نتيجة أضرار كبيرة بالوحدة وكانت نسبتهم 19% من إجمالي الوحدات الخالية (أي 9 وحدات) و77% آخرين قد أُخلو بشكل مؤقت وهم بانتظار العودة بعد إنتهاء أعمال الترميم والتصليلات (37 وحدة). إلا أن المثير للإهتمام بالحالات المؤقتة هي كون 57% منها لمستأجرين إما قدامى (35% من إجمالي الحالات) أو جدد (22%) انقسمت أسباب إخلائها المأجور بين انتظار انتهاء أعمال الترميم (17 حالة) وبين عدم بدئها (3 حالات) وحالة واحدة نتيجة ضرر نفسي.

تتشابه هذه الأرقام مع توثيقات أخرى قام بها «مرصد السكن» تشير إلى تسارع في وتيرة الإخلاء في المناطق المتضررة ناتجة عن مسار عمليات الترميم وذلك بالرغم من صدور قانون حماية المناطق المتضررة الذي ينص على حماية المستأجرين من الإخلاء حتى نهاية عام 2020. ففي حيّ الخضر بالكارنتينا وثق المرصد 23 حالة إخلاء أو التهديد به، بسبب طلب المالك رفع قيمة بدلات الإيجار بعد التصليلات التي قامت بها الجمعيات للمأجور، أو جزاء رغبة المالك الحصول على المساعدات بدل المستأجر، أو رفض المالك إمّا الترميم أو إعطاء إذن للمستأجر بالترميم، أو رغبة المالك إمّا بإنهاء عقد الإيجار أو عدم تجديده عقب الانفجار مباشرة.

زمن الشغور



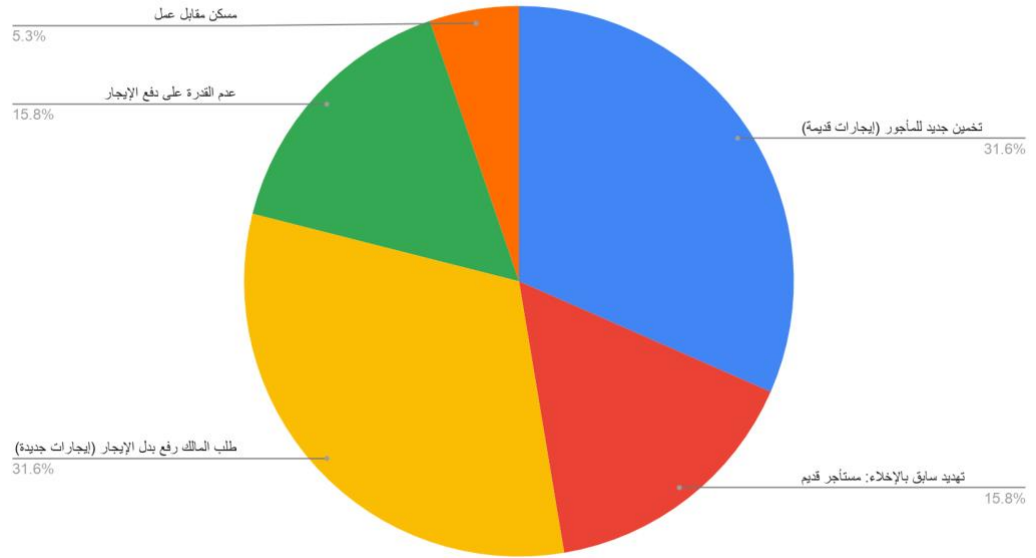
نوع الوصول الى السكن في الوحدات الخالية مؤقتا منذ الانفجار



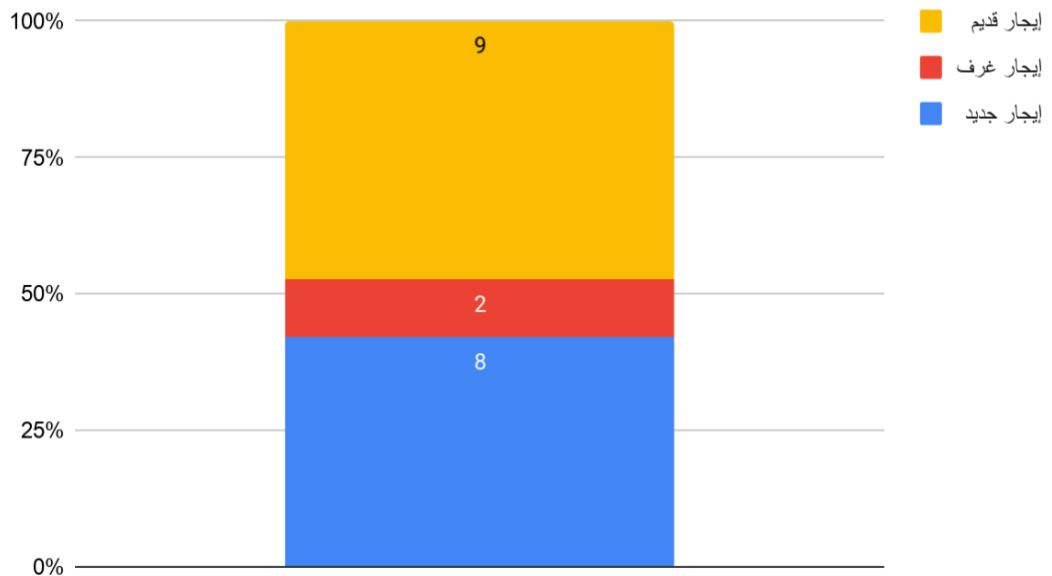
بالنظر الى الوحدات التي ما زالت مشغولة، فهي تنقسم كالتالي: 23 منها (أي ما يعادل 20%) مهدد بالإخلاء. استطعنا مسح 19 وحدة (من أصل 23) ووجدنا أنّ 53% منها مسكونة وفق قانون الإيجارات الجديد، و47% وفق القانون القديم. وهنا تبرز بعض الممارسات التي تفاقم من وضع الهشاشة التي أنتجها الانفجار، حيث كان السبب الرئيسي الذي هدّد أمن

سكن حوالي 63% من الحالات هو طلب المالك رفع قيمة بدل الإيجار (31.6%) أو تخمينات جديدة للمأجور (أيضاً 31.6%)، في حين عانى 16% من الحالات لمحاولات إخلاء مسبقة يجعلهم يتخوفون من عودة هذا التهديد بعد الانفجار.

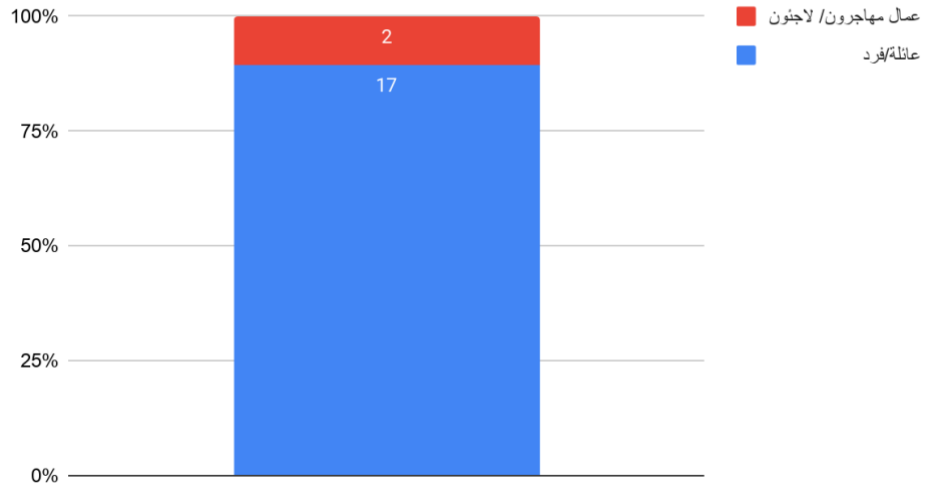
أسباب تهديد الإخلاء



نوع الوصول للسكن للوحدات المهدة بالإخلاء

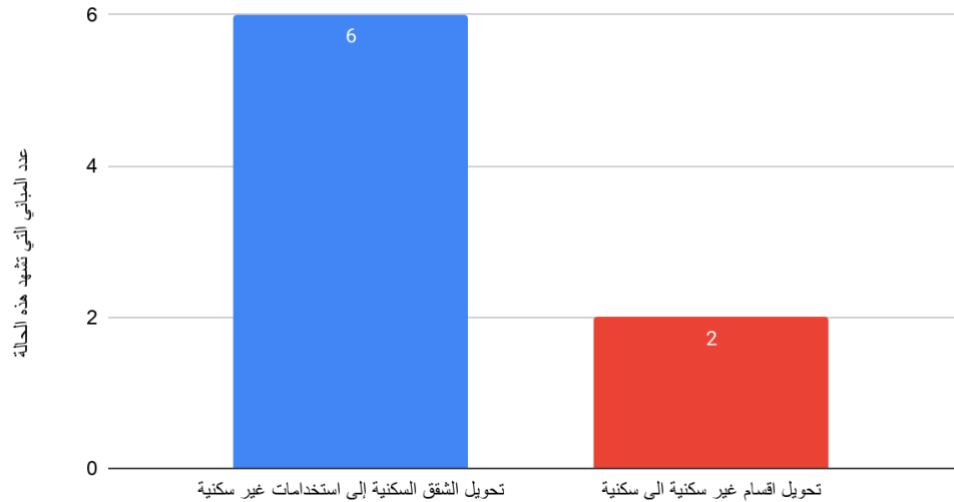


النوع الإجتماعي للمستخدمين المهديين بالإخلاء



بما أن الكرنطينا ما زالت توفّر جزء من المخزون الصغير للسكن الميسر في المدينة، فإن تفاقم الشغور فيها وتهديدات الإخلاء عقب الانفجار تنذر بموجة تهجير جديدة، خصوصاً بظل غياب برامج دعم للمالكين الصغار في عمليات الترميم وإعادة التأهيل لمبانٍ طال إهمالها وربطها بخطة شاملة تنموية تحافظ على السكن الميسر، تنعش الاقتصاد المحلي، وتكبح المصالح الاستثمارية الخاصة. فالملكيات المشتركة التي تشكل نصف هذه الكتلة هي إحدى العوامل التي تجذب المستثمرين، حيث أن الصراعات بين الورثة بحسب تجارب سابقة كان عامل أساسي لتحفيز بيع العقار، خاصة أن أكثر من 55% من مالكيها لا يسكنون في الأبنية نفسها، إنما يؤجرون وحداتها كاستثمار. هذا بالإضافة إلى واقع الكرنطينا المرتبط بوظيفة المرفأ بحكم موقعها والذي يشجع بدوره على تحويل الوحدات السكنية إلى استخدامات تجارية خدمية مثل مكاتب شركات شحن، حيث تم رصد هذه الظاهرة في 6 من المباني في الكتلة.

تحويل بالإستخدامات



5. استنتاجات وتوصيات

تشير نتائج هذا التقرير إلى توصيات سياسة واضحة للغاية، يمكن تأطيرها على النحو التالي:

أولاً، نظراً إلى نسبة الإخلاء والتهديدات التي تم رصدها في المناطق المتضررة، لا بد من تحديد آلية تطبيق بند تمديد عقود الإيجارات السكنية وغير السكنية الذي يحمي من الإخلاء، وإعلام المخاتير والمخافر والسلطات المحلية بذلك، بالإضافة إلى تمديد العقود طيلة فترة إعادة التأهيل والترميم، بدلاً من سنة واحدة فقط.

ثانياً، نظراً الى نسبة الشغور المتفاقمة ما بعد الانفجار، لا بدّ من منح حوافز لتشجيع الإشغال، وذلك عبر إعطاء أولوية لترميم الشقق والمباني الشاغرة مقابل تأمين سكن ميسر أو أماكن إجتماعية للأحياء. بإمكان السلطات العامة أن تعتمد هكذا مقاربة وإطلاق برنامج بهذا الشأن.

من الأساسي أن يتوقّف تهجير السكان من أحيائهم والاستمرار بالسماح لموجات الإحلال الطبقي العمراني بتغيير شكل المدينة وعلاقة سكّانها بها. وبالرغم من أن النسيج العمراني الاجتماعي الذي نفقد بفقداننا لهذه الأحياء يُبنى بشكل بطيء ومعقّد، لكن حمايته ممكنة بفضل سياسات تنحاز لمصلحة السكّان والأحياء المهمّشة، بدلاً عن المطوّرين العقاريين والشركات الكبرى. وفي هذه المرحلة، أهمّها تقديم ضمانات محددة لجهة السكن البديل أو التعويض عنه الى حين تأهيل المنزل غير قابل للسكن.

إذاً، وبهدف ضمان عملية تعافي حقيقية للأحياء المتضررة، لا بدّ من العمل على كافة المطالب الملحة التالية وبشكل متكامل:

ضمان تمثيل للسكان

- تشكيل أطر تمثيلية لأصحاب الحقوق والمتضررين لتفعيل دورهم واسترداد صوتهم في النقاش حول أولوياتهم وهمومهم المشتركة.
- إشراك ممثلين عن المتضررين، لا سيما الفئات الأكثر هشاشة (الأشخاص المعوقين، المستأجرين القدامى، اللاجئيين، إلخ...) في لجان التنسيق الرسمية التي أنشأها قانون إعادة الإعمار.
- تحرير عمل لجان التنسيق من الصلاحيات الإستثنائية الممنوحة للجيش اللبناني.
- ضبط عمل الهيئة العليا للإغاثة ومجلس الإنماء والإعمار الذين يطغى عليهما النهج التنزلي والطابع الريعي على حساب التنسيق والتشاركية.
- اعتماد معايير واضحة وشفافة في تقدير حجم الأضرار وتوزيع المساعدات، وتحسين إمكانية الوصول إلى المعلومات المتعلقة بالهبات وبعمل المؤسسات الرسمية وغير الرسمية المعنية بإعادة الإعمار.

ضمان الحماية السكنية

- اتباع سياسة صفر إخلاء
- إقرار برنامج دعم المالكين والمستأجرين ذوي المداخل المحدودة وتأمين سكن بديل بظروف مناسبة لكل حالة إخلاء على حدّ
- ضبط سوق الإيجارات وتحديد بدلات الإيجار وفق مؤشرات تأخذ في عين الاعتبار تضخّم العملة والأجور
- فرض إبرام عقود الإيجار بالليرة اللبنانية وحماية المستأجرين من أعباء زيادة كلفة الإيجار
- حماية المستأجرين بلا عقود من ممارسات تهدد سكنهم أو تستغل شروط الإقامة والكفالة لغير اللبنانيين لترهيبهم وتهديد أمنهم السكني

الحدّ من المضاربة العقارية

- إنّ وضع قيود على التصرف بملكية العقارات لا يكفي وحده للحدّ من المضاربات العقارية في المناطق المتضررة. لذلك، ينبغي استكمال هذا الإجراء من خلال:
- منع تشييد أبنية جديدة في المناطق المتضررة
 - إلغاء امتيازات المستثمرين والشركات الكبرى وضبط قدرتها على التحكم بالأسعار
 - توسيع نطاق حماية السكان من المضاربات العقارية ليشمل كافة الأحياء المتضررة، وليس فقط المناطق الأربعة التي حدّدها القانون.

إزالة العوائق القانونية المرتبطة بتراخيص الترميم

- تسهيل عملية الحصول على تراخيص لترميم المباني المتضررة من خلال:
- إعطاء المستأجرين الحق بالإستحصال على التراخيص
 - تسريع البت بالتراخيص من قبل البلدية والمحافظ
 - تسريع آلية عمل المديرية العامة للآثار في الكشف على المباني التراثية وتقييم وضعها
 - أن تؤدي بلدية بيروت ومحافظها واجبهم في فرض الترميم أو أخذه على عاتقهم، كما تحدد المادة 18 من قانون البناء.

Study #3: MAPPING THE SOCIO-ECONOMIC STRUCTURE OF MAR MIKHAEL DISTRICT IN BEIRUT

October – November 2020

Jad Yassin (MA, Econ, USJ, OURSE)

Youness Machichi Bouhlali, (MA, Econ, USJ, OURSE)

Georges Zouain (PhD, Econ, Gaia Heritage)

Maria Mounzer (MA, Econ, Gaia Heritage)

Nizar Hariri (PhD, Econ, USJ)



Highlights

- From a vibrant neighbourhood in 2015, Mar Mikhael is experiencing a decrease of 35% of its commerce and productive entities.
- pauperization and shut-down of majority of creative industries
- The number of entities in the previous survey of 2015, which had amounted to more than 600 productive entities, has been reduced to 388 entities at the date of this present survey

Introduction

On the 4th of August 2020, a massive explosion in the harbour of Beirut devastated a large part of the City. Located in the proximity of the harbour, the district of Mar Mikhael was severely damaged: several houses and apartment buildings, shops, restaurants and cafés were destroyed. It created havoc in the social and economic structure of the district, leaving the many of its low-income population with neither shelter nor source of income.

This summary report brings together the material collected early between early October and mid-November 2020 through a survey of the remaining population of Mar Mikhael. Conceived along the lines of a similar survey conducted in 2015 by GAIA-heritage, this survey provides a fair estimate of the changes that occurred in the district due to the financial bankruptcy of the State and the banking sector of Lebanon and to the blast in the harbour. While the period of the 2015 saw an important growth of economic activities in Mar Mikhael, today it is the opposite. The conjunction of the financial crisis that peaked in 2019 with the blast of August 2020 brought on their knees the society and economy of the place. From a bustling neighbourhood around 2015, pauperisation and a total stoppage of the creative economy, of the arts and of hospitality characterize today's Mar Mikhael with a drop in the economy nearing 35%. As to be expected, the economic activities that survived best are those that cater for the basic necessities of daily life: groceries and other similar shops, chemists, do-it-yourself shops and personal services. Conversely, most of the newly established in Mar Mikhael restaurants and cafés, creative industries and the recent trendy population, have left the place.

The purpose of this research is to update the 2015 data and map through a physical identification and a classification of the productive entities of Mar Mikhael neighbourhood, producing enough empirical data to determine the changes of the district and the impact of the financial bankruptcy and of the blast. The map that was developed through the physical survey represents a photography of the

neighbourhood at one specific point in time that synthesizes both the changes between 2015 and 2020 and the direct impact of the blast on the district. The databases and the maps of 2015 and 2020 can be used as a starting point for more qualitative research on Mar Mikhael.

1. Brief Note on the Methodology

Relying on the 2015 map and integrating the changes observed during our survey and questionnaire has soon proved to be impossible because of the excessive number of changes that occurred in the economic life of the place. In the five years that followed the first map, the economic crisis and the harbour explosion brought so many changes that the old map became obsolete and a new map, generated with Google My Maps along the criteria of 2015 one was needed. Borders, classification and variables were the same as those of 2015 thus enabling comparisons. Categories of trades and activities of productive entities, shops and craftsmen followed the ones used in 2015. A new category - « Tentatively Closed Entities » composed of the productive entities which have been closed due to the blast but could reopen in the future - in order to estimate how many are today closed because of the blast and the recent financial crisis. Thus, the economic analysis did not include this category, focusing only on the active entities. As for the closed ones, if some of these reopen, it would confirm or invalidate the preliminary hypothesis and first perceptions.

Mar Mikhael is a neighbourhood much studied by researchers, consulting practices, architects and urban planners, university sociological and urban labs and students. This has brought a fatigue of interviews and refusal to answer questions by some residents. Attitudes to questions are of four different types.

The first category is composed of old residents and shop-owners who had a personal experience of the place. They seized the opportunity of expressing themselves more and had the will and desire to speak about topics like the history of the neighbourhood, the story of the family business or the recent events of the explosion. The majority of this group is Armenian, an evidence of the attachment and the strong link that this community has with Mar Mikhael district.

The second category corresponds to the vast majority that answered the questions without going any further.

The third includes those who mistrusted the survey at the beginning by fear of real estate vultures but then accepted once they were told the purpose of the survey.

The last category is composed of those who refused to answer because they could not or did not want to. Some are young employees without much information to give; others did not want to by fear that their answers would be misused. This group is rather small: 8% of the surveyed productive entities.

2. Context: A country in crisis

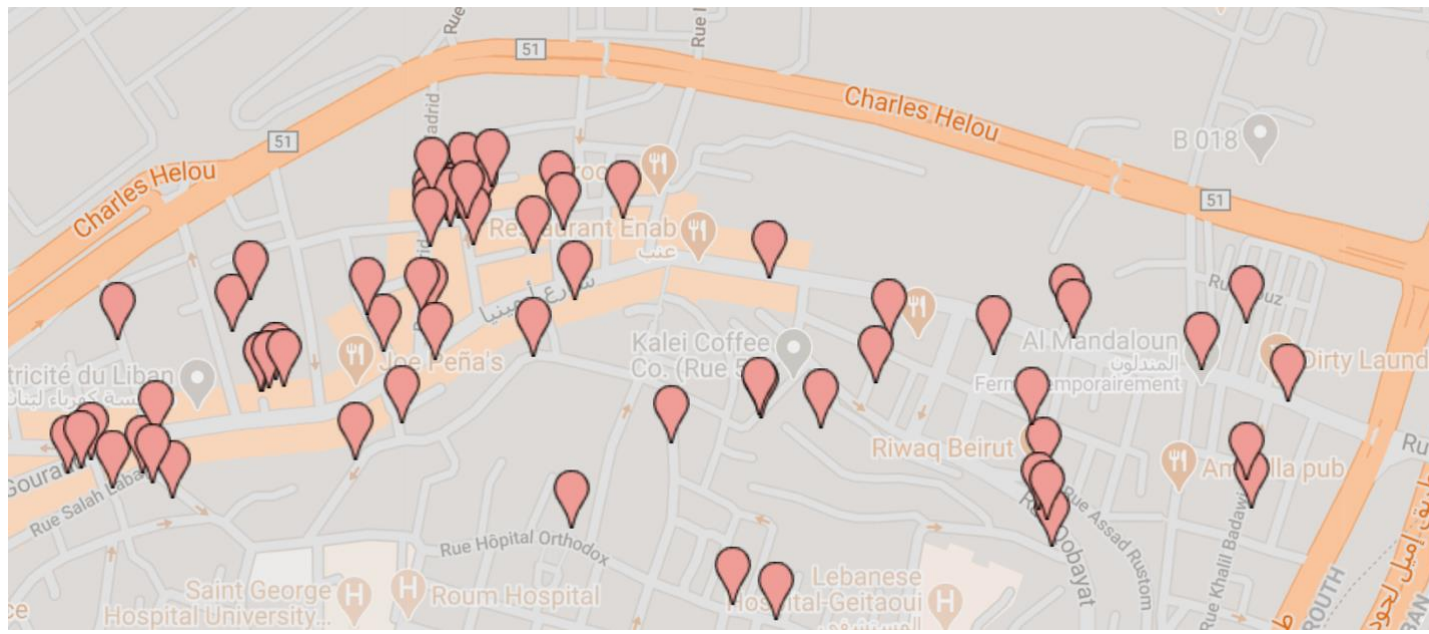
Located a few hundred meters from Beirut Harbour and along the now-defunct railway line that connects Beirut to Damascus, Mar Mikhael has borne witness to the city's history. From the earliest waves of Armenian refugees escaping the Genocide, to the development of a small industries and workshops district during the booming 1950s and 1960s, the district historical development has consistently been reflected in its built and economic environments. Since 2016, Lebanon has been swept with a series of financial culminating in the 2019 bankruptcy. What started as rumours of an increase in the LBP-USD exchange rate and the inability of the Central Bank to maintain the decades long peg quickly devolved into a banking crisis that saw millions of depositors losing access to their deposits due to arbitrary withdrawal limits set by the banks that had overinvested in a sort of Ponzi scheme involving all banks and the Banque du Liban. Prices soared, especially food items most of which are imported. An unprecedented economic crisis followed with the United Nations recently announcing that more than half of the country's population is now below the poverty line¹⁸. This catastrophic situation worsened with the COVID-19 pandemic: repeated nationwide lockdowns brought the economy activity to a quasi-total halt, leaving most people without any income or access to their savings.

The consecutive crises have heavily weighed on the country's economy. For the districts surrounding the Beirut Port, the August explosion was only the final blow in what had been a devastating year. That explosion left home and business owners unable to launch the necessary repairs or reconstructions because of a quadrupling of prices of construction material, mostly imported. However, discerning the impact of each of the crises – bankruptcy or blast, especially in view of their magnitude, is a complex effort that requires additional research.

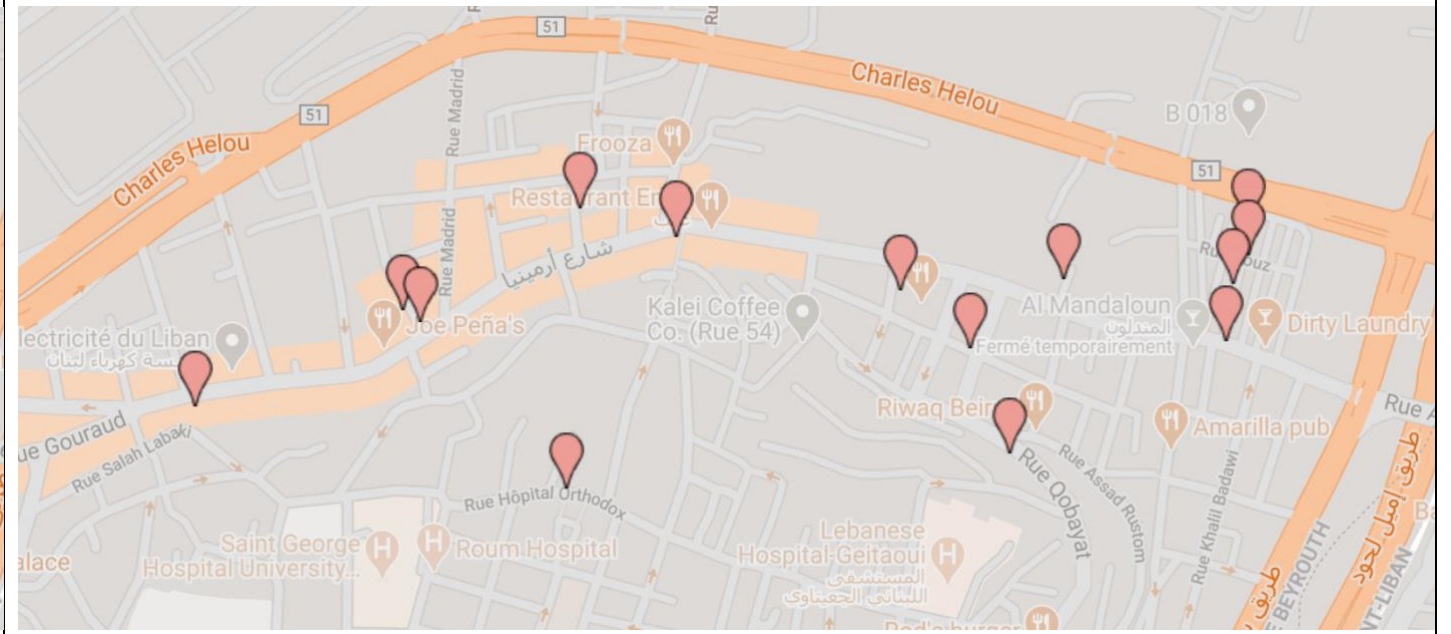
¹⁸ ESCWA, Poverty in Lebanon: Solidarity is vital to address the impact of multiple overlapping Shocks, E/ESWA/2020/Policy Brief.15 https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/20-00268_pb15_beirut-explosion-rising-poverty-en.pdf

Arts, Infographics and Design (AID)

2015

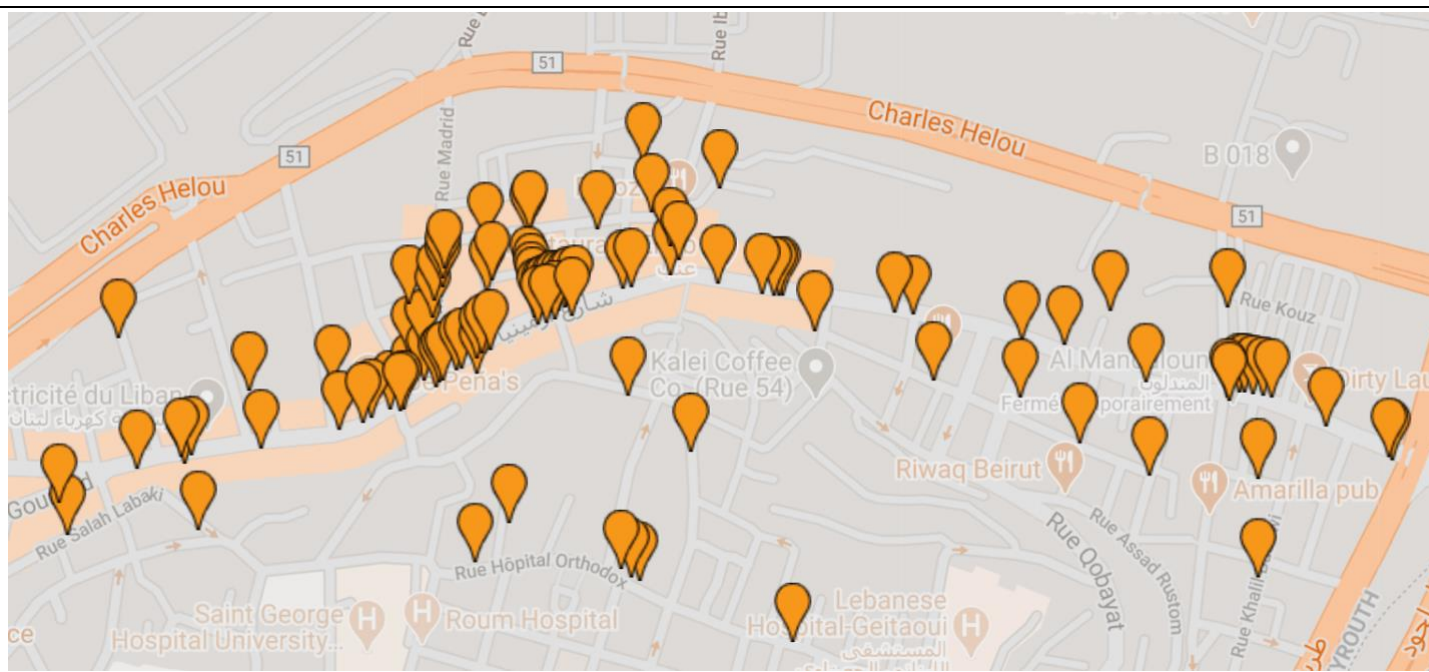


2020

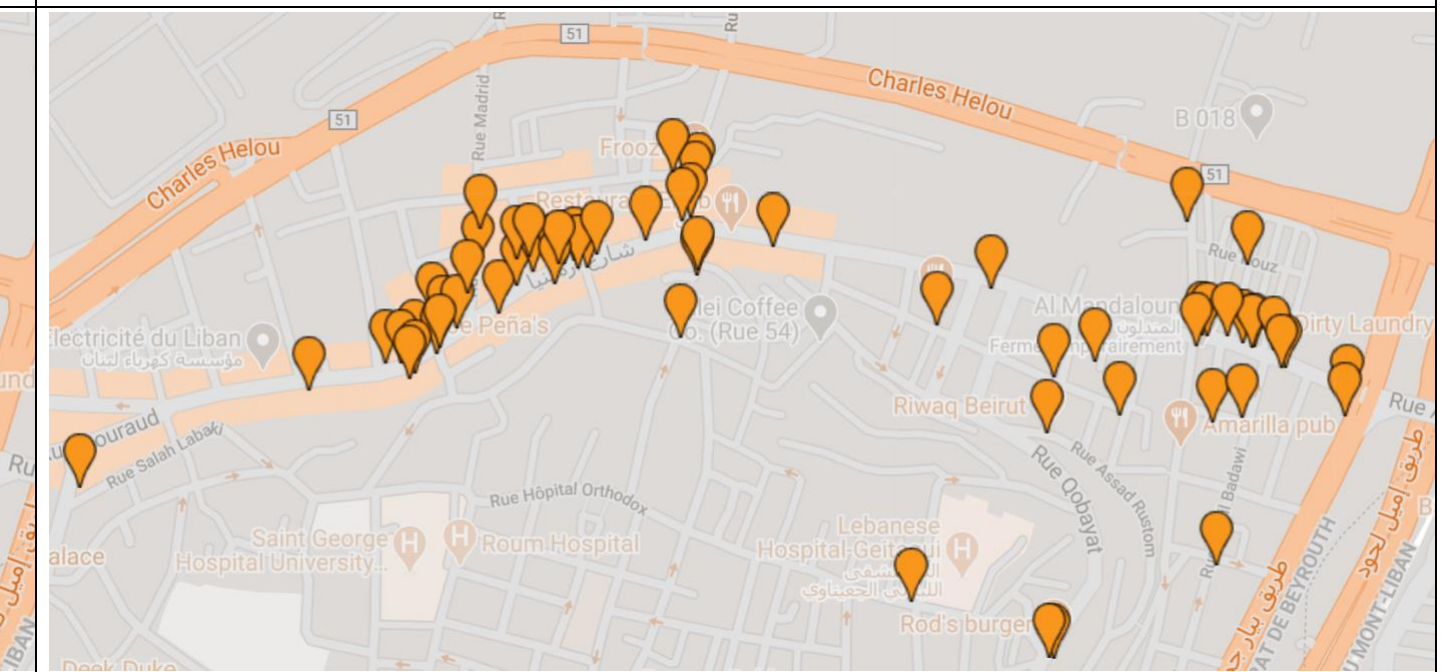


Accommodation, restaurants and leisure industries

2015



2020



3. Data analysis

This survey suggests a significant change in the economic structure of the neighbourhood in the recent period and following the August 4th blast, both in absolute and in relative terms. The number of entities in the previous survey of 2015, which had amounted to more than 600 productive entities, has been reduced to 388 entities at the date of this present survey – a 38% decrease. Not all sectors have suffered equally from that decline. On the one hand, the “Arts, Infographics and Design” and “Professional services” sectors suffered the most with a 77% and 78% decline respectively in number of productive entities. Only 14 entities remain in the AID sector compared to 65 entities surveyed in 2015 and 13 of the 60 professional services entities remain in 2020. On the other hand, the ARLI sector suffered a 38% decrease from 104 to 64 productive entities.

Economic Sectors	Number of mapped PEs		Variation %
	2015	2020	
Professional Services	60	13	-78%
Arts, infographics (computer graphics) and design	65	15	-77%
Accommodation, restaurants and leisure industry	104	64	-38%
Productive entities related to arts, infographic and design	8	5	-38%
Traditional Commerce	217	153	-29%
Personal Services	58	46	-21%
Small Scale industries	46	37	-20%
Services related to the repair of domestic and industrial goods	66	55	-17%
Total	624	388	-38%

Table 1- Number of mapped Productive entities in 2015& 2020 and rate of variation

The economic structure of the neighbourhood has also changed, although to a much lesser extent than the changes within each sector. The survey shows that 39% of productive entities fall under the “Traditional Commerce” category, a slight increase from the 2015 figures. “Personal Services” have also seen their relative weight increase from 9% of productive entities in 2015 to 12% in 2020. AIDs and Professional services sectors suffered the most with a decline of 6.5% and 6.2% respectively

between 2015 and 2020. Weight of productive entities related to AIDs remained however, the same (1.3%). This is probably the result of the nature of those activities which target families and individuals residing in the district and are therefore less sensitive to an economic slowdown. For instance, despite the decline in economic output in the country, one would expect the services provided by grocery stores, fruit stores, hairdressers or doctors to remain in demand.

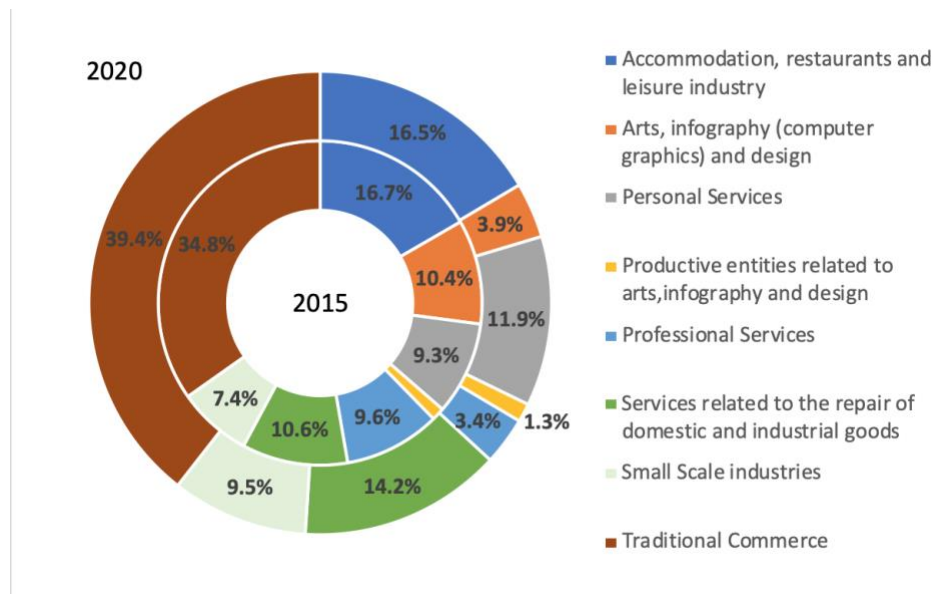


Figure 1- Change in the Weight of economic sectors in total productive entities of Mar Mikhael– inner circle for 2015 and outer for 2020 surveys results

Another aspect is the distribution of the remaining entities by date of arrival to Mar Mikhael, with older entities proving to be more resilient than those established more recently. For example, 20 entities currently operational have been established before 1950, compared to 26 such entities surveyed in 2015. This decrease is dwarfed when compared to companies established in Mar Mikhael between 1950 and 1995, which decreased from 255 in 2015 to 156 in 2020 or those established between 2005 and 2015, which decrease from 254 in 2015 to 78 in 2020.

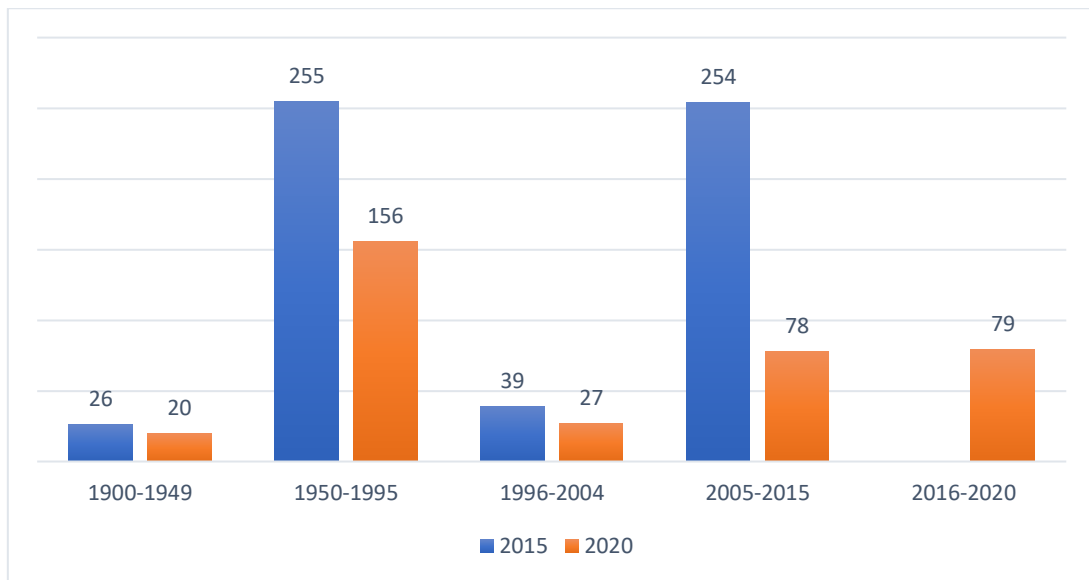


Figure 2- Breakdown of active productive entities by date of arrival to Mar Mikhael – A comparison between 2015 survey and 2020 survey

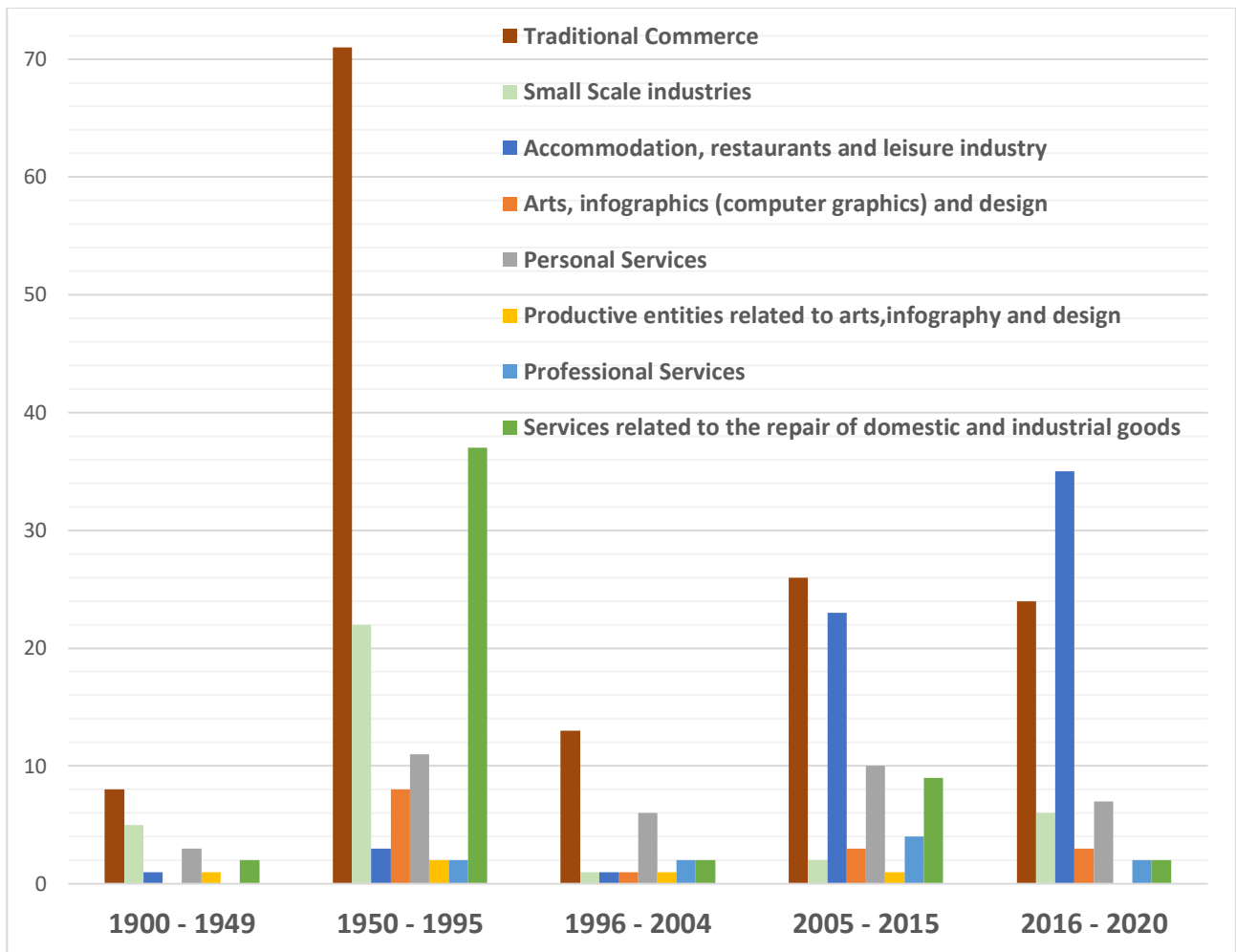


Figure 3- Breakdown of active productive entities by sector and date of arrival to Mar Mikhael (2020)

It is worth noting that in spite of the instable political and economic situation of the country during the recent period (2016-2020) around 42% of new entities were created in Mar Mikhael in the last two years, i.e. 2019 and 2020.

Year	Number of PE newly opened in Mar Mikhael
2016	9
2017	22
2018	15
2019	11
2020	22
Total	79

Table 2- Annual number of newly opened PEs between 2016 and 2020

Sector of Activity	Number of entities established in 2019 and 2020
Traditional Commerce	11
Accommodation, restaurant and leisure industries	12
Personal services	6
Services relate to the repair of domestic and industrial goods	2
Small scale industries	1
Professional services	1
TOTAL	33

Table 3- Breakdown of newly opened PEs between 2019 and 2020 by sector of activity

4. Observations

1. Role of the Armenian community in the economic fabric

The Armenian community has a prominent place in the eastern zone of the district, especially in zone 1 (see map) where the economic activity is very dense and varied. This part of the district is one of the most dynamic and probably the most one. It includes highly specialized workshops and stores such as trophies, circus materials, chromium plating workshop, precision milling, silver plating, all established since the mid 20th century and being transmitted from one generation to the next.

Since the early 20th century, the Armenian community has played a major role in the making of Mar Mikhael district. In 1915, the Armenians fled the Ottoman Empire where they were persecuted. and large numbers sought refuge in Lebanon. One of the first refugee camps in which they settled in 1927 was in Mar Mikhael¹⁹. Progressively, this new population begun organizing its life, opening crafts, shops and constructing more durable dwellings. They created a social network of solidarity around their churches and developed a high sense of community organization and social help. One location today of such social networks is for example the Orthodox Church of Saint Kevox.

The refugee status, new comer group with a different culture and language, increased the feeling of “group consciousnesses” and the need to help one another and keep tightly knit the community. Eventually, through a shared experience and memories this group created a cultural, social and economic network that keeps alive the cohesion of the Armenian refugees in their regions of settlement in Lebanon.

2. Mini-clusters

One of the hypotheses mentioned in the preparatory for the field survey was the fate of the cluster of cultural and creative industries (CCI) that had mushroomed in Mar Mikhael since 2008. Indicators from the 2015-2016 survey have shown that this sector was growing, albeit at a reduced pace during the last years. Still, its integration in the local economy has been slow and remained incomplete at the date of the blast. Culstering of CCIs took place in small areas such as in Pharaon Street and its surroundings and interaction between CCIs and crafts of Mar Mikhael negligieable because of the close presence of a large number of crafts of all sorts and in large numbers in the Armenian suburb

¹⁹ In the area covered by the survey, Nour Hadjin was among refugee camps established in Beyrouth after 1921. Later, starting 1927 an urban quarter “Grand Camp” was constructed around Mar Mikhael church. See map of Armenian camps and quarters of Beyrouth Tahjian “Des camps de réfugiés aux quartiers urbain” p. 120

of Borj-Hammoud. Still, without the blast, integration of CCIs in the daily life of Mar Mikhael would have increased since more artists and creatives had started taking residence in the district.

3. Damage Overview

As said before, Mar Mikhaël district is very close to the epicenter of the explosion. The large buildings and skyscrapers that housed a significant economic and commercial activities as well as older a,d smaller size apartment blocks had their doors, windows and facades completely torn off. Historic buildings collapsed leaving bare the skeleton of the building. Shops and workshops at ground level and fast food franchises (subway, Malak Al Tawook,..) lost all equipment and furniture; several have completely closed and do not seem consider to reopen in the district. However, between the beginning and the end of the research we noticed an improvement: throughout the month, workers and shop owners were carrying out the repairs needed to reopen their workplaces.

4. Issues to consider

When the previous study was done (2015-2016), Mar Mikhael was a different place. The area was living an economic boom driven by recreational and cultural activities with some up-market real estate developments. The social issues were different and the cohesion and integrity of the neighborhood were threatened by only the noise of nightlife and the encroachment of pubs and restaurants on the sidewalks. The ongoing process of gentrification remained at a slow pace even though rents increased and forced some creatives to settle in cheaper places outside Mar Mikhael. Today these issues no longer are a priority.

Priority goes now to assessing the material and immaterial consequences of the blast, of COVID19 and of the country's financial bankruptcy. Sadly, Mar Mikhael is neither wealthy nor large enough to fight on its own all these external reasons of its abandonment and impoverishment. Once again, the fate of the district is decided by purely external factors. How resilient Mar Mikhael's inhabitants will be remains to be seen and if we agree on a result of this survey, the fate of the district will rely mostly on its inhabitants or origin. If the comers can leave and settle elsewhere, the survival of the district will be the works of the older population that does not have the strength (financial or sentimental) to migrate. A more in-depth demographic and socioeconomic study could reveal finer trends about the area's present and future. A similar study should be conducted on the subjective perceptions of the inhabitants: after having been severely hit by three catastrophes in these conditions is it possible to (re)create communal lie and produce again in this district?

Conclusion

Our research showed that the neighbourhood of Mar Mikhael has indeed changed since 2015, at least in terms of the volume of economic activity that it houses. However, given the magnitude of the shocks witnessed during that period and the timing of the present research effort which took place while the effects of the shocks are still unravelling, there was not much evidence of differential effects on the different activities. In effect, both the economic crisis and the explosion have damaged all sectors roughly equally and therefore most sector-specific dynamics related to the urban regeneration of the neighbourhood have not materialised fully, or at least are difficult to capture solely through a mapping exercise. However, we believe that a complementary qualitative study that can capture more delicately the dynamics might be able to uncover those dynamics.

Potential areas for future research

Our fieldwork uncovered some areas that would deserve further research. In the following section we elaborate on a few, with the important caveat of those being solely based on our own impressions, the stories shared by the people we interviewed and ultimately our own biases. Such areas deserve further quantitative and qualitative research, to validate the findings of this general survey.

1. Inequalities in catastrophe / Return on repairs

In the course of the survey, we came into some contacts with another category of victims: homeowners, most likely initiated while we asked residents of a certain building if there are any productive entities present there. Conversations were rather short, given the general frustration of the population discussed above, but some were not. Residents would use the opportunity to recount their experience on the day of the blast, and most often than not, the damages that their houses suffered.

One encounter was particularly telling: earlier that day, we had surveyed a nearby business, a furniture store. The business owner was seated at his desk with three or four persons around. The owner answered our questions, and then used to opportunity to share details of the extent of the damages he suffered and the difficulties he faced repairing them in the current economic situation. He complained about inflation, bank withdrawal limits, frustration with government inaction, and the strong fall in revenues due to the economic crisis – relatively common grievances to business owners in the neighbourhood. Later that day, while searching for productive entities inside a damaged building nearby, we asked one of the residents overseeing the repairs in his own home in the top floors if there were any entities in that building. The man recognized us, and told us that he had witnessed our earlier conversation with the furniture shop owner. He gave us a tour of his damaged house (although we did

not ask for one and we made it clear that our survey is only focused on productive entities) and tried to describe the damages it had suffered²⁰.

He then led us to the rooftop, presumably to give us a glimpse of the damage in the surrounding area and the relative proximity of the blast site²¹. He proceeded to criticise that business owner's "dramatized" recounting of the damages, insisting that the damages were "nothing more than a storefront", a few glass boards. Once the repairs were done, our interlocutor explained, the business owner was back in business, and is now selling and making profit. On the other hand, he had supposedly suffered much greater damages, and had no way to recover those damages.

The above encounter brings to light an issue that received very little discussion in the public sphere in the aftermath of the explosion: the return on repairs and its effect on the social fabric of Mar Mikhael – and arguably any locality that survives widespread physical damage. In effect, whether the storeowner's damages were indeed limited to "some glass" as his neighbour the homeowner described is irrelevant. Even if both residents suffered the exact same damages, the repairs will be different *in essence*. For a business owner, repairs are an investment. They might have been unplanned – they certainly were in this context – but they are an investment nonetheless. Their costs, therefore, can be passed down to clients much like the costs of any renovation effort in normal times.

Homeowners, however, suffered a net loss. Short of any personal satisfaction felt by homeowners from buying new appliances and furniture (improbable in such inflationary times), or any gains in social status from doing so, it is quite unlikely that home repairs will be looked at in retrospect as a profitable investment, certainly not in accounting terms. Even in the long term, there is no break-even point for the losses incurred.

That difference in how the damages were felt by the different type of residents (i.e. homeowners vs. business owners), and by extension the cost of regeneration of each type of activity, is one possible source of tension between those two groups. It certainly was for the interviewee in the case described above. Most discussions of the neighbourhood point to an entrenched network of links between the economic activities and the residents of the area, and our own analysis and observations are no exception. Homeowners are a significant portion of the clientele for the neighbourhood's businesses. Even for activities that are not directly oriented towards the residents, the latter's cooperation is certainly necessary for the businesses to thrive. It is the residents who have to tolerate the increased traffic, the loss of parking spots, the noise and the pollution that thriving businesses offload onto the wider community of residents. At the heart of that sometimes-irrational tolerance – and it certainly

²⁰ By that point, most of the debris had been removed and repairs were already underway.

²¹ It is possible that we were led on the rooftop for privacy, since the house was full of foremen and the owner was not comfortable criticizing his "neighbour" in front of them.

seemed so during its thriving years – is a common feeling of belonging, identity, and shared fate between those who own homes, and those who own businesses. However, as all residents struggle to repair the damages caused by the explosion, the different roles of each – and especially the way in which it affects the *true cost of repairs* – signals a new source of tension that may influence how the neighbourhood regenerates in the future and how the different types of residents coexist.

Another interesting question, and a possible subject for future research on this question, would be those business owners who have are also residents of the area. Evidently, they have suffered the compounded effect of both their homes and their businesses being damaged. However, their approach to the repairs would provide some insight into this dual nature of destruction: an investment and a net loss. Research could start by measuring which damage took precedence: their homes or their businesses.

2. Cooperation vs. Competition: The miracles of lower profitability

The vibrancy of economic activity in Mar Mikhael and the multitude of businesses in close proximity would indicate intense competition between the businesses as they try to capture larger shares of customers. However, throughout our month-long fieldwork we have noticed a significant amount of complementarity and market segmentation in activities between the businesses of the neighbourhood. That economic complementarity sometimes spilled over into personal affection that was noticeable between business owners engaging in quite similar activities.

One such example was a liquor store on the border between Mar Mikhael and Gemmayzeh. The store is owned by a couple in their 50s. When asked what they sell exactly, the co-owner (the wife) explained that they are a liquor store that specialises in the sale of types and brands of alcoholic beverages that are generally hard to find and generally more expensive than the common brands found in all supermarkets. However, she did explain that they also sell those ‘common’ liquors, beers and soft drinks – but mainly targeted for homes as opposed to on-the-spot consumption. Their main customers were households.

As she recounted the evolution of the surrounding area, she explained how around 2010 pubs and bars started to move into Mar Mikhael. As a result, they would receive many more customers buying cheaper beers and whisky bottles, especially later during the night. These were mainly bar patrons in search of cheaper alcoholic drinks to consume before or after visiting a pub where they would have to pay considerably higher prices – a common practice among youth known as “pre-drinking”. This was not a niche that were originally targeted by the store.

Ordinarily, that would have been seen as a fortunate opportunity, a pleasant coincidence that the store owners would seize upon to increase their profits and benefit from this new transformation in the

neighbourhood that drew in new customers. However, the co-owner explained how much of a nuisance it was with “five or six people come in to buy a bottle and clog my store for half an hour”. She now sells all kinds of drinks to “serious” customers while the myriad of smaller groceries and kiosks gladly serve the “pre-drinkers”.

Market segmentation as a result of competition is far from unseen. However, it normally happens in the form of new entrants carving a new share of clientele from existing businesses. However, what the intimate account of the owner shows is a different dynamic whereby a new *group of customers* entered the market, and caused a new segmentation. More importantly, the attitude of the store owners in regards to what is supposedly a new source of profit reflects an underlying economic process that defies mere ‘rationality’. Rather than seize upon any new opportunity, the businesses of Mar Mikhael seem to have well-bordered niches that are actively preserved, sometimes at the expense of additional profits.

In effect, the density of activity within that neighbourhood seems to have necessitated such an approach to business. As it usually happens in small well-knit neighbourhoods, an equilibrium has been created that allowed the place to house a large number of businesses servicing the residents and that have all maintained profitability without necessarily expanding their product offerings. This dynamic is key to ensuring a healthy and sustainable growth of a neighbourhood: growth that allows more residents to play an active role in the economic activity of the neighbourhood without the monopolising effect of large-scale activity such as supermarkets or one-stop-shops²² and economies of scale. It is worth noting here that one may explain the owner’s approach ‘rationally’: if the premium of maintaining the store’s image as a high-end luxury store outweigh the profits made from the ‘pre-drinkers’ purchase. Nevertheless, our own subjective interpretation and impressions from our conversation with that owner indicates that it was not economic rationality that motivated their decision. In fact, it seemed to resemble a more natural small village approach to business: one which sees it as a means to generate sufficient income, and whose expansion can only be motivated by an actual *need* for additional income rather than an ever-consuming need to increase profits for its own sake. Such a small-scale entrepreneurial approach also fits the physical attributes of Mar Mikhael streets and plots which make impossible to establish large commercial spaces Mar Mikhael.

²² Such activities are anyway almost impossible to build in Mar Mikhael because of the cadastral density of small streets and of the narrowness of its streets.

Annex 1: Field Notes by Youness Machichi Bouhlali

The fieldwork has been generally fluid and without many obstacles. However, as far as I am concerned, I have seen it as a rather delicate research because of the context. It was a neighborhood that had been hit hard by the violence of the explosion and was just starting to recover. Economic activity was slowed down a fortiori in this context of economic and financial crisis. It was then understandable to see the population fully in despair in view of the events. Some store-owners shared with us their feelings of these hard experiences. I felt paralyzed and helpless with such stories often not knowing how to react. This distance between me and the respondents grew because of my lack of knowledge of the country's realities and its language. At first it was this language barrier that was one of the biggest barriers. Jad helped me a lot with that. Over the past two months, shopkeepers saw a lot of enthusiastic young people equipped with a myriad of questions. Young volunteers from NGOs conducted interviews and assessments. Some promised help that the business owners never received creating perhaps a certain distrust on the part of some of the respondents towards us. However, we consistently reassured them by saying that we were students who had only an academic and intellectual interest and in no way a financial one. Despite some of the constraints and sensitivities of our survey, I think we've been able to produce fairly accurate and representative data of the neighborhood.

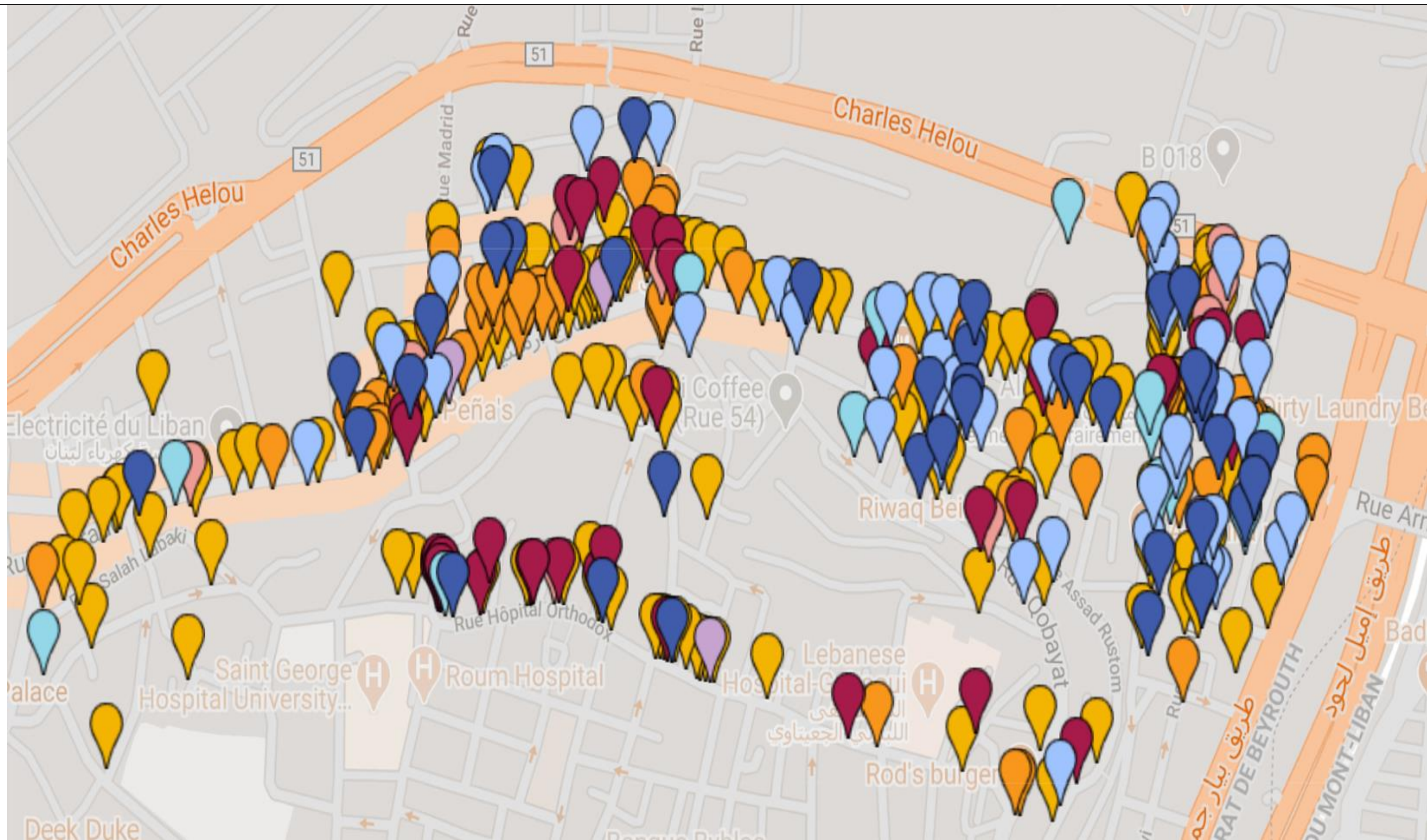
Annex 2: Field Notes by Jad Yassin

The month-old tour of Mar Mikhael at such a crucial moment in its history was incredibly educational, albeit disheartening. On one hand, the scale of the destruction was difficult to fathom. However, we were impressed by the resilience of those business owners who, despite the hardships and economic uncertainty, still decided to repair their shops using their own limited resources. One other observation is the degree of insight that the residents of Mar Mikhael have about the history of the region. Whenever we shared the objective of our study, namely understanding the economic evolution of the neighborhood, the interviewees were quick to share their own view on the subject. In most cases, the insight they provided proved quite helpful in giving us a historic glimpse of the evolution of that sector. As a result, we firmly believe that any future endeavor to understand the history of the region would benefit greatly from qualitative input from the residents of the area, even if that input is in the form of personal observations, anecdotes and family stories.

Map of all Productive Entities in 2015

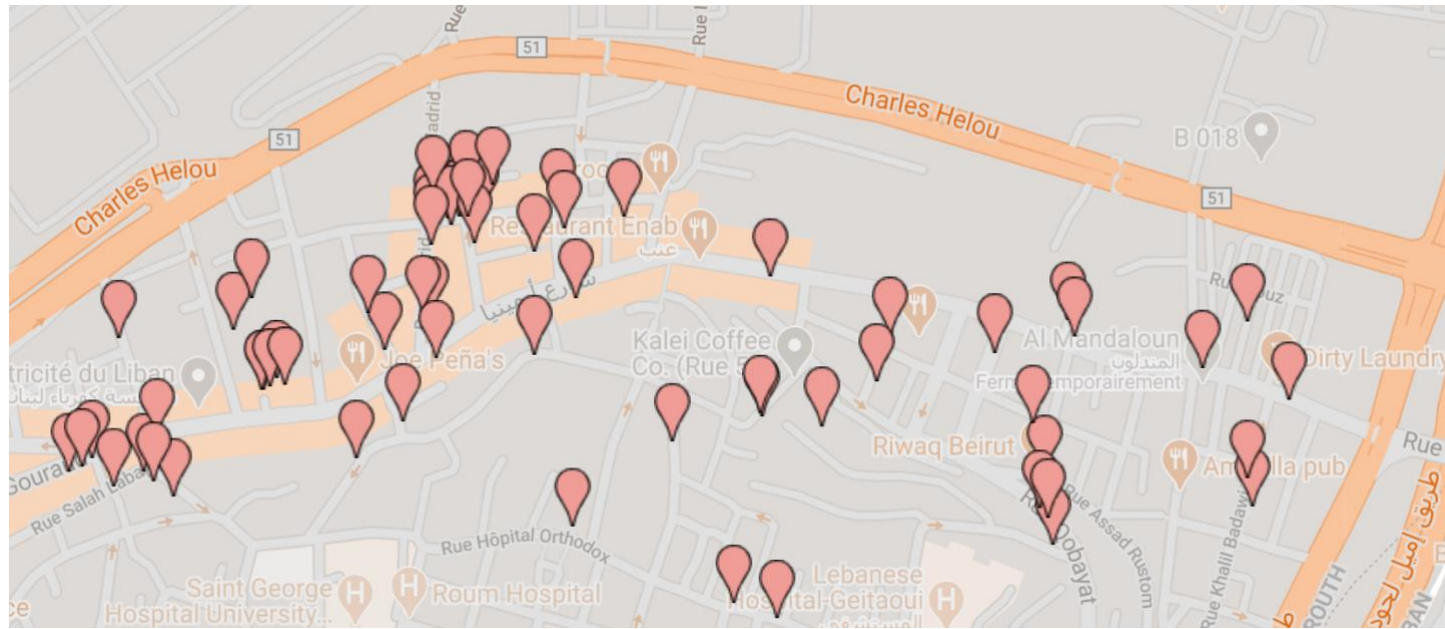


Map of all Productive Entities in 2020



Arts, Infographics and Design (AID)

2015

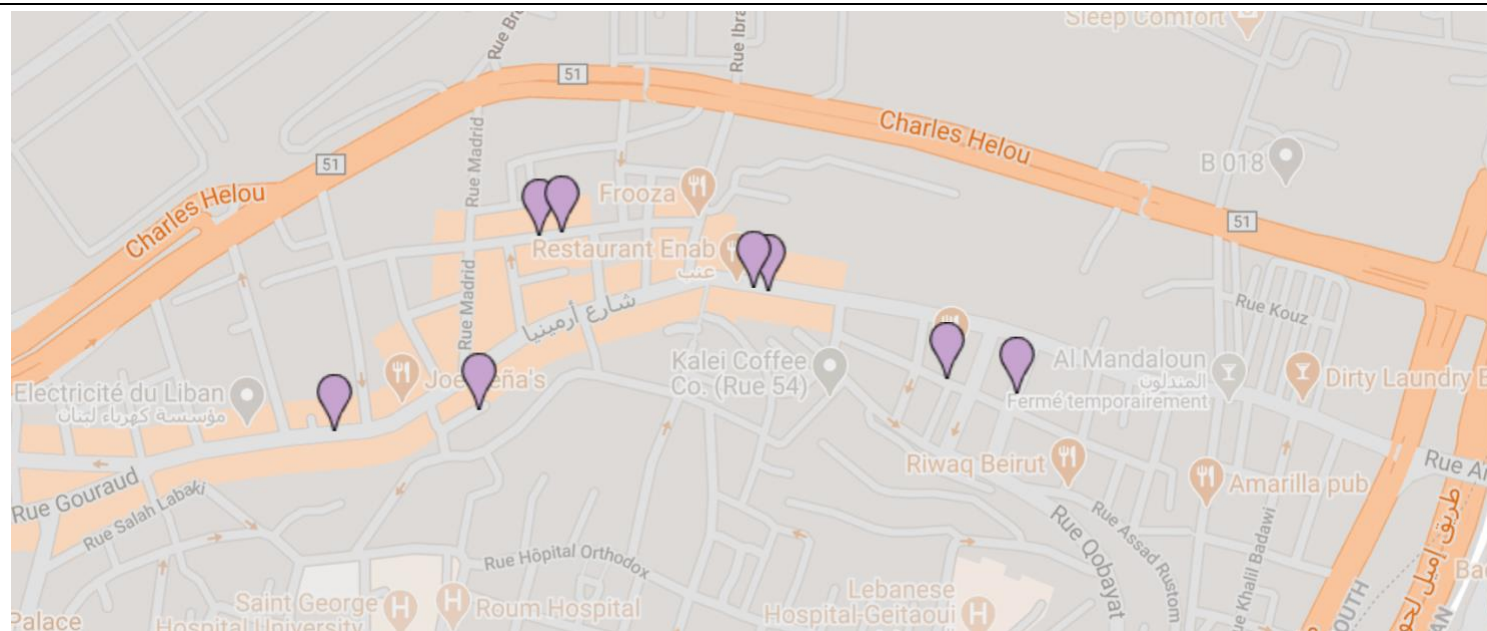


2020

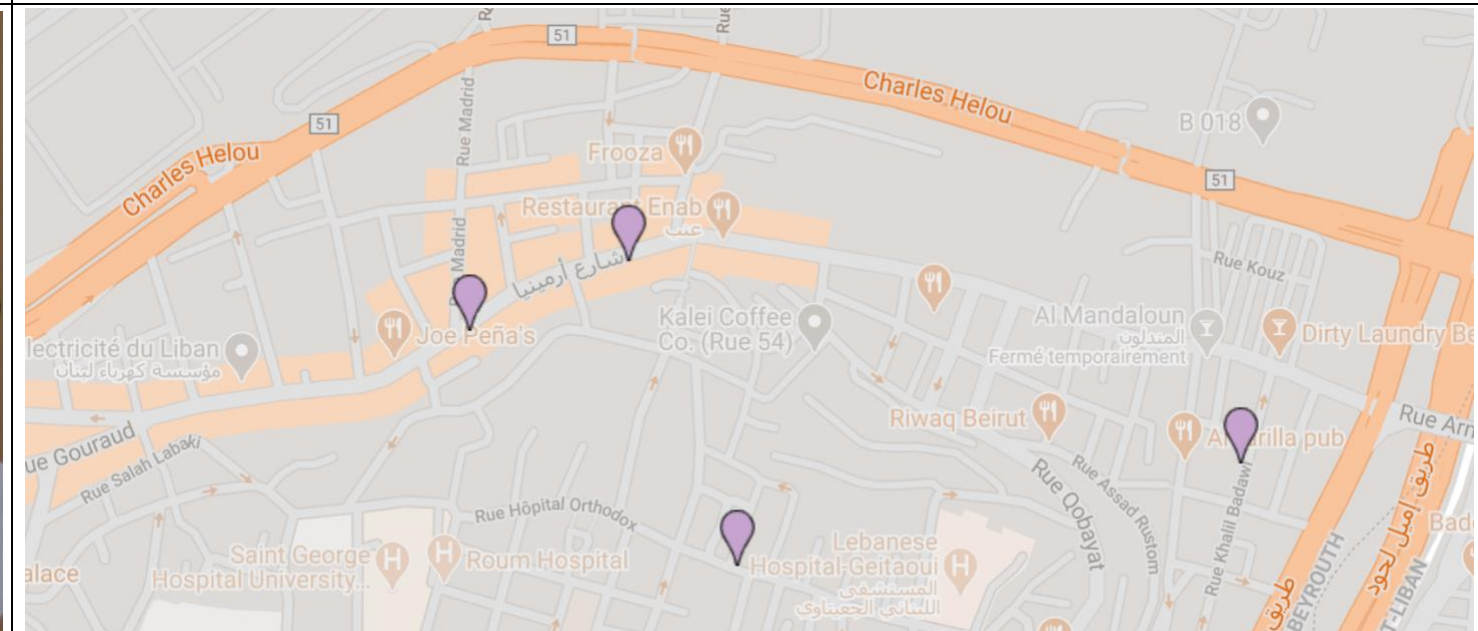


PEs related to AID

2015

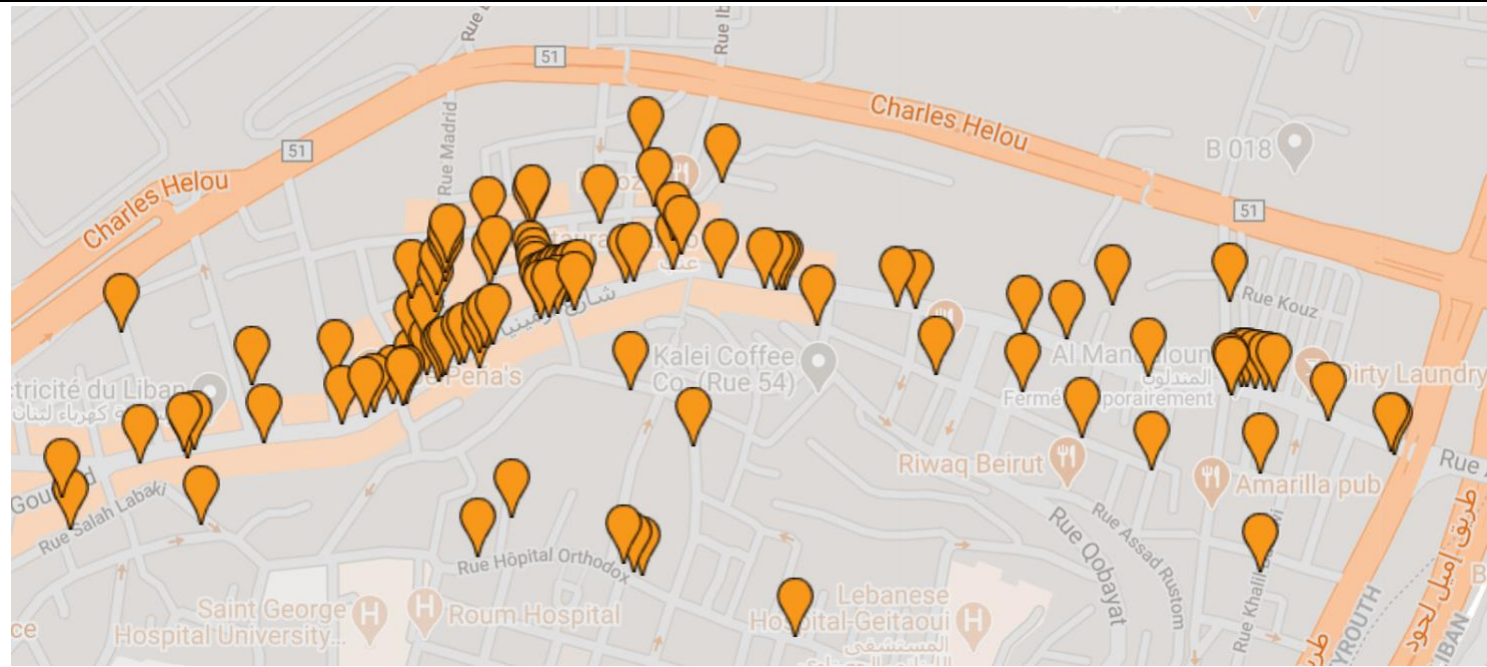


2020

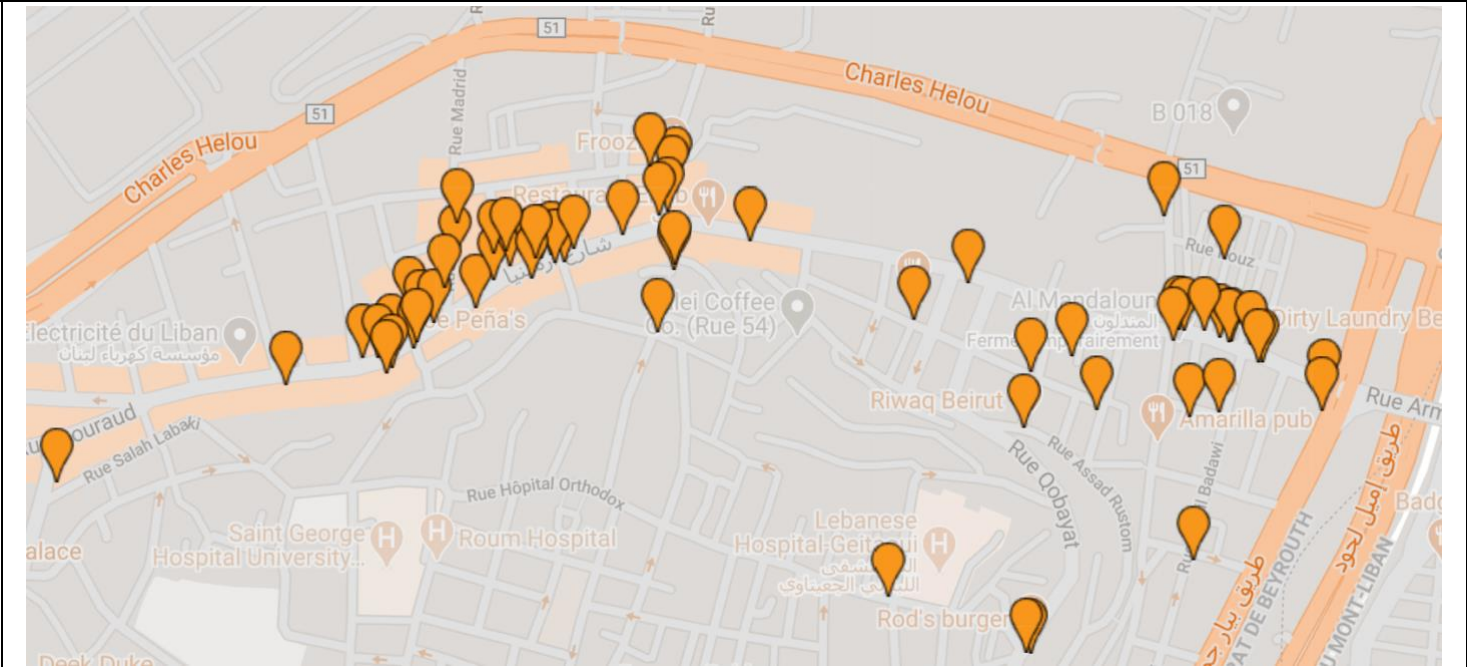


Accommodation, restaurants and leisure industries

2015

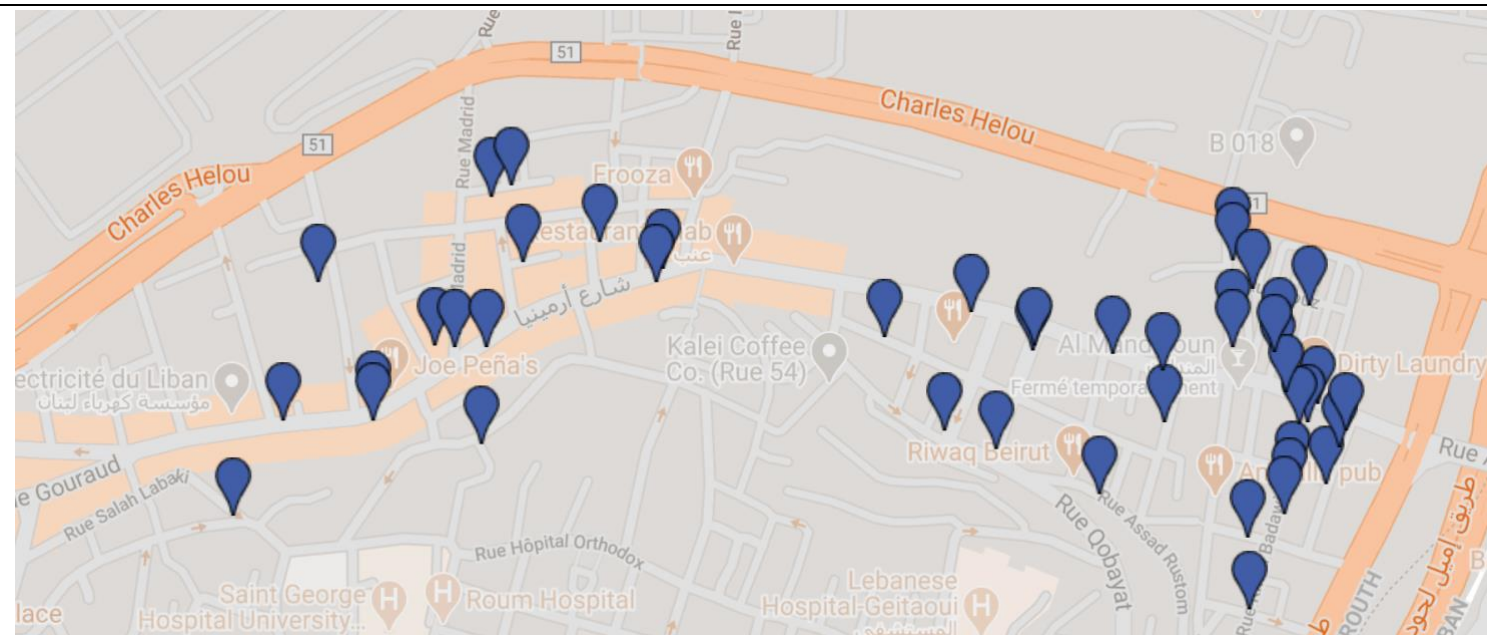


2020

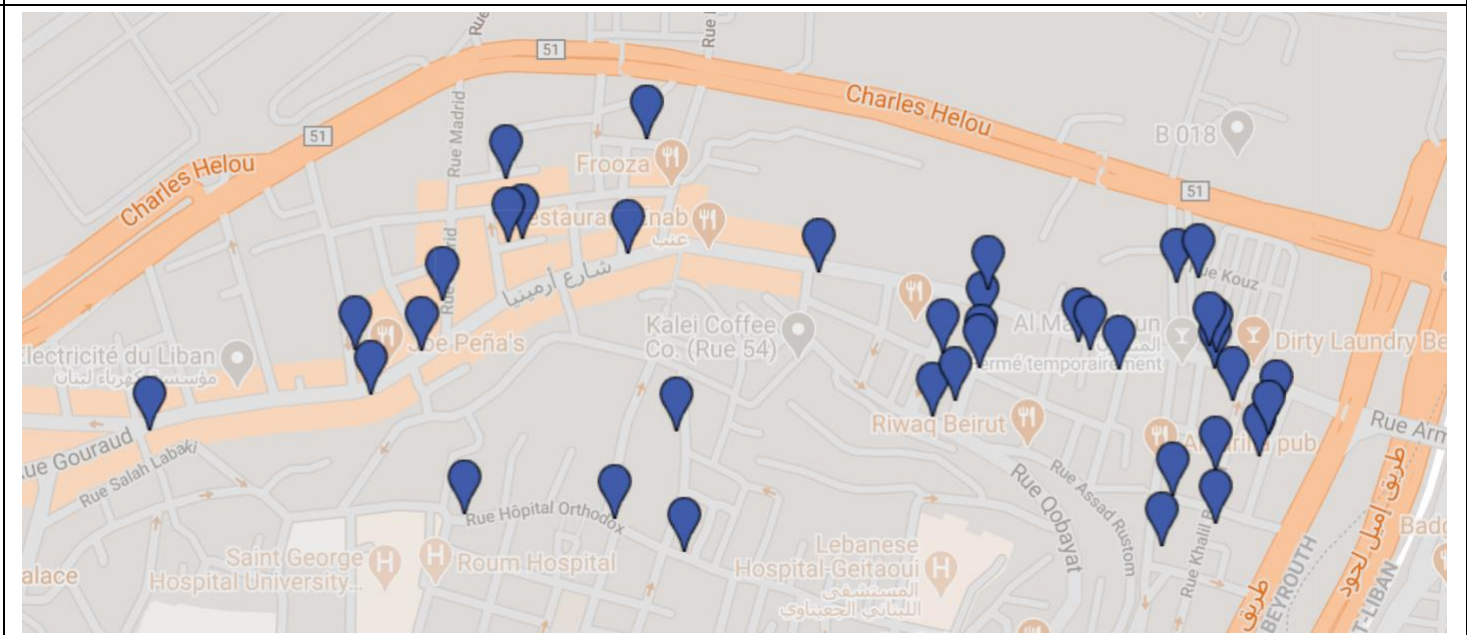


Small Scale industries

2015

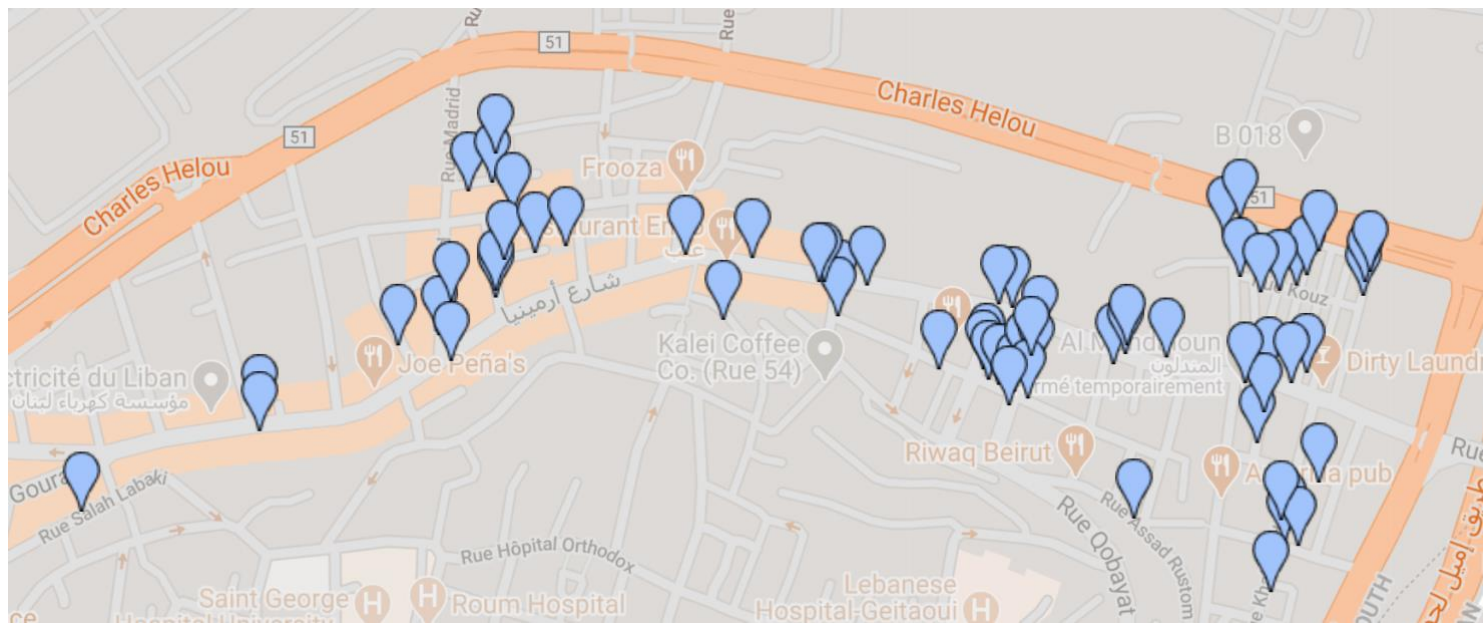


2020

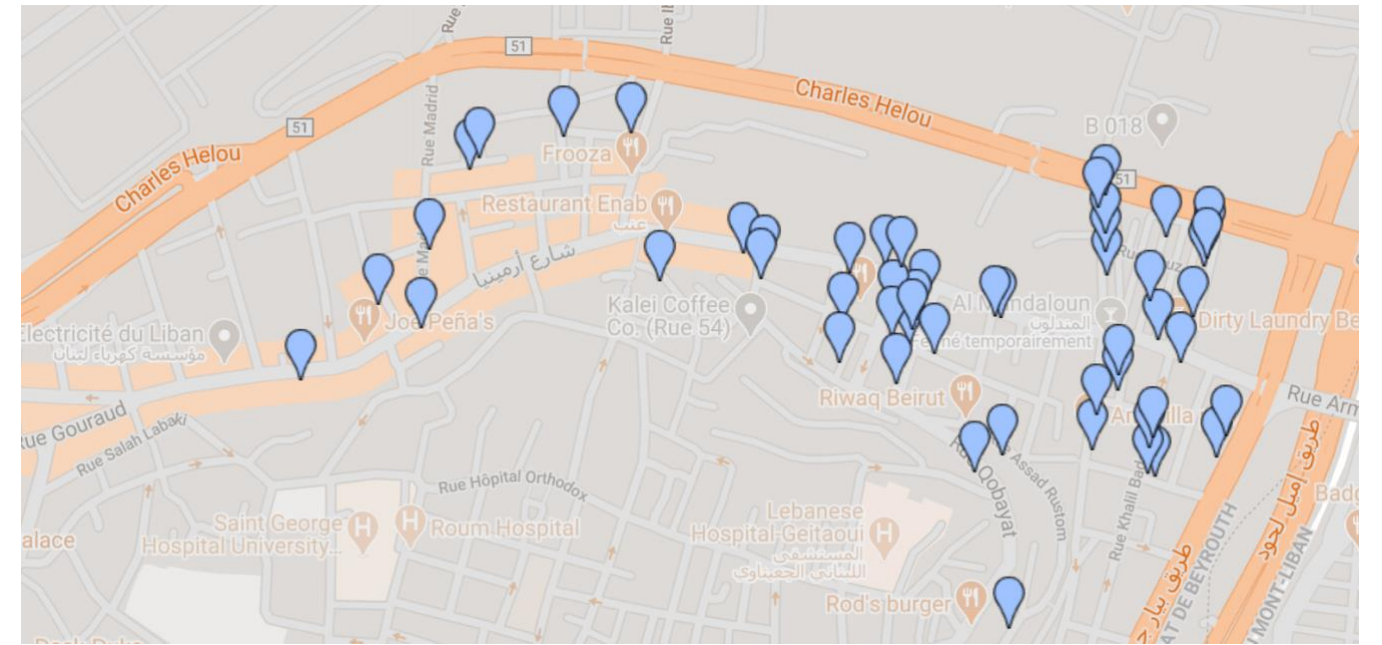


Services related to the repair of domestic and industrial goods

2015

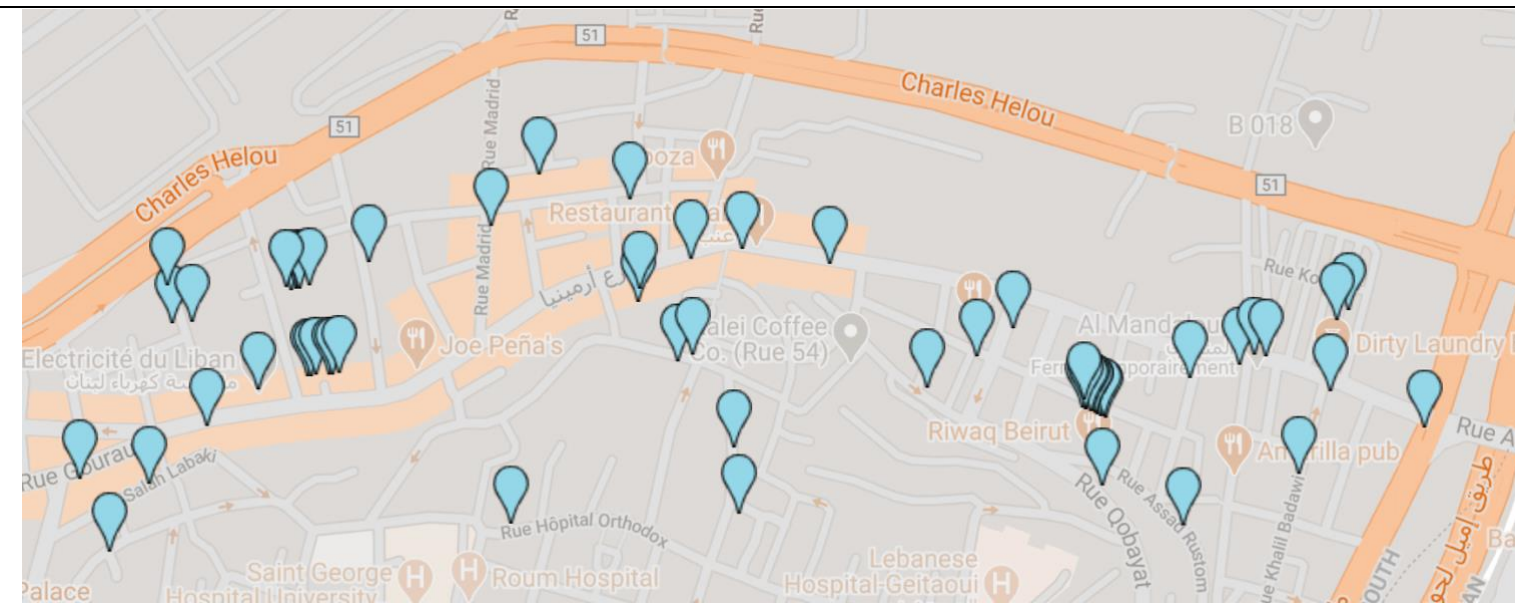


2020

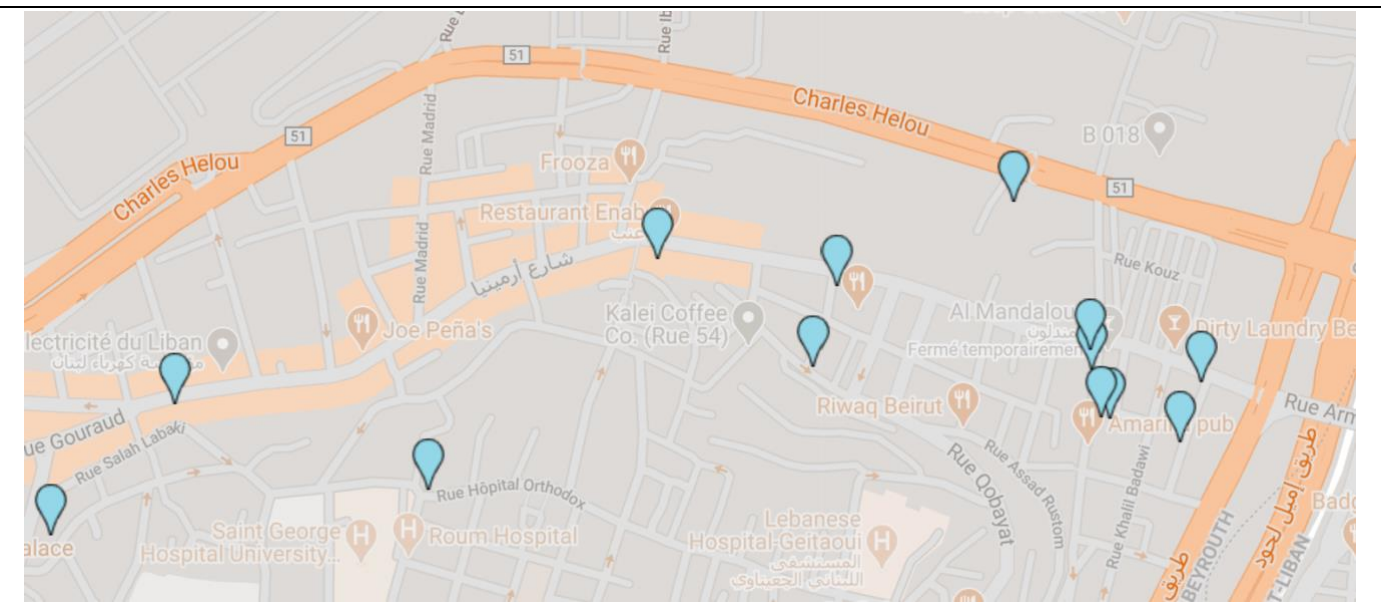


Professional Services

2015

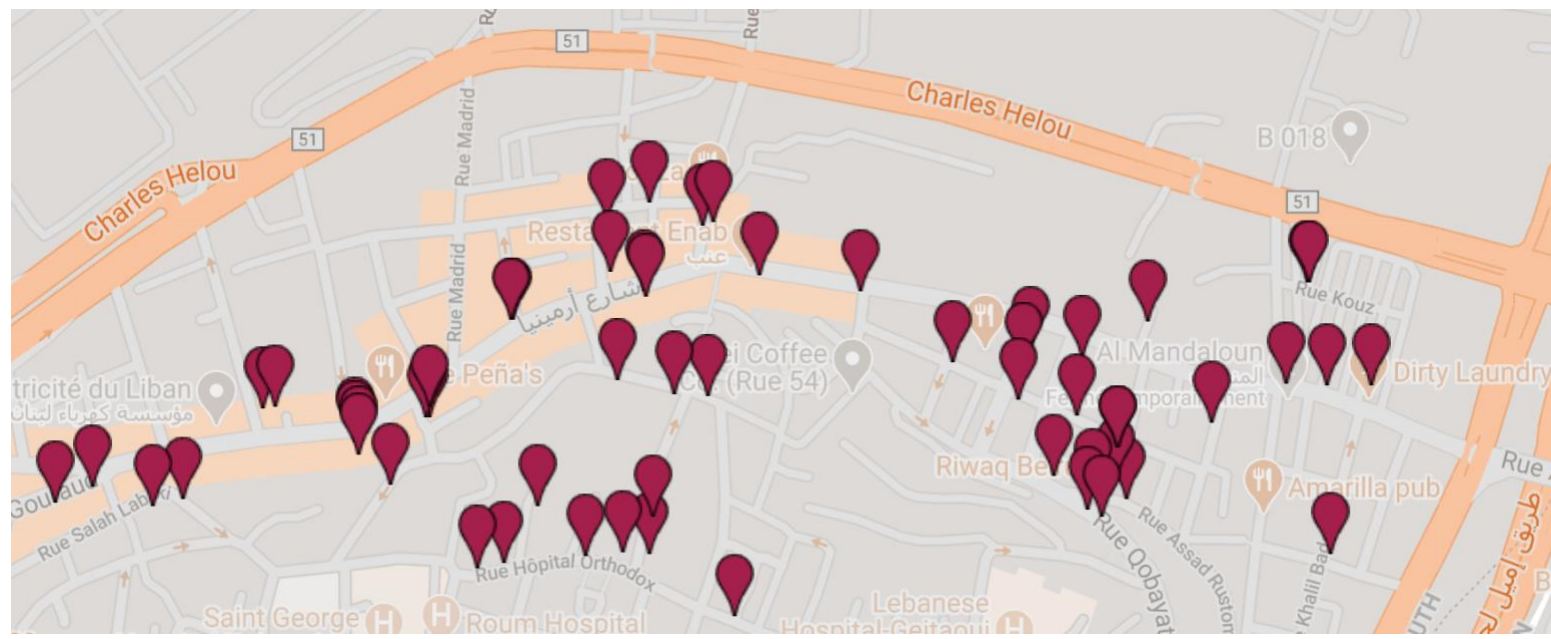


2020

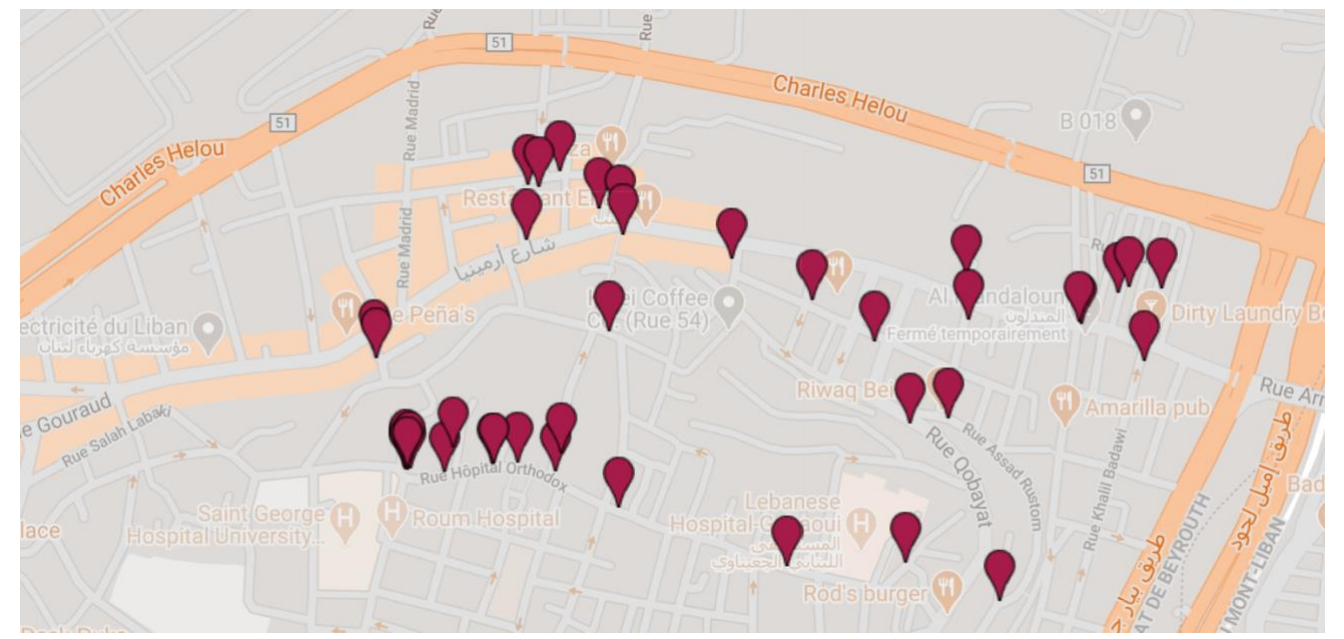


Personal Services

2015

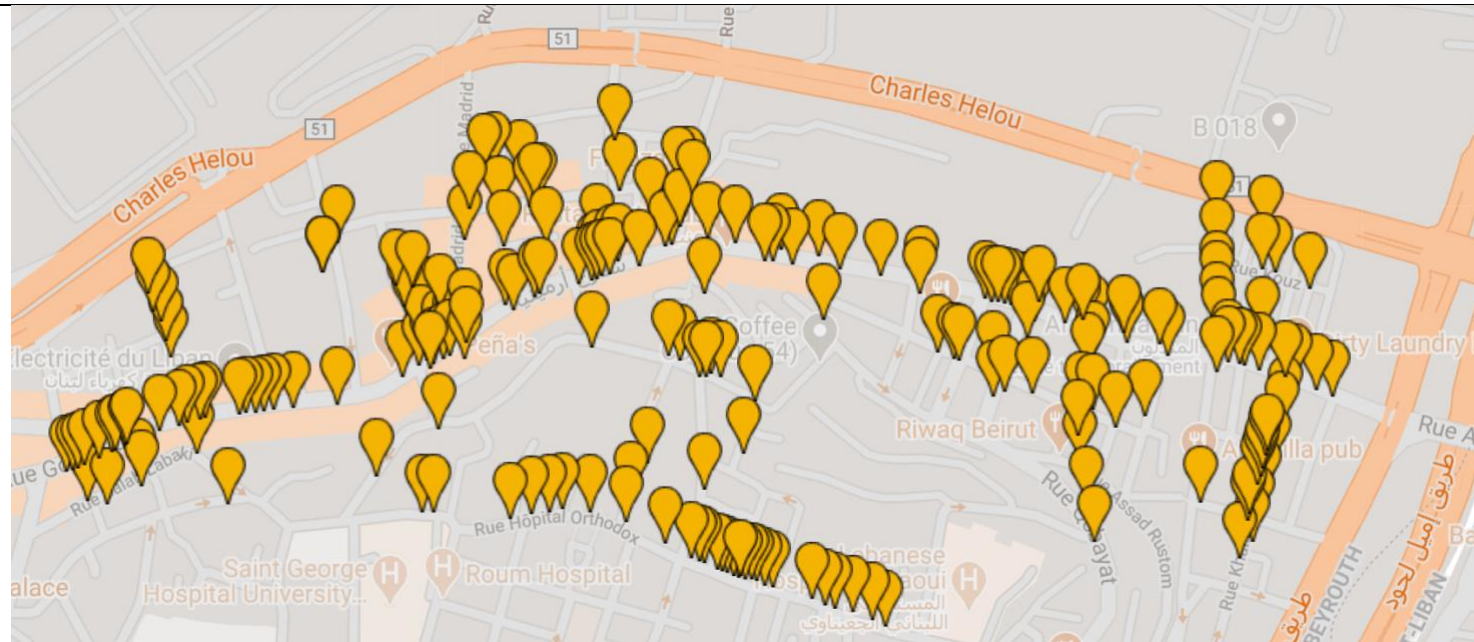


2020

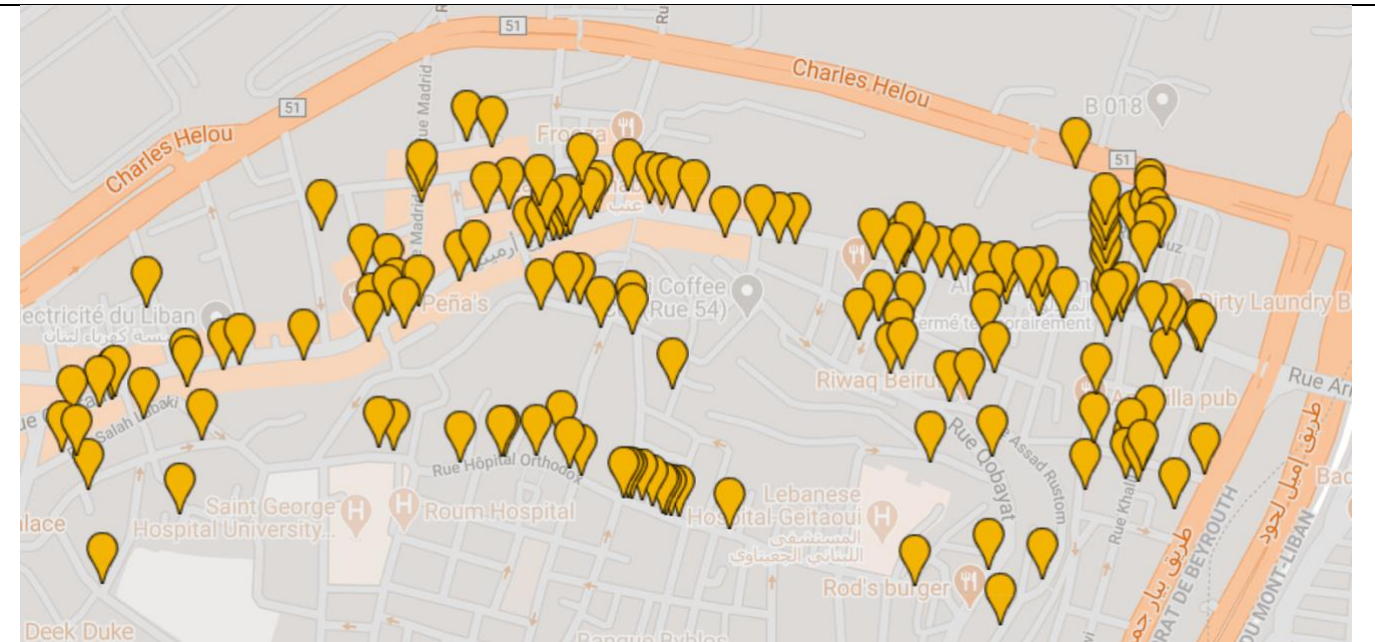


Traditional Commerce

2015



2020



Study # 4- Assessing the Food and Beverage (F&B) Sector in Mar Mikhael after the explosion

Raymond Bou Nader (PhD, Stat, USJ)

Nizar Hariri (PhD, Econ, USJ)

Rim Haidar (MA, Econ, USJ, OURSE)

Highlights

- 88 pubs, coffee shops and restaurants in Gemmayzé and Mar Mikhael were surveyed
- **46.6%** of the F&B businesses are still not operational after the explosion.
- The state has not assessed the damages of **71.6%** F&B businesses.
- 20% of the F&B businesses assessed saw their turnover decrease **between 31% and 50%**.

1. Introduction

This paper aims at assessing the Food and Beverage (F&B)²³ sector in Mar Mikhael after the Beirut port explosion that has largely impacted and reshaped the neighborhood. The F&B sector is particularly important in the case of Mar Mikhael which was one of the most attractive hubs in Beirut for bars, restaurants, coffee shops, and other recreational activities.

The Beirut port explosion caused a great deal of damage to the country's economy, its population, and the living conditions. The immediate effect was translated by people's decreased access to basic needs. Hence, the explosion has exacerbated the existing health (Covid-19) and economic crises.

In response to the explosion, actions should consider the vulnerability of the victims and the physical characteristics of the damaged area. Hence, the assessment in this paper presents an integrated vision of the explosion's impact aiming to provide a multidisciplinary response that tackles both dimensions stated above.

The first component of the integrated vision seeks to study the social and psychological vulnerabilities of the affected populations, in particular the identification of the vulnerability factors (health, education, right to housing). The second component refers to the study of socio-economic

²³ In the remainder of the paper, the acronym F&B will be used to refer to Food and Beverage.

structures in the impact area, in particular the destruction of activities and productive infrastructure, the underutilization of labor, and the decrease of the sources of income and social protection.

Our assessment of the F&B sector in Gemmayzeh and Mar Mikhael is part of this logic of complementarity between these recreational activities, which were at the heart of the economic field of the destruction zone, and their social functions as privileged places of the socialization and the "neighborhood life".

Recent studies on the recreational economy of Mar Mikhael already showed insurmountable tensions between these economic spaces and the resident populations, the high places of nightlife being particularly perceived by residents as risk factors threatening the quality of life in their neighborhoods [Medneta, 2014]. However, the closure of these spaces following the explosion has left an economic and social vacuum which, according to many residents, could jeopardize the viability of their neighborhood.

Already suffering from the double effects of the economic crisis and the health crisis (Covid-19), bars, restaurants and cafés were threatened to go bankrupt prior to the explosion. As a matter of fact, their costs increased considerably (with the depreciation of the Pound and the price of imported drinks being multiplied by 5) as well as low occupancy and average bill per customer. Nevertheless, the emergence of local alcohol brands helped the sector to keep its costs manageable and to serve customers already suffering from the inflation, rising unemployment, and purchasing power that has been eroded.

Customers in this sector, pointed that the recreational activities in Gemmayzeh and Mar Mikhael were never limited to a simple search for nightlife, as these spaces offered their customers opportunities for socialization, networking, and appropriation of public spaces. For instance, a recent study on the mobility of passers-by in Mar Mikhael showed that urban space could also be approached from a gender perspective, being a space in which a gender's right to the city is negotiated [Elsa Cardona, 2016]. Moreover, despite the social distancing measures imposed sporadically since 2020, it is undeniable that the presence of the rebellions of October 2019 affected the nightlife in the districts of Gemmayzeh and Mar Mikhael, because of their proximity to the protest squares in the city center until the day before the explosion of August 4. Furthermore, from the point of view of their social functions, bars, coffee shops and restaurants in Gemmayzeh and Mar Mikhael functioned both as commercial establishments and community centers or "third places" [Oldenburg, 2001]. These third places are social places that people can regularly visit and in which they can freely communicate with friends, neighbors and even strangers, as opposed to the intimate space of the house (first place) and

professional space (second place). In periods of confinement, social distancing, and teleworking, these third places have proven to be vital spaces for the Lebanese population in general, and in particular for the protesters since the October revolution.

The main objective of this paper is to provide an overview of the post-explosion on the F&B sector in Mar Mikhael. To do so, we will be focusing on the results of a survey conducted in December 2020.

The remainder of this paper is structured as follows. In section 2, we describe the methodology as well as the sample's characteristics. Section 3 presents the survey's main findings, and section 4 concludes.

2. Brief description of the methodology and the sample

The survey was conducted in December 2020 via phone calls and online link. Besides the fact that the pandemic hinders pollsters' performance, this methodology was chosen because it allows higher response rates knowing that many businesses left the neighborhood and others were not operational after the explosion.

1.1. Response rate

Despite the multiples crises Lebanon is facing, the response rate was important (88 F&B businesses were assessed), keeping in mind that when surveying SMEs, the expected response rate is low [Graafland et al, 2003; Spence & Lozano, 2000].

1.2 Localization of the F&B businesses assessed

Furthermore, as shown in figure 1 below, 29% of the F&B businesses assessed were in Gemmayzeh while 71% were in Mar Mikhael. The latter is considered a natural extension of the former, and both were similarly impacted by the explosion as shown in figure 2.

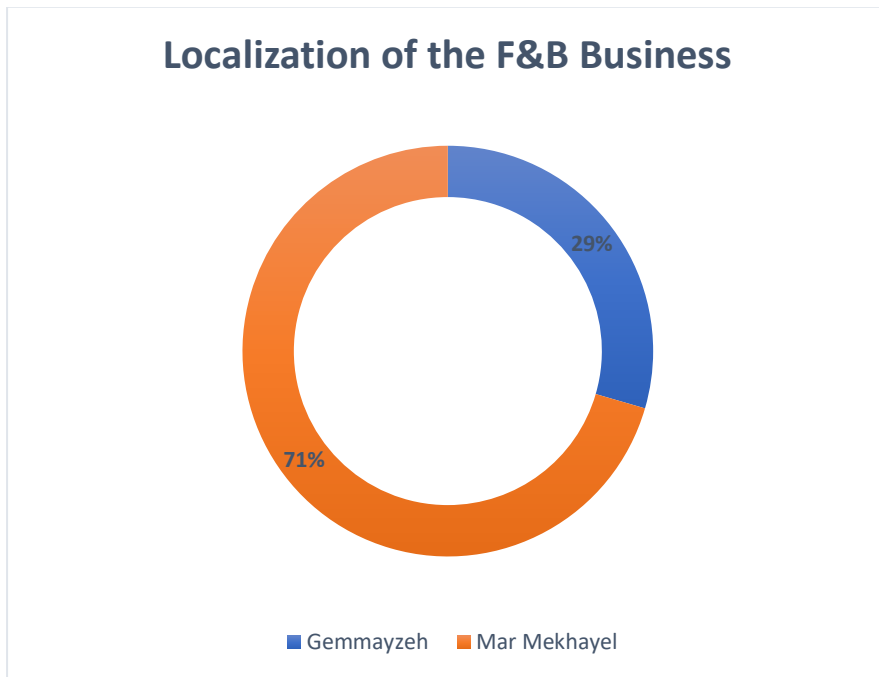


Figure 1- Localization of the F&B business

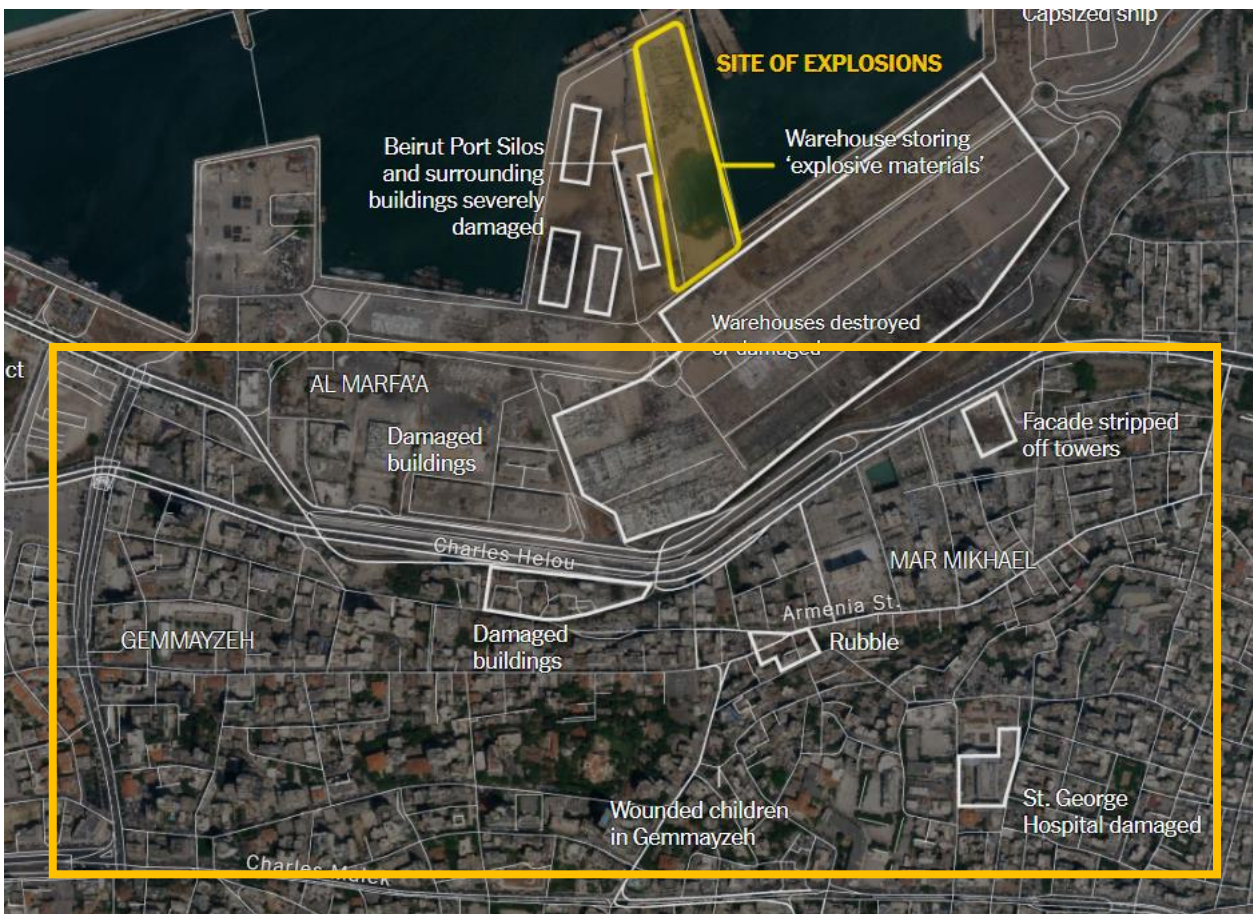


Figure 2- The New York Times' mapping of the damages of the Beirut explosion

1.3. Types of the F&B businesses assessed

Most of the F&B businesses assessed were restaurants. Indeed, restaurants constituted 67.1% of the sample while pubs, snacks, and coffee shops constituted respectively 15.9%, 10.2%, and 6.8% of the sample (figure 3).

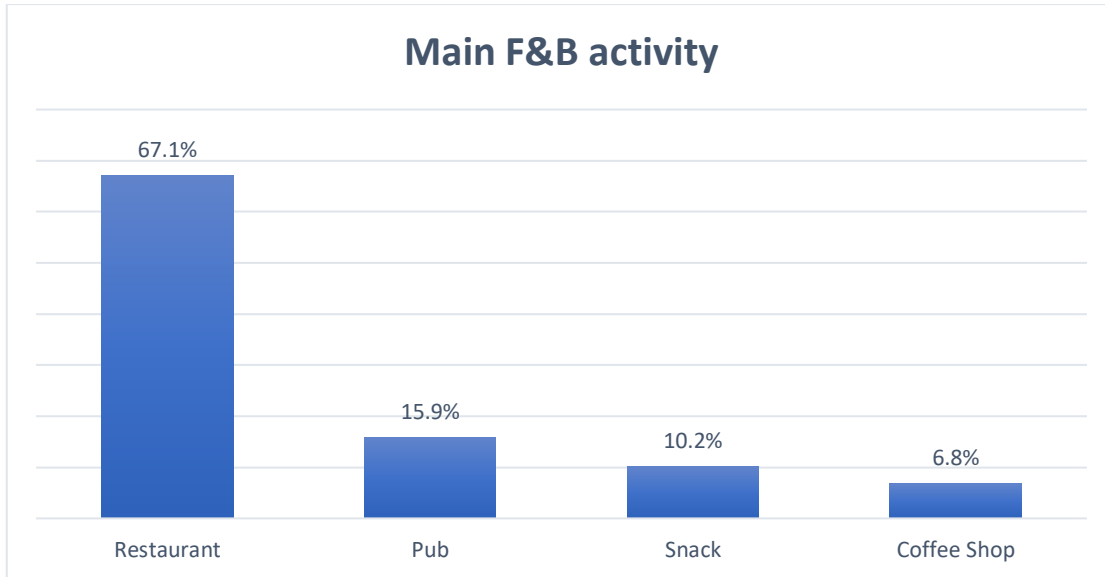


Figure 3-Main F&B activities

1.4. Age of the F&B businesses assessed

79% of the F&B businesses assessed have been established in the area between 1 and 6 years ago (figure 4).

What is the age of your firm?

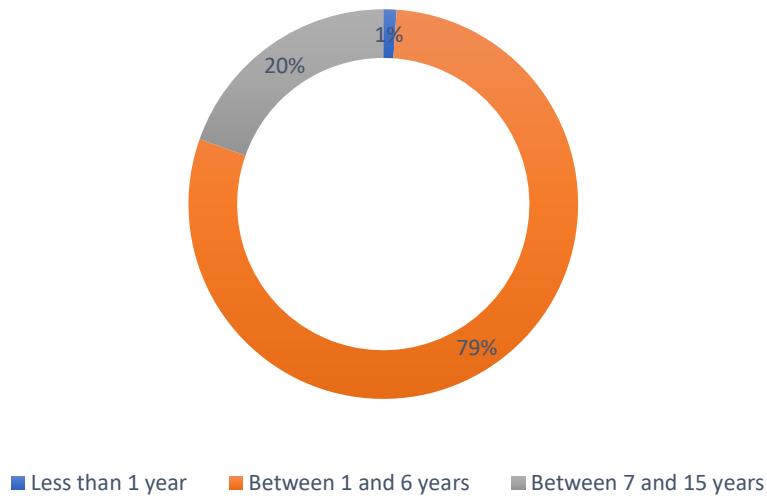


Figure 4- Age of the surveyed F&B businesses

2. Main results

2.1. Operationality of the F&B businesses assessed

Many F&B businesses are still not operational after the explosion alongside the pandemic. In fact, 46.6% of the F&B businesses were still not operational at the time of the study, while 4.5% of the F&B businesses assessed were partially operational and 48.9% operational (figure 5).

Regardless of the COVID pandemic, are you still operational after the explosion of August 4, 2020?

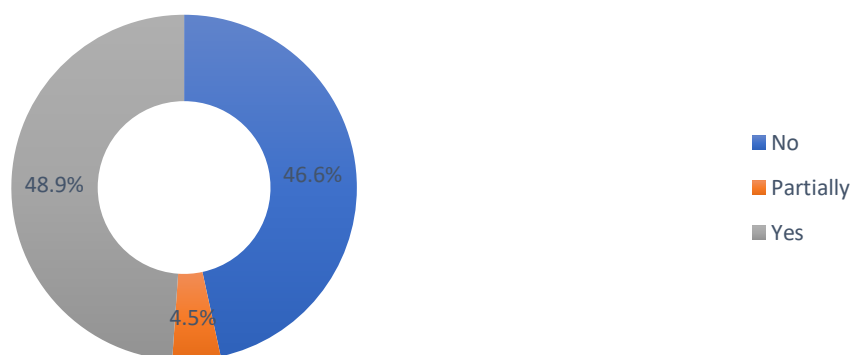


Figure 5- Operationality of the F&B businesses after the explosion

For the business that have reopened, they took 3 to 6 weeks after the explosion to reopen (figure 6).

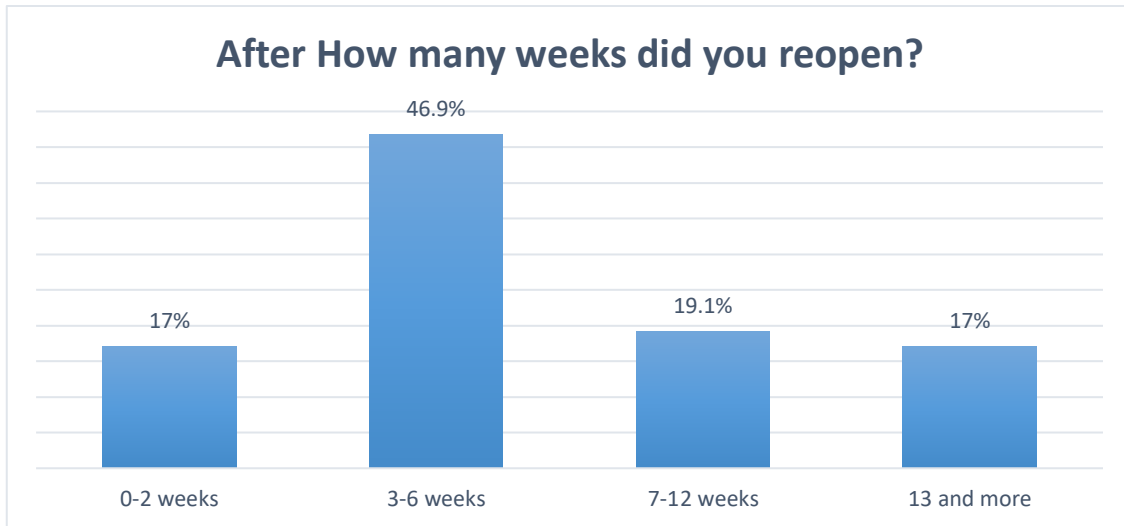


Figure 6- Weeks until the reopening of the F&B businesses after the explosion

2.2. Unemployment

F&B businesses located in Mar Mikhael faced an important loss of permanent employees, which further exacerbates the unemployment rate in the neighborhood. In fact, after the explosion, the number of F&B businesses operating without any employee²⁴ has increased by 66.4% (figure 7).

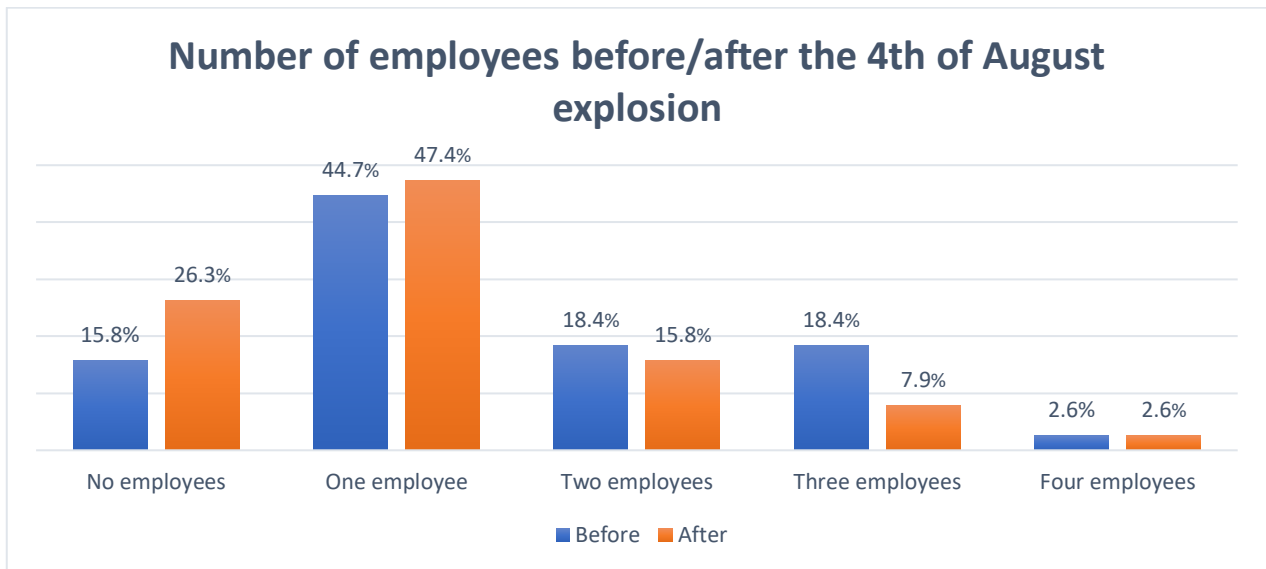


Figure 7- Number of employees before/after the 4th of August explosion

The F&B businesses operating without any employees were mainly snacks. 33.3% of coffee shops operate without any employee after the explosion while 66.7% of them operate with a sole employee (figure 8).

²⁴ The owner operates and manages the F&B business.

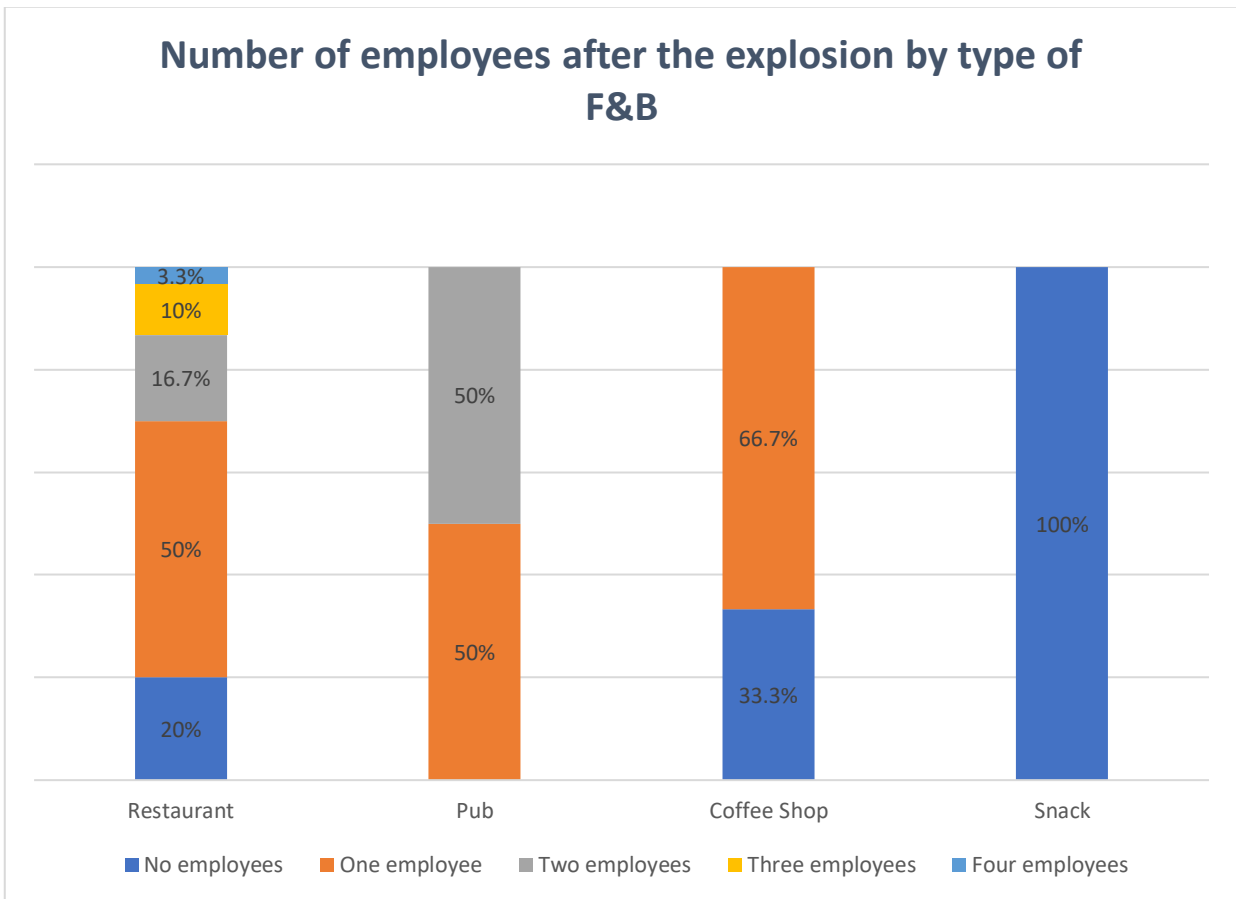


Figure 8- Number of employees after the explosion by type of F&B

Part-timers were also victims of the explosion. As a matter of fact, the number of F&B businesses operating with 2 to 4 part-timers has decreased by a significant 28% (figure 9).

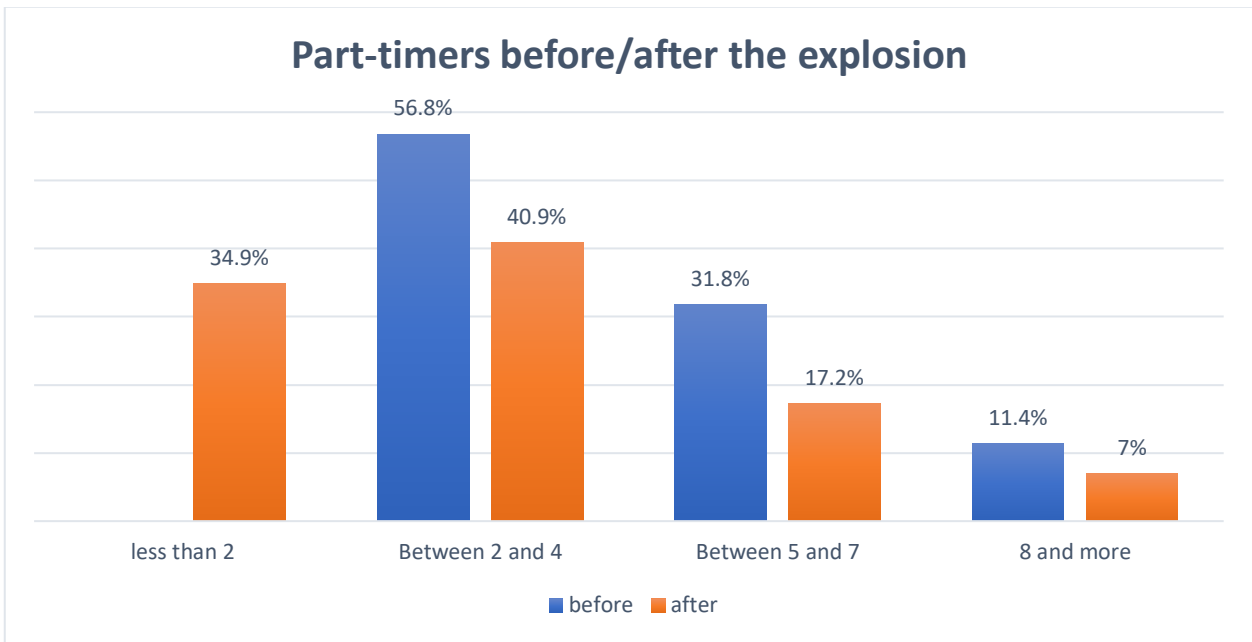


Figure 9- Part-timers before/after the explosion

2.3. Viability of the surveyed F&B businesses

Most of the F&B businesses (47%) witnessed a drop in their turnover by 15% and less. Another 20% of the F&B stores assessed saw their turnover decrease between 31% and 50% (figure 10).

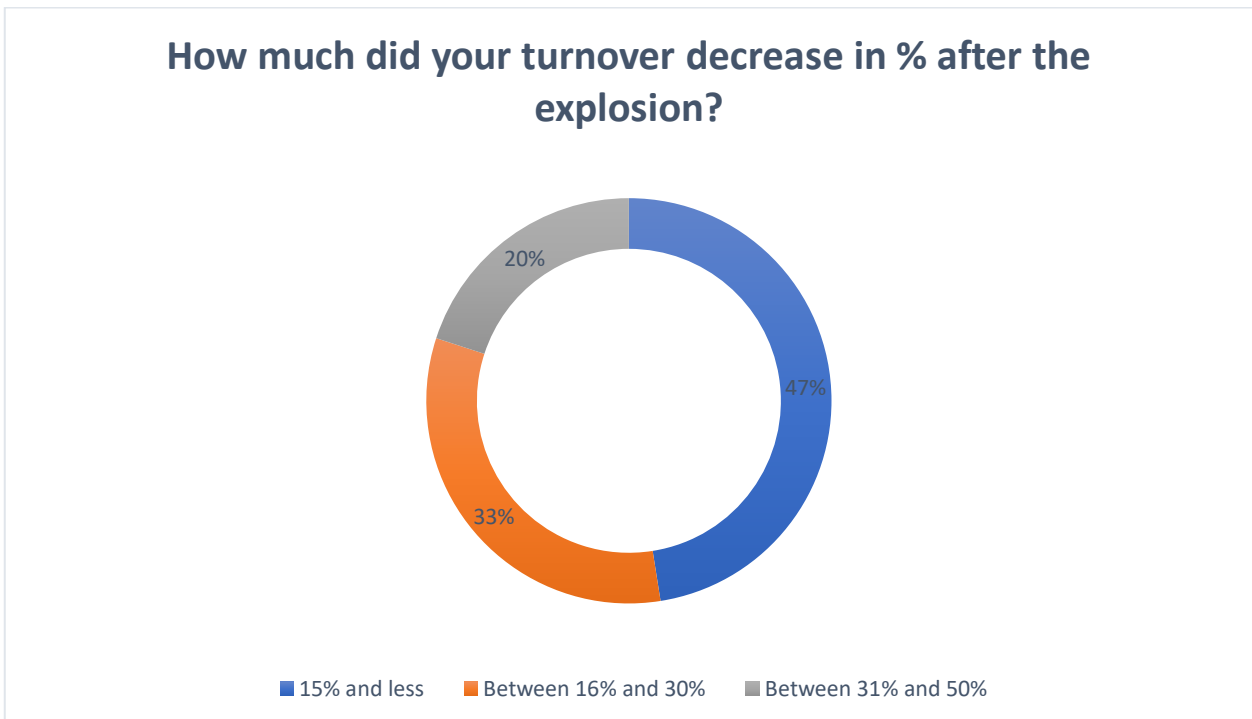


Figure 10- Decrease of the F&Bs' turnover in % after the explosion

More than half of the F&B businesses' owners estimate the damages on their businesses between 10,000 and 20,000 USD after the explosion (figure 11). It is crucial to note that 64.2% of the damage estimations were conducted by private companies that oversaw the renovation, while 39.5% were made by NGOs. Besides the army, the state only contributed to estimate the damages of 21% of the F&B assessed firms through The Higher Council of Rescue. The F&B businesses that were not examined by the Lebanese Army nor The Higher Council of Rescue constituted 71.6% of the sample. Hence, the private and non-governmental initiatives were more renowned in the neighborhood than the state ones.

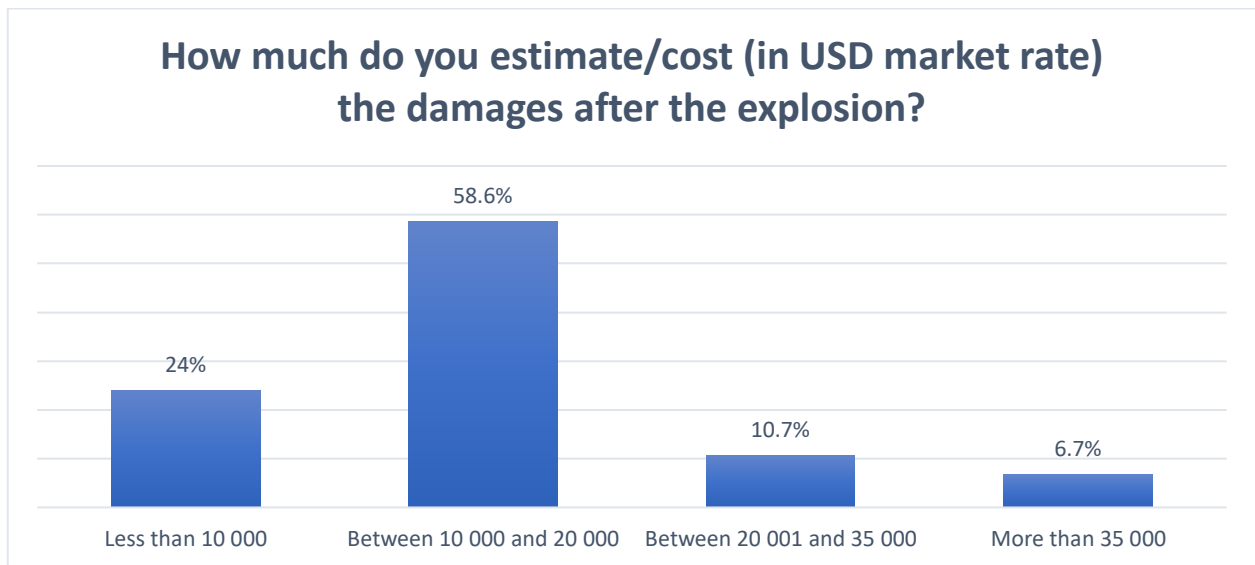


Figure 11- Cost of the damages

Despite the considerable decrease in turnover as well as the high cost of the damages, most F&B businesses have not managed to reduce their rental fees after the explosion (figure 12).

Following the explosion by how much did you manage to reduce in % your rental fees?

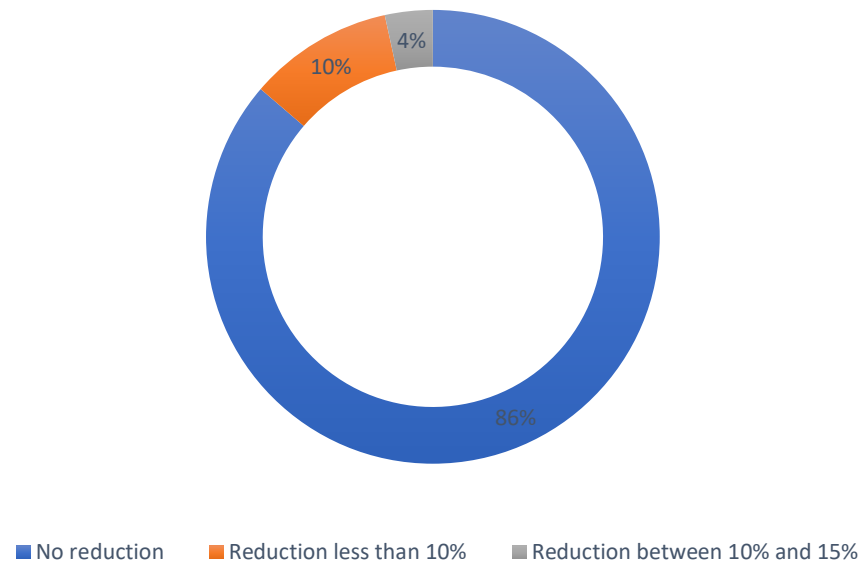


Figure 12- Reduction in rental fees after the explosion

Therefore, F&B businesses in the neighborhood do not seem viable on the long term except if serious and sustainable measures are taken to revive them.

2.4 Prospective analysis and implications on the neighborhood

Nearly half of the F&B businesses' representatives will not reopen their businesses (48.8%) or are unsure if they will reopen (2.4%) as shown in figure 13.

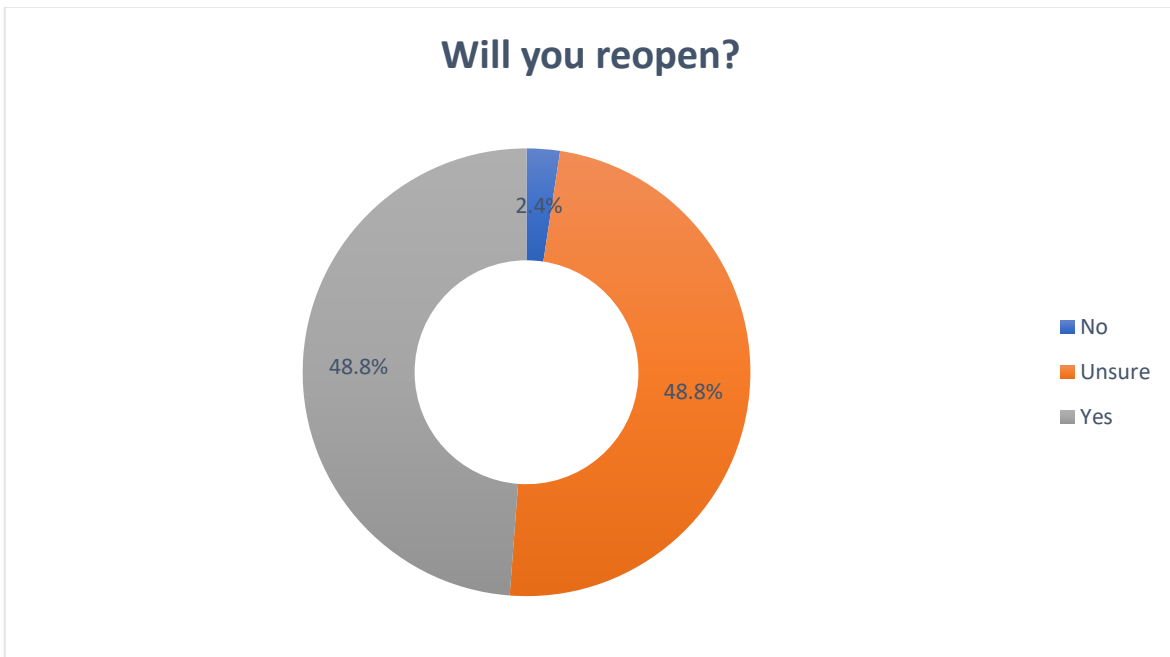


Figure 13- Willingness to reopen the F&B business

Despite the evident non-viability of most the F&B businesses assessed, 65% of the F&B business owners are reluctant to sell their businesses (figure 14).

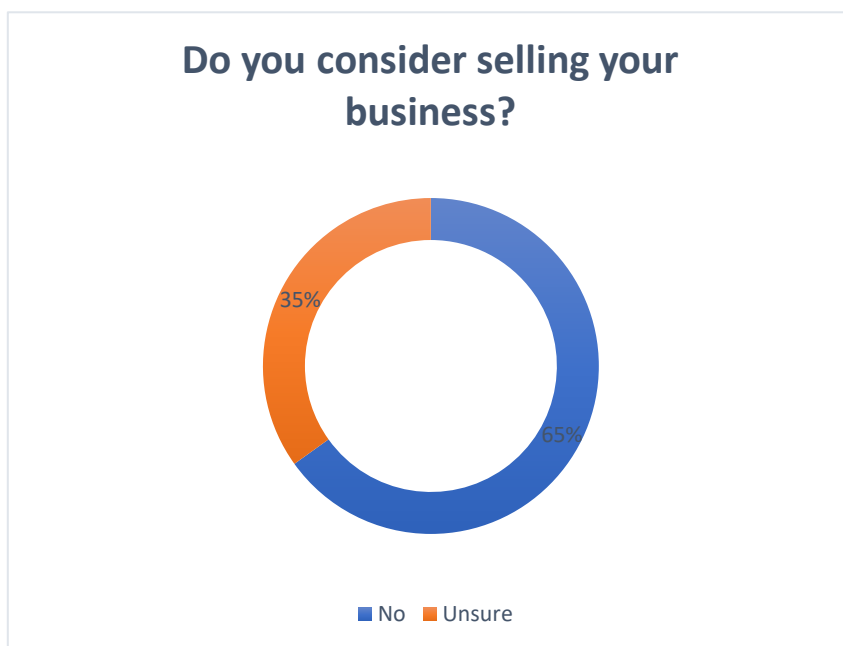


Figure 14- Willingness to sell the F&B business

Besides reshaping the neighborhood, the drastic decrease in the number of F&B businesses will also change the type of visitors in Mar Mikhael. Customers of F&Bs are typically young adults and adults

(figure 15) and they will be less attracted to the neighborhood with the disappearance of the F&B outlets.

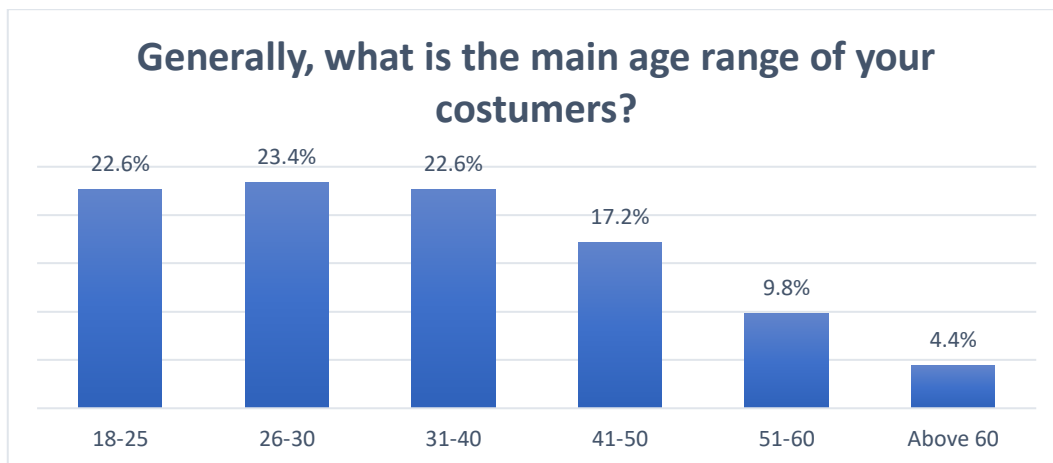


Figure 15- F&B's costumers age range

Conclusion

To sum it up, F&B businesses in Mar Mikhael were severely damaged by the blast and might not survive on the long run.

Nearly 50% of the F&B businesses are non-operational or only partially operational after the explosion.

The unemployment rate in Mar Mikhael has further exacerbated after the explosion. Since most businesses in Mar Mikhael are SMEs and micro-small businesses, it is highly likely that the most affected employees are the ones belonging to the lower and low-middle classes as they typically work in small-scale businesses.

Even though most F&B business owners are reluctant to sell their businesses, they might not overcome the challenges ahead unless serious and sustainable measures are taken to ensure their viability. These measures are unlikely to be done by the state since private and non-governmental initiatives were much more prominent in the neighborhood than public ones.

Unfortunately, the neighborhood might lose its identity as a hub for F&B activities and might lose its attractiveness, which will reflect on its visitors in terms of type and age range.

References

- Avgerinou-Kolonias, S. (2016). The MEDNETA project, from heritage to artistic creation. *Economia della Cultura*, 26(1), 175-180.

- Cardona. E. (2016). Qualitative study on gender inequality in the public space in the neighborhood of Mar Mikhael. Gaia Heritage.
- Graafland, J., Van de Ven, B., & Stoffele, N. (2003). Strategies and instruments for organising CSR by small and large businesses in the Netherlands. *Journal of Business Ethics*, 47(1), 45-60.
- Oldenburg, R. (Ed.). (2001). *Celebrating the third place: Inspiring stories about the great good places at the heart of our communities*. Da Capo Press.
- Spence, L. J., & Lozano, J. F. (2000). Communicating about ethics with small firms: Experiences from the UK and Spain. *Journal of business ethics*, 27(1), 43-53.

Study #5

Pre- and post-explosion analysis of the Lebanese labor market

Ahmad Dirani

Cette étude résume les résultats d'une enquête menée par LOWER en septembre 2020 auprès de 1189 entreprises, portant sur 11 809 travailleurs, dans un rayon de 2 Km autour du port, dans une zone de Beyrouth allant de Ain-el-Mrayssé à Burj-Hammoud. Elle montre que 1872 travailleurs ont été licenciés (soit 15,8%) dont 1680 de manière définitive, et que 30% des entreprises ont pratiqué des baisses de salaires après l'explosion. L'enquête a été complétée par des entretiens avec les syndicats et les organisations professionnelles, les bureaux de services et les associations d'employeurs opérant dans le port de Beyrouth. Le nombre total de ces travailleurs dans ces diverses professions et secteurs à la veille de l'explosion serait de 8 507 selon les syndicats et organisations professionnelles, de 7 413 selon l'enquête de Lower, et le nombre de ceux qui ont cessé de travailler à la suite de l'explosion de 4 188 personnes. Les habitations de plus de 350 travailleurs journaliers du port vivant dans des zones adjacentes au port ont été endommagées et la plupart d'entre elles sont devenues inhabitables.

واقع سوق العمل في لبنان

قبل الانهيار المالي والاقتصادي وانتفاضة 17 تشرين الثاني 2019؛
بعد الانهيار المالي والاقتصادي، تفشي جائحة كورونا، وتفجير مرفأ بيروت في 4 آب

يقدم هذا النص:

- موجزاً عن أبرز سمات النظام الاقتصادي في لبنان، والأعطاب البنيوية في نظامه السياسي؛
- آثار الحرب الأهلية والانقسام السياسي الأهلي المستمر على واقع المؤسسات الدستورية والتشريعية والتنفيذية، والنتائج الاجتماعية على المجتمع اللبناني ومؤسساته الرقابية والمحاسبية، والهيئات النقابية وعلى علاقات الاجتماع اللبناني عامة؛
- أبرز سمات سوق العمل في لبنان قبل وعشية تسارع الانهيار المالي والاقتصادي الذي أدى إلى انتفاضة 17 تشرين الثاني 2019؛
- أبرز نتائج الانهيار المالي والاقتصادي وجائحة كورونا وتفجير مرفأ بيروت على واقع سوق العمل في لبنان.

1 - السياق الاقتصادي والسياسي والاجتماعي

دمّرت الحرب الأهلية في لبنان مساحات التلاقي الاجتماعي والروابط التي نُسجت على امتداد السنين بين فئات المجتمع اللبناني خارج المحميات الطائفية. طال الدمار الأحياء والمناطق السكنية المختلطة والنقابات والجمعيات المختلطة، وأدى إلى تفتيت وتقسيم الجامعة اللبنانية وإلحاق المؤسسات التعليمية بالمرجعيات الطائفية المهيمنة في مناطقها. لم يكن من الممكن بناء دولة في ظل نظام طائفي محاصصاتي يعطل الأدوار التشريعية والتنفيذية ويساهم في استمرار الانقسام الأهلي. تعطلّ دور هيئات الإشراف على التوظيف والرقابة والتفتيش في القطاع العام والوزارات (مجلس الخدمة المدنية، هيئة التفتيش المركزي...) في لبنان بسبب تعثرّ بناء الدولة. وتراجع دور القضاء واستقلالته بسبب التدخلات السياسية في شؤونه.

أبرز المؤسسات العامة التي تعطلّ دورها:

- المجلس الاقتصادي الاجتماعي المعني بالحوار الاجتماعي بين مكونات المجتمع اللبناني وقطاعاته المنتجة؛
- الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي الذي يعاني من مشاكل إدارية ومالية أدت إلى تراجع دور الدولة في تقديم الرعاية والخدمات الاجتماعية والتعليمية وأدخلت الضمان الاجتماعي في أزمة مالية وترهّل إداري أثر بشكل كبير على مستوى الخدمات للمضمونين ؛
- لجنة مؤشر غلاء المعيشة، المعنية بتحديد واقتراح الزيادات على الرواتب وتحديد الحد الأدنى للأجور على ارتفاع الأسعار؛
- المؤسسة الوطنية للاستخدام، وهي المخوّلة حصرأً، بموجب قانون إنشائها، تنظيم سوق العمل والدراسات في لبنان، وتحديد المهن والقطاعات المسموح تشغيل عمالة وافدة فيها، وتوفير فرص العمل وتنظيم العلاقة الوظيفية بين العمال وأصحاب العمل. أدى غياب دور هذه المؤسسة إلى فوضى كبيرة في سوق العمل.

ويبقى الأبرز مجتمعياً، تدمير ثقافة المواطنة وتراجع مفهوم المواطن في دولة الحقوق والواجبات إلى مفهوم الرعايا وأبناء الطوائف والمذاهب، والحصول على الخدمات من خلالها ومن خلال الاستزلام للزعيم، والانتصار للطائفة على حساب الوطن، ولزعامات الطوائف وسلطتها على حساب سلطة الدولة ومرجعيتها.

لا بد من الإشارة هنا إلى سياسة تدمير الاتحاد العمالي العام وفرض الهيمنة والوصاية عليه من قبل الطبقة المسيطرة وجميع مرجعياتها الطائفية والمذهبية، حيث بات اتحاد طوائف ومذاهب بدل أن يكون اتحاد نقابات العمال وممثلاً لمصالحهم. أدى هذا الأمر إلى تعطلّ أدواره، لا سيما الدفاع عن مصالح العمال وديمومة عقود العمل وإيجاد فرص عمل جديدة وانسحابه من مواجهة سياسات الدولة المولّدة للاختلالات الاقتصادية والاجتماعية التي تراجع دورها في الرعاية والحماية الاجتماعية.

وقد فاقمت جائحة كورونا الآثار السلبية على الاقتصاد والوضع الاجتماعي في بلد لا يملك إدارة سياسية أو نظام دولة فعالاً أو اقتصاداً منتجاً يمكنه تحمّل أعباء التعطيل القسري بسبب كورونا.

إن تفجير المرفأ في 4 آب، الذي أودى بحياة 200 شخص وجرح الآلاف وألحق أضراراً بمليارات الدولارات، هو أوضح مثال حتى الآن على الأخطار الجسيمة التي يمثلها الفساد المزمن وسوء الإدارة الذي ترك اللبنانيين في حالة خلل وظيفي وخدمات سيئة واقتصاد منههار.

2 – واقع سوق العمل في لبنان قبل الانهيار الاقتصادي والمالي وانتفاضة 17 تشرين 2019

- نعرض في ما يلي واقع سوق العمل في لبنان للقطاعات والفئات التالية:
- القطاع العام: الموظفون المثبتون (الملاك) والمتعاقدون والمياومون في الأسلاك المدنية والعسكرية وفي الوزارات والمؤسسات والإدارات العامة؛
 - القطاع الخاص: العمالة النظامية وغير النظامية؛
 - القطاع الأهلي؛
 - العمالة غير اللبنانية: الفلسطينية والسورية والعربية الأخرى والعمالة المنزلية والعمالة الأجنبية والمهاجرة؛
 - البطالة في لبنان.

1. توزّع الموظفين في القطاع العام:

ثمة 318 ألف موظف وأستاذ وعسكري و70 ألف متقاعد و41 ألف متعاقد في قطاعات التعليم، ينظّم "قانون الموظفين – المرسوم 112" عملهم وحقوقهم، بالإضافة إلى مئات المتعاقدين والمياومين في الوزارات (عدد غير معروف)، لا يخضعون لقانون العمل. لا أحد يعرف عدد موظفي القطاع العام بدقة، حتى المؤسسات الرقابية والمالية، وذلك بسبب التوظيف السياسي الذي تغطيه المرجعيات المعنية. لقد بلغ عدد موظفي القطاع عبر صيغة التعاقد والعمل المياوم 11 ألف موظف تقريباً، يُضافون إلى العدد الوارد أعلاه (باعتراف لجنة المال والموازنة النيابية) خلال مرحلة الإعداد للانتخابات النيابية الأخيرة التي أتجت المجلس النيابي الحالي.

موظف وأستاذ وعسكري	متقاعد (قطاعات التعليم)	متقاعد (قطاعات أخرى)	المتعاقدين والمياومين
318000	41000	70000	111000

- 120 ألف موظف في الجيش والقوى الأمنية:
- 58353 ألف موظف وأستاذ في ملاك التعليم الرسمي؛ 41761 متعاقد في جميع مراحل التعليم؛²⁵

²⁵ إحصاءات المركز التربوي للبحوث والإنماء لعام 2017-2018.

- 25 ألف موظف في الإدارات العامة (الوزارات): تحوم التباسات حول هذا الرقم بسبب التوظيف السياسي ومخالفة قرارات إيقاف التوظيف أو التوظيف بعيداً عن مرجعيات التوظيف (مجلس الخدمة المدنية، وأحياناً بدون علم مجلس الوزراء) بسبب الصلاحيات الممنوحة للوزراء والمديرين العامين في التعاقد مع موظفين وعاملين من خارج التوظيف الرسمي في الملاك.
- 115 ألف موظف وعامل في المؤسسات والإدارات العامة والبلديات (مؤسسة كهرباء لبنان، مصالح المياه، النقل، المشروع الأخضر...);
- 70 ألف متقاعد أغلبهم عسكريون.

موظف في الجيش والقوى الأمنية وعسكري	موظف وأستاذ في ملاك التعليم الرسمي	موظف في الإدارات العامة (الوزارات)	ألف موظف وعامل في المؤسسات والبلديات	المتقاعدين والمياومين
120000	58353	25000	115000	11000

2. ملاحظات توضيحية حول التوظيف في القطاع العام:

قرر مجلس الوزراء عام 1997 إيقاف التوظيف في القطاع العام، واستمر الأمر سنوات، على خلفية النهج النيوليبرالي في تصفية القطاع العام وتحويل عقد العمل الدائم فيه إلى عقد عمل مؤقت. فشل هذا الاتجاه بفرض نفسه بسبب موجة الرفض الواسعة له، وبتنا أمام معضلة تمثلت باستمرار منع التوظيف الرسمي المُعلن في القطاع العام وتزايد الحاجة للتوظيف بسبب التقاعد السنوي للموظفين ونشوء حاجات جديدة في عمل الإدارات. وبدلاً من العودة إلى التوظيف المضبوط تحت إشراف الهيئات الرقابية ومجلس الخدمة المدنية المناط به إجراء مباريات لاختيار الأكفأ تواطأ السياسيون المرجعيات الطائفية لفتح التوظيف بلا حسيب أو رقيب أمام الوزراء والمديرين العامين ومن دون مباريات، تحت مُسمى التعاقد والعمل المياوم، وتوظيف جماعاتهم والمحاسيب. فنشأت في لبنان ظاهرة المتقاعدين والمياومين أدت إلى حشو المؤسسات بموظفين لا لزوم لهم وخراب الإدارة العامة ومستوى الوظيفة والتفقت من القوانين ومؤسسات الرقابة بسبب حماية المرجعيات السياسية للموظفين، فترجع أداء القطاع العام وتردى بشكل مريع. لا تحصل هذه الفئة (العمال المياومون أو المتقاعدون) على أي تقديرات صحية أو اجتماعية ومعظمها يتقاضى الراتب مرة في السنة، ويمكن تصنيفها ضمن العمالة غير النظامية المحرومة من جميع أنواع الحماية الاجتماعية، وهذا حال المتقاعدين في قطاعات التعليم.

3. القطاع الأهلي:

يشمل المؤسسات والجمعيات المدنية والأهلية اللبنانية، والمؤسسات والمنظمات الدولية العاملة في لبنان، والأحزاب السياسية. يضم نحو 11 ألف موظف يخضعون إلى قانون العمل اللبناني الذي ينظم علاقات العمل وحقوق العمال وإلى قانون الضمان الاجتماعي. يُلاحظ عدم تسجيل جمعيات محلية ووطنية كثيرة موظفيها الدائمين في الضمان الاجتماعي، الأمر الذي يجرمهم من الرعاية الصحية والتعويضات العائلية وتعويضات نهاية الخدمة²⁶. وتتشارك الجمعيات المحلية وبعض الجمعيات والمؤسسات الدولية في عدم تسجيل العاملين بعقود عمل مؤقتة ومحددة المدة وعقود عمل

²⁶ بلغت نسبة الشكاوى والاستشارات التي وردت من موظفين وعاملين في الجمعيات إلى الوحدة القانونية في المرصد اللبناني لحقوق العمال 35 % من العدد الإجمالي الواردة وجميعها كانت لعدم تسجيلهم في الضمان الاجتماعي.

جزئية في الضمان الاجتماعي. يخالف هذا الأمر قانون الضمان الاجتماعي الذي ينص على حق كل من يعمل في التسجيل في الضمان باستثناء عقود العمل الاستشارية التي لا تتطلب من أصحابها المداومة في مقر المؤسسة أو الخضوع للتبعية الإدارية والتوجيهات اليومية.

4. القطاع الخاص:

تتضارب الأرقام والإحصاءات المتعلقة بعدد العاملين في القطاع الخاص. تقدر بعض مراكز الدراسات اللبنانية عددهم بنحو مليون عامل (حسب تقرير الإحصاء المركزي 2018-2019، يبلغ حجم القوى العاملة 1.794 مليون، يعمل منهم 1590400).

يبلغ عدد القوى العاملة الإجمالي - من 15 سنة وما فوق - يبلغ 1202571 عاملاً وعاملة²⁷ بحسب تقديرات منظمة العمل الدولية.

5. توزع القوى العاملة الفعلية حسب الوضع في المهنة - عقد العمل:

الوضع في المهنة	النسبة المئوية
رب عمل يستخدم أجراً	5.1
يعمل لحسابه (بمفرده أو بمساعدة أفراد من الأسرة بأجر أو من دون أجر)	28.5
موظف أو أجير شهري	49.1
أجير أسبوعي أو مياوم على أساس الإنتاج	13.0
عامل لدى أسرته بأجر أو من دون أجر	3.3
متدرب أو متمرّن من دون أجر لاكتساب صفة أو مهنة أو لدى جمعية إنسانية	1.0
المجموع	100.0

نلاحظ في هذا الجدول أن 49.1% من العمال لديهم عقد عمل دائم أو شبه دائم وأن 13.0% مياومون أو يتقاضون الأجر على أساس يومي، أي إنهم يقبضون عندما يعملون وإذا لم يعملوا لا يحصلون على الأجر وليس لديهم أي ضمانات أو تقديرات.

يستفيد 49.2% من أحد أنواع الضمانات الصحية، بينما لا يستفيد 50.8% من أي نوع منها، وهؤلاء يشكلون جيش العمالة غير النظامية.

جمعت هذه الأرقام من دراسة منظمة العمل الدولية المذكورة أعلاه.

6. العمالة غير اللبنانية:

27 دراسة القوى العاملة ومعدلات النشاط الاقتصادي والبطالة - منظمة العمل الدولية.

- العمالة الفلسطينية: يقدر التعداد السكاني الأخير للفلسطينيين في لبنان عددهم بنحو 177 ألف مواطن فلسطيني، بينهم 40 إلى 50 ألف عامل ناشطون اقتصادياً، ومن هؤلاء 10 إلى 15 ألف يعملون داخل المخيمات الباقي (30 إلى 35 ألف) يعملون في سوق العمل اللبناني خارج المخيمات²⁸.
- تعاني العمالة الفلسطينية من الحرمان من العمل في العديد من القطاعات والمهن، لا سيما المهن الحرة (الطب، الهندسة، الصيدلة...). وعلى الرغم من كونهم عمالة مقيمة منذ عشرات السنين ما زال عملهم يتطلب إجازة عمل. وقد صدرت قوانين تعفيهم من شرط الحصول على إجازة العمل لكنها لم تُنفذ بسبب التباطؤ الإداري في وضع مراسيمها التطبيقية. وهم لا يستفيدون من تقديمات الضمان الصحي والتعويضات العائلية.
- تُظهر إحصاءات وزارة العمل منح 169538 إجازة عمل لعمال آسيويين وأفريقيين (غير العمال المنزلية) خلال 2017.
- تعمل 250 ألف عاملة منزلية تقريباً بإجازة عمل ونحو 100 ألف من دون إجازة عمل – بسبب نظام الكفالة، أي نظام عبودية في زمننا.
- يعمل بضعة آلاف العمال من جنسيات عربية مختلفة (مصرية، سودانية...) (مصرية، سودانية...)
- العمالة السورية معقدة وغير واضحة المعالم بسبب الجيرة والدخول غير المنظم. وكان تعدد 400 ألف عامل تقريباً قبل الحرب في سوريا.
- لا يمكن تحديد العدد بعد النزوح السوري بسبب الحرب بدقة، ربما تخطى الـ600 ألف عامل وعاملة.

عليه، تصبح صورة العمالة الإجمالية على الشكل التالي:

- عمالة آسيوية: 100 ألف، بدون الإجازات المتكررة؛
- عمالة منزلية: 350 ألف؛
- عمالة عربية متنوعة: 40 ألف؛
- عمالة فلسطينية 30 ألف؛
- عمالة سورية: 500 إلى 600 ألف.

عمالة فلسطينية	عمالة سورية	عمالة عربية متنوعة	عمالة منزلية	عمالة آسيوية
30000	60000	40000	350000	100000

مليون و120 ألف عامل وعاملة غير لبنانيين

أنتج النظام الاقتصادي اللبناني فرص عمل منخفضة الإنتاجية ولا تحتاج إلى مهارات، حوّلت القوانين والمحسوبيات وانهيار الحركة النقابية لبنان إلى مكان يجذب العمالة الهشة وغير الكفوءة، وسمحت لمكاتب الاستقدام وأصحاب العمل باستغلال العمال والعاملات إلى حد استعبادهم. بالتالي، هذه العمالة محرومة من جميع الضمانات والتقديمات الاجتماعية وتتقاضى رواتب متدنية وتعيش في ظروف معيشية سيئة جداً، ويعود ذلك إلى:

²⁸ المرجع، لجنة الحوار اللبناني والفلسطيني، وهي لجنة رسمية تابعة لمجلس الوزراء اللبناني.

- تعطيل دور المؤسسة الوطنية للاستخدام المناط بها تنظيم العمالة الوافدة وتحديد القطاعات التي تحتاج إلى يد عاملة غير لبنانية، وتنظيم إجازات عملهم بشكل قانوني؛
- دخول العمال بشكل غير قانوني عبر معابر غير شرعية في غياب النظم والقوانين ما أتاح لأصحاب العمل اللبنانيين الإفادة من يد عاملة رخيصة؛
- تنص القوانين اللبنانية على إلزامية تسجيل العمال غير اللبنانيين في الضمان الاجتماعي بدون الاستفادة من تقديماته، ما شجع على عدم تسجيلهم في الضمان، بموافقتهم، الأمر الذي يقلل من الكلفة على أصحاب العمل ويزيد حدة المنافسة مع العمالة اللبنانية.

7. العمالة غير النظامية

- يقدر الإحصاء المركزي في مسح أجراه في 2018-2019 أن 55% من العمالة في لبنان غير نظامية مقابل 45% نظامية؛
- لا تستفيد العمالة غير اللبنانية، بجميع جنسياتها، من الضمان الاجتماعي، باستثناء العمالة الفلسطينية التي تستفيد فقط من تعويض نهاية الخدمة في الضمان الاجتماعي؛
- المتعاقدون مع وزارات الدولة والمؤسسات والإدارات العامة وقطاعات التعليم الرسمي، غير مسجلين في الضمان وغير مشمولين بالتقديمات أو الضمانات؛
- لا يشمل قانون العمل اللبناني العمال الزراعيين وعمالات المنازل.

8. البطالة في لبنان:

- قدر البنك الدولي في 2018 نسبة البطالة بـ 25% بشكل عام و 36% في أوساط الشباب والخريجين؛
- تقدر الإحصاءات الرسمية نسبة البطالة بـ 11% (تقرير الإحصاء المركزي 2018-2019)؛
- تقدر الإسكوا ووزارة العمل نسبة البطالة بـ 16%؛
- تقدر منظمة العمل الدولية نسبة البطالة بـ 25%؛
- يقدر الباحث الاقتصادي البروفسور جاسم عجاقة، في مقالاته في جريدة الجمهورية، نسبة البطالة بـ 35%؛
- يقدر المرصد اللبناني لحقوق العمال والموظفين، اعتماداً على متابعتنا للإحصاءات وحالات الصرف والشكاوى التي تردنا، نسبة البطالة بـ 25% بشكل عام وبين 30% و 35% في صفوف المتعلمين؛
- يقدر د. نجيب عيسى "عدد الذين يدخلون إلى سوق العمل سنوياً بـ 40 ألف منهم 32 ألف جامعي، وينتج سوق العمل اللبناني حسب دراسة للبنك الدولي سنوياً فقط 3500 فرصة عمل جديدة. وهذه الفرص لا تحتاج إلى مهارات ولذلك معظم العاطلين عن العمل من المتعلمين. وهناك فرص عمل تتوافر بسبب الذين يتركون عملهم وهذه ليست فرص عمل جديدة وتقدر بـ 6500 فرصة عمل.

3- أبرز آثار الانهيار المالي والاقتصادي وجائحة كورونا على واقع سوق العمل في لبنان

1. الانهيار المالي والاقتصادي يطلق انتفاضة شعب لبنان وثورة شبابه

انتفض الشعب اللبناني في 17 أكتوبر/تشرين الأول 2019 وثار شبابه ضد السلطة والمنظومة السياسية والطائفية الحاكمة بكل مكوناتها. وصدح صوتهم "كلن يعني كلن" جميعهم مسؤولون، جميعهم فاسدون، جميعهم مجرمون، فليرحلوا جميعاً. كانت هذه الصرخة إعلان لا شرعية هذه السلطة الساقطة أخلاقياً وسياسياً. جاءت الانتفاضة رداً على تدهور الأوضاع الاقتصادية والمالية والاجتماعية والسياسية إلى أدنى المستويات، وإشهار أطراف المنظومة الحاكمة، بجميع مكوناتها السياسية والطائفية، سقوطها وعجزها المطلق عن إجراء أي إصلاح أو تنمية، وإصرارها الوقح على الإمعان في الفساد والنهب وسرقة مقدرات البلد. شكّل الانهيار امتداداً للأزمة المستمرة والمتنامية منذ سنوات، وقد أشرنا في مقدمة هذه الورقة إلى أسبابها البنوية والتاريخية. تسارعت الأزمة خلال 2018 وتفاقم الوضع في 2019 بسبب استمرار السياسات والهندسات المالية ذاتها التي نفذها المصرف المركزي لتعويم المصارف، خصوصاً مصارف أهل السلطة والمنظومة الحاكمة؛ والاستمرار في الفساد والنهب وسرقة مقدرات البلد (في مؤسسة كهرباء لبنان والوزارات والتعهدات والمجالس...)؛ والعجز المدوّي عن الإصلاح مهما كان؛ وتعمّق الانقسام الأهلي والسياسي والنشل في عمل السلطات الدستورية؛ وعدم القدرة على تشكيل الحكومات والعجز عن تنفيذ الإصلاحات التي اشترطتها قرارات المؤتمرات الدولية مقابل الدعم. وتوّجت هذه الأزمة بالانهيار المالي وانهيار النظام المصرفي وحجز أموال المودعين وتبخّر السيولة والدولار، وتأثيرها على جميع القطاعات والمستويات من الاقتصاد اللبناني وحياة ومعيشة اللبنانيين.

لا يفصل هذا التقرير بين آثار الانهيار واثار جائحة كورونا على واقع سوق العمل، بسبب التقارب الزمني بين تسارع الانهيار ونتائجه الاجتماعية ووصول كورونا إلى البلد، فقد أصابت جائحة كورونا بلداً منهاراً اقتصادياً. وتفاقت آثار الجائحة بسبب عدم قدرة الدولة على تأمين الدعم المالي أو المساعدة للمؤسسات التي توقفت عن العمل أو العمال المصروفين والمياومين في جميع القطاعات، و العمالة غير النظامية.

2. نتائج عامة

أدى الانهيار المالي وانهيار النظام المصرفي إلى ثلاثة أسعار للدولار مقابل الليرة اللبنانية: السعر الرسمي 1507.5 ليرة؛ السعر المعتمد لدى محلات الصيرفة الرمية والمصارف 3900 ليرة؛ سعر السوق السوداء أكثر من 8000 ليرة. لا معنى للسعرين الرسمي والمعتمد لدى الصرافين أي أهمية في تعاملات السوق حيث يُعتمد سعر السوق السوداء. أثر هذا السعر بشكل كبير على عموم الشعب اللبناني حيث يتقاضى 95% من اللبنانيين تقريباً رواتبهم بالليرة اللبنانية²⁹. خسر اللبنانيون 80% من قيمة رواتبهم وتدهورت قدرتهم الشرائية مع تدهور قيمة العملة وارتفاع الاسعار وتبدّلها الدائم حسب سعر الدولار. في هذا الصدد، نشير إلى أبرز نتائج الدراسة التي نفذها برنامج الغذاء العالمي بين 20 أبريل/نيسان و18 مايو/أيار³⁰:

"زيادة سعر السلة الغذائية من 450 ألف ليرة لبنانية في حزيران 2019 إلى مليون ليرة في آب 2020، أي زيادة 120%، تقلص السلة أصاب اللبنانيين والسوريين والفلسطينيين (المشمولين بالدراسة).

● انخفاض دخل 62% من الأسر اللبنانية؛ فقدان 29% من اللبنانيين وظائفهم؛ انخفاض رواتب 23% من اللبنانيين؛

²⁹ المؤسسة الدولية للمعلومات، مقال عفيف دياب في موقع الجزيرة 22 يوليو/تموز 2020.

³⁰ سلوى بعلكي جريدة النهار 3 أغسطس/آب 2020.

- فقدان 52% من السوريين و39% من الفلسطينيين وظائفهم بعد جائحة كورونا؛
- الاستدانة والاقتراض: 42% من اللبنانيين و55% من الفلسطينيين و60% من السوريين، اعتمدوا على الاستدانة والقروض لتأمين الحد الأدنى من معيشتهم؛
- مليون لبناني صاروا تحت مستوى خط الفقر".

3. النتائج على مستوى القطاعات

خسر العاملون في القطاع العام والمؤسسات والإدرات العامة وأفراد الجيش والقوى الأمنية الذين استمروا في وظائفهم وعقود عملهم 80% من قيمة رواتبهم.

أبرز القطاعات المتضررة: قطاع الفنادق والمطاعم والسياحة، المؤسسات التجارية والمولات (المراكز التجارية)، الخياطة والملبوسات، البناء، شركات الأمن. العمال الأكثر تضرراً: العاملات المنزليات، العمال الأجانب العمالة الآسيوية والأفريقية)، العمالة غير النظامية والمياومون (سائقو الشاحنات والمياومون في المرفأ، المياومون في المطار والسوق الحرة، وشركة الكهرباء).

- ألغى تسجيل 21450 أجيراً وعاملاً في الضمان الاجتماعي لغاية تاريخ 22 يوليو/تموز 2020³¹؛
- صُرف الآلاف من العمل وهم غير مسجلين أصلاً في الضمان؛
- يعمل 37,5% من الأجراء المسجلين، حسب مصادر الضمان الاجتماعي، بأقل من مليون ليرة لبنانية في الشهر؛
- خفّضت مؤسسات القطاع الخاص بمعظمها رواتب موظفيها النصف، وأعطت إجازات غير مدفوعة ومفتوحة زمنياً إلى حين تبدل الأوضاع؛ وألغت جميع المكتسبات والعلاوات التي كانت تعطى للعمال، مثل الزيادات الدورية والشهر الثالث عشر والمنح السنوية؛
- قدّمت 325 مؤسسة طلبات إلى وزارة العمل لتسريح عمالها في بداية عام 2020 (حسب تصريح مديرة عام الوزارة مارلين عطالله) بينما صرفت مئات المؤسسات الأخرى مظيفيها بدون تقديم طلب إلى الوزارة.

4. الصرف من العمل

شهد لبنان دفعات متقطعة من عمليات الصرف من العمل. تزامنت الموجة الأولى مع بداية الأزمة الاقتصادية واستهدفت بشكل رئيسي العاملين في القطاع السياحي، فزادت أعداد المصروفين في هذا القطاع عن 25 ألف عامل وعاملة حتى نهاية شباط 2020، بالإضافة إلى عمليات صرف واسعة في المؤسسات والشركات الصغيرة وغير النظامية. ضربت الموجة الثانية قطاع التعليم الخاص حيث صُرف نحو ألفي أستاذ في 2020 (إحصاءات نقابة المعلمين في القطاع الخاص). ويتحدث الخبير التربوي نعمة نعمة عن صرف 4 آلاف أستاذ تقريباً، إلى جانب تخفيض الرواتب في معظم المدارس 40% تزامن مع نزوح كبير للطلاب من المدارس الخاصة إلى التعليم الرسمي بسبب ارتفاع الاقساط وعجز **الهي** عن تأمينها.

³¹ المرجع السابق، عفيف دياب.

5. بعض عمليات الصرف المحددة

- حسب مصادر نقابة أصحاب المقاهي والمطاعم، ومراكز استطلاع ودراسات³²، بلغ عدد المؤسسات التي أُقفلت في لبنان 785 مطعمًا ومقهى تقريباً بين سبتمبر/أيلول 2019 وفبراير/شباط 2020. وتوزعت النسب بحسب المناطق على الشكل التالي: 54% في جبل لبنان، 29,4% في بيروت، 7% في لبنان الشمالي، 6% في الجنوب، 2,5% في البقاع. وبلغ عدد المصرفيين بين شهري يناير/كانون الثاني وفبراير/شباط 2020، 25 ألف عامل.
- طالبت عمليات الصرف بعض المؤسسات الكبيرة التي يُفترض أن بإمكانها تحمّل آثار الأزمة وتأمين الاستمرارية لها ولعمالها، منها: الجامعة الأميركية في بيروت، صرفت أكثر من 1200 عامل وعاملة على دفعتين ومن دون أن تأخذ موافقة وزارة العمل، ومؤسسات جامعية وتعليمية مختلفة؛ شركة كوكاكولا، صرفت 350 عاملاً وعاملة؛ شركة أيداس، صرفت 250 عاملاً وعاملة؛ المستثمر السعودي الكبير (الشايغ) والمالك لعدة شركات عالمية أقل معظم شركاته وصرف مئات الموظفين.
- العاملات في الخدمة المنزلية والعمال غير اللبنانيين (العمالة الآسيوية والأفريقية): تشير التقديرات إلى مغادرة 300 ألف عاملة وعامل تقريباً لبنان بسبب امتناع أصحاب العمل عن استمرار دفع رواتبهم بالدولار (البعض بسبب عجزه عن ذلك، والبعض الآخر استغل الأزمة ليخفّض الرواتب) وعدم تمكّنهم من تحويل المساعدات المالية إلى عائلاتهم بسبب انهيار النظام المصرفي ومنع تحويل الأموال إلى الخارج.
- طالبت عمليات صرف واسعة جداً العمالة غير النظامية خصوصاً المياومين والفلسطينيين الذين يصعب معرفة عددهم بسبب عدم تسجيلهم في الضمان الاجتماعي أو التصريح عنهم إلى وزارة العمل وتُقدّر بالآلاف. إذ قدرت مراكز استطلاع ومؤسسات أبحاث عدد المصرفيين الإجمالي بـ400 ألف تقريباً، أي أن 25% من العمال أصبحوا بلا عمل.
- ارتفعت نسبة البطالة إلى 60%.

6. العمل النقابي والاعتراض على الصرف

غابت النقابات والاتحادات النقابية والاتحاد العمالي العام عن أي نشاط فعلي وحقيقي داعم لقضايا العمال والقضايا الاجتماعية، فتبنّى الاتحاد العمالي خطاب السلطة ضد الانتفاضة في ظل ضعف كبير في دور وزارة العمل وشلل أدوار هيئات الرقابة والتفتيش في الوزارة والضمان الاجتماعي.

من المفيد ملاحظة نوعين من الأطر النقابية التي نشأت خلال الانتفاضة:

- الأطر العمالية المؤقتة

تشكلت هذه الأطر من العاملين والعاملات في المؤسسات المتوسطة والكبيرة ردّاً على عمليات الصرف والانتهاكات التي تعرضوا لها. سعت هذه الأطر النقابية إلى تحصيل حقوق العمال القانونية بعد صرفهم، وفي أحسن أحوالها سمحت بتأخير الصرف الجماعي. انتهت هذه الأطر العمالية اليوم لكنها أتاحت، خلال

³² التجمع الأكاديمي لأساتذة الجامعة اللبنانية - دراسة منشورة.

فترة قصيرة، للعمال تحقيق جزء مهم من حقوقهم.
من أبرز هذه الأطر العمالية "مجموعة آيشتي" ونقابة عمال الجامعة الأميركية.

- الأطر العمالية البديلة

انبثقت هذه النقابات من رحم الانتفاضة وعملت على وضع أنظمة ووثائق تأسيسية. تميزت من حيث المهن مثل نقابة الصحافة البديلة، ونقابة العاملين والعاملات في المنظمات غير الحكومية. وكان للمرصد اللبناني لحقوق العمال والموظفين والمفكرة القانونية دور في هذه المحاولات، وارتبطت نشاطية هذه الأطر النقابية بزخم الانتفاضة، صعوداً وهبوطاً.

4- أبرز آثار انفجار أو "تفجير" مرفأ بيروت على واقع سوق العمل في لبنان

في الرابع من أغسطس/آب 2020 دوى انفجار في مرفأ بيروت عاصمة لبنان، غطى سماء المدينة وهز أركان وجود لبنان السياسي والاقتصادي والاجتماعي، مسلطاً الضوء على فداحة السقوط السياسي والأخلاقي لمنظومة سياسية تراكمت جرائمها على امتداد الأعوام الثلاثين الماضية. أثار "تفجير" مرفأ بيروت سلبياً على دور وموقع لبنان الإقليمي اقتصادياً وسياسياً، وعلى الاقتصاد وسوق العمل محلياً. ألحق انفجار المرفأ أضراراً مباشرة أصابت المناطق المحيطة بالمرفأ، منها: عين المريسة، زقاق البلاط، وسط بيروت، الجميزة ومارمخايل (المنطقة الأكثر تضرراً)، برج حمود، والدورة؛ وألحق أضراراً عامة وغير مباشرة أصابت الوضع الاقتصادي العام والعلاقات الاجتماعية والوضع السياسي في البلد.

1. الآثار على سوق العمل

بلغت الأضرار، حسب تقديرات السيد خالد نزهة رئيس جمعية أصحاب المطاعم والمقاهي والملاهي والباتيسري في لبنان³³ "15 ألف مؤسسة دُمّرت كلياً أو جزئياً، منها 10 آلاف مؤسسة في منطقة الجميزة ومارمخايل والواجهة البحرية، ويوجد حوالي 100 ألف موظف توقفوا عن العمل في هذا القطاع". وتشير نقابة أصحاب المطاعم والمقاهي إلى الأضرار التالية:
في بيروت الكبرى، تضررت 1408 مؤسسات من أصل 2103؛ في المتن 481 من أصل 1609؛ في بعبدا 207 من أصل 631. ويقول ناصر نزال رئيس نقابة عمال البواخر في المرفأ إن عمل 700 عامل من عمال البواخر والبحارة قد توقف.

نعرض في ما يلي نتائج المسح الميداني الذي نفذته المرصد اللبناني لحقوق العمال والموظفين، مباشرة بعد الانفجار خلال شهر سبتمبر/أيلول 2020، والذي ركّز على رصد ومتابعة ومعرفة الأضرار على علاقات العمل وعلى استمرارية عمل العمال والموظفين أو التوقف الجزئي أو الكلي، الأمر الذي غاب عن اهتمام الغالبية العظمى من الدراسات والإحصاءات التي أجرتها المؤسسات المحلية والدولية. انقسم هذا المسح إلى محورين: الأول، تضمن مقابلات وإحصاءات ركزت على الأضرار الحاصلة في حرم المرفأ والمؤسسات العاملة ضمنه؛ الثاني، تضمن عملية مسح شاملة لجميع المؤسسات في محيط المرفأ على بعد شعاع 2 كيلومتر

³³ جريدة النهار 12 أغسطس/آب 2020.

2. نتائج المقابلات مع النقابات العمالية والمهنية ومكاتب الخدمات وجمعيات أصحاب العمل العاملة في مرفأ بيروت التي تأثرت بانفجار 4 أغسطس/آب 2020

- يعمل في نطاق المرفأ، بالإضافة إلى اللجنة المؤقتة لإدارة واستثمار مرفأ بيروت (مؤسسة عامة)، إحدى عشر مؤسسة ونقابة عمالية – مهنية تقدم خدمات للمرفأ وقطاعاته وهي:
- مؤسسة إهراءات القمح والحبوب
 - شركة بي سي تي سي (تشغل محطة الحاويات وتقدم خدمات لإدارة المرفأ)
 - شركة خالد القيسي (مقدم خدمات لإدارة المرفأ)
 - نقابة مالكي الشاحنات العمومية
 - اللجنة التأسيسية لنقابة سائقي الشاحنات في المرفأ
 - وكالة كونتينير ستيفيدورنك سيرفيس
 - مكاتب تخليص البضائع
 - نقابة ملاحى البواخر اللبنانيين
 - نقابة عمال البواخر (تفريغ و شحن)
 - نقابة عمال الخضار في مرفأ بيروت
 - النقابة العامة لليخوت والزوارق السياحية

ينقسم العاملون في هذه القطاعات إلى:

1. العاملين في المؤسسات العامة ومقدمي الخدمات لها
 - اللجنة المؤقتة لإدارة المرفأ
 - إهراءات الحبوب والقمح
 - شركة بي سي تي سي
 - شركة خالد القيسي

يبلغ عددهم 1200 مستخدم/ة وعامل تقريباً. لم يؤثر الانفجار على عقود عملهم وديمومتها رغم توقف العمل بنسبة تزيد عن 70%.

2. العاملين لحسابهم أو لحساب مكتب ومقدمي خدمات للمستوردين إلى المرفأ
 - مكاتب تخليص البضائع
 - نقابة مالكي الشاحنات العمومية
 - اللجنة التأسيسية لنقابة سائقي الشاحنات في المرفأ
 - كونتينيرز ستيفيدورنك سيرفيس

كان يعمل أكثر من 4 آلاف عامل في هذه القطاعات، جميعهم خاضعون للضمان الاجتماعي ومعظمهم يستفيد من تقديماته. انخفض العدد بسبب التعبئة العامة وانفجار 4 أغسطس/آب بنسبة 70% تقريباً، انخفضت أجور قسم منهم إلى النصف واستبدلت أجور قسم آخر بأتعاب جزئية أو على المعاملة.

هذا رغم دمار مكاتب التخليص بكاملها وتضرر 80% من الشاحنات المتوقفة في باحات المرفأ أضراراً جزئية دمار 20% دماراً كاملاً.

3. عمال البحر والشحن والتفريغ

- نقابة ملاحى البواخر اللبناينى
- النقابة العامة للىخوت والزوارق السىاحية
- نقابة عمال الخضار فى مرفأ بيروت
- نقابة عمال البواخر

يعمل 2213 عاملاً لبنايأ تقريياً فى هذه القطاعات المهنية والعمالية يتقاضون أجرهم لقاء العمل الذى يؤدونه، سواء كان لساعات أو أيام أو أشهر وعندما ينتهى العمل يتوقف الأجر. لا يخضعون للضمان الاجتماعى ولا تستفيد عائلاتهم من أى تقديمت اجتماعية. وتؤمن شركات تأمين خاصة العناية الطبية اللازمة للعمال فقط فى حال تعرضوا لحوادث أثناء العمل.

جدول رقم 1

الرقم	الاسم	عدد العاملين	عدد المصروفين	عدد الجرحى	عدد الشهداء	نسبة خفض الأجر	كلفة الأضرار
1	إدارة مرفأ بيروت	250	لا يوجد	3	2+4 مياومين	لا يوجد	قيد المسح
2	بي سي تي سي	800	لا يوجد	8	3	لا يوجد	قيد المسح
3	الإهراءات	87	لا يوجد	7	7	لا يوجد	80-70 مليون \$
4	مكاتب التخليص	1500	1000	11	-----	50% أو على أساس المعاملة	قيد المسح
5	نقابة الملاحين اللبناينى	1700	75	30	-----	لا أجور	قيد المسح
6	نقابة عمال الخضار	20	20	-----	-----	لا أجور	قيد المسح
7	نقابة عمال البواخر	233	233	5	-----	لا أجور	قيد المسح

8	نقابة اليخوت والزوارق السياحية	260	260	-----	-----	لا أجور	قيد المسح
9	نقابة مالكي الشاحنات	1400	2000	-----	-----	-----	قيد المسح
10	لجنة سائقي الشاحنات	1200	1500	8	-----	50% أو على أساس النقلة	قيد المسح
11	شركة القيسي	-----	180	1	-----	لا يوجد	قيد المسح
12	كونتينيرز	-----	57	6	1	لا يوجد	قيد المسح

يظهر في الجدول أعلاه أن العدد الإجمالي للعاملين في مختلف المهن والقطاعات عشية الانفجار كان نحو 8507 عاملين وعاملة (للتدقيق)، وبلغ العدد حسب المقابلات 7413، وعدد الذين توقفوا عن العمل نتيجة الانفجار 4188 عاملاً وعاملة.

وتضررت منازل أكثر من 350 عاملاً من عمال المرفأ المياومين المحاذية للمرفأ وباتت بمعظمها غير صالحة للسكن وأصيب العديد من أفراد عائلاتهم من جراء الانفجار، لا يزال بعضهم في المستشفيات. ويظهر أن الأولويات بالنسبة لعمال البحر والعمال المياومين هي:

- إعادة تأهيل المنازل المتضررة؛
- تعويض بطالة؛
- تعويض عائلات الجرحى والشهداء؛
- الحصول على حقهم بالخضوع للضمان الاجتماعي؛
- إعفاءات من الرسوم والخدمات العامة؛
- دعم الأولاد وتأمين دخولهم إلى المدارس.

3. نتائج المسح الميداني

1- عدد المؤسسات المتضررة جزئياً أو كلياً

النوع	العدد	النسبة المئوية
المؤسسات المتضررة كلياً	362	30.5
المؤسسات المتضررة جزئياً	765	64.3
المؤسسات غير المتضررة	41	3.4
المؤسسات التي لم تعط جواباً أنها متضررة أو غير متضررة	21	1.8
المجموع	1189	100

2- عدد العمال المصرفيين كلياً أو جزئياً

النوع	العدد	النسبة المئوية
العمال المصرفيين كلياً من المؤسسات	1680	89.7
العمال المصرفيين جزئياً من المؤسسات	182	10.2
المجموع	1862	100

3- عدد المؤسسات التي خفضت أجور عمالها

النوع	العدد	النسبة المئوية
مؤسسات خفضت أجور عمالها	241	30
مجموع المؤسسات المتضررة التي استمرت عملها	806	
مؤسسات لم تعط إجابات	142	
مجموع المؤسسات	1189	100

4- عدد المؤسسات والعمال المصرفيين الإجمالي

النوع	العدد	النسبة المئوية
العمال الذين يعملون في المؤسسات التي ظهرت في المسح	11809	100
العمال المصرفيون	1872	15.8

خاتمة وملاحظات عامة لدراسات مستقبلية

لم تعمل الطبقة السياسية، التي أنتجها اتفاق الطائف والوصاية السورية على البلد والنيوليبرالية التي أدارت البلاد بعد الحرب الأهلية، على إجراء تعديلات أساسية في طبيعة الاقتصاد اللبناني ودوره، بل استمرت حاملةً لأوهام استعادة دور ضائع لن يعود (أي الوساطة الاقتصادية التجارية بين الاقتصاد الرأسمالي الغربي والسوق العربية) بما هو اقتصاد خدمات مالية وتجارية وسياحية وتعليمية واستشفائية للبلدان العربية.

وهي لم تبني اقتصاداً منتجاً يعطي الأولوية للصناعة والزراعة ولقطاعات إنتاجية جديدة تتلاءم مع عصر العولمة وتكنولوجيا الاتصالات، بل لجأت إلى اقتصاد قائم على الربوع المالية والعقارية والخدمات التي لا تنتج فرص عملٍ يمكن للصناعة والزراعة وقطاعات التكنولوجيا الحديثة أن توفرها. فقد عمل الحريري الأب،

على إطلاق مشروع "أفق 2000" الذي يلخصه الباحث في علم اجتماع العمل د. نجيب عيسى: "إعادة لبنان إلى الدور الذي كان يلعبه قبل الحرب في الخدمات، لكن هذا السعي لم ينجح، فتركز معظم النمو الاقتصادي، بحدود متواضعة، في قطاعات اقتصادية محددة كالبناء والتجارة والسياحة والعقارات (لا تتطلب هذه القطاعات يداً عاملة بسبب قدرتها المحدودة على خلق فرص عمل) بينما أهملت القطاعات الإنتاجية الزراعية والصناعية القادرة على إنتاج فرص عمل، وهذا سبب الخلل في سوق العمل". ويتحدث د. عيسى عن طبيعة ومحدودية الاقتصاد الريعي، حيث يوضح أن ريعية الاقتصاد لا تعني غياب النمو، فالإقتصاد اللبناني الريعي "خلق فترات نمو وفترات بدون نمو لأنه [الاقتصاد اللبناني] متعلق بالحالة الخارجية كالسياحة وتحويلات المغتربين. تراوحت معدلات النمو من 2% إلى 9%، وبلغ معدلها الوسطي 4% بين العامين 1992 و2016، لكن فرص العمل التي خلقتها لا تتناسب مع هذا النمو بسبب ريعية الاستثمارات التي لا تخلق فرص العمل.

على سبيل المثال، ما فائدة [نمو] قطاع البناء؟ القوى العاملة غير لبنانية، الآلات مستوردة من الخارج، حتى الشركات التي تتولى البناء أجنبية. القطاعات الريعية تشغل فئة محدودة ومحددة من العاملين في أعمال منخفضة الإنتاجية". لا ينعكس التشغيل منخفض الإنتاجية على العاملين فحسب بل على الاقتصاد نفسه أيضاً.

ترافق هذا الوضع الاقتصادي مع وجود أئفه قوى وطبقة سياسية، فقد أدت سياسة المحاصصة الطائفية والمذهبية إلى عرقلة إنتاج مؤسسات البلد عبر شغور موقع رئاسة الجمهورية وتأجيل انتخابات المجلس النيابي والتأخير في تشكيل الحكومات. يهيمن التعطيل ومنع تشكّل المؤسسات لغاية اليوم على عمل الدولة التي لا تلتفت إلى النتائج الاقتصادية والمالية والمعيشية السلبية على وضع اللبنانيين. أدى هذا الوضع إلى شلل مؤسسات الدولة وتعطّل آليات عمل الإدارة، في ظل استمرار وتفاقم الانقسامات العمودية وطريقة التعاطي الميليشاوية في إدارة الحكم، لم تستطع الطوائف والمذاهب إنتاج سلطة موحدة ومؤسسات دستورية وتشريعية تعمل بشكل سليم يؤسس لعودة الدولة التي لا تزال مشروعاً معلقاً على عتبة مصالح الطوائف والتحصص المذهبي وتقاسم موارد الدولة والمجتمع.

وتركت الإدارة السياسية لأسوأ الزعامات السياسية والطائفية، والإدارة الاقتصادية والمالية للجناح المالي والمصرفي المتواطئ (من جمعية المصارف إلى المصرف المركزي). نرى هنا قاعدة الدور الجهني في السياسة المالية التي اعتمدها المصرف المركزي وهندساته المالية وإدارته للعبة المديونية الداخلية والخارجية بالتواطؤ مع جميع المرجعيات السياسية والطائفية لنهب مقدرات البلد والدولة، والتي أوصلتنا إلى الحالة الراهنة من الانهيار المالي والاقتصادي. مؤخراً، توأطت جميع الأطراف السياسية والطائفية المكونة للسلطة وجمعية المصارف والبنك المركزي على إفشال التحقيق الجنائي الذي كان يجب أن يشمل التدقيق في وضع المصرف المركزي وآليات عمله وعملياته وهندساته المالية لتعويض مصارف أركان السلطة، والتدقيق في صفقات ونفقات الوزارات والمجالس.

في ظل هذه السياسات يتعرض القطاع العام ومؤسسات الدولة لأسوأ الممارسات: تتعامل المرجعيات الطائفية والسياسية مع القطاع العام وموارد الدولة كأنها مزرعة لتوظيف جماعاتهم من المذهب والطائفة، والحصول على الخدمات والتقديمات الاجتماعية للطائفة ومناطقها، ما يكرّس المنظومة الطائفية ممرّاً ضرورياً للحصول على الخدمات والتوظيفات وتوزيع الدخل الوطني. وبات القطاع العام مُثَقلاً بالتوظيفات التي لا لزوم لها كما يبدو من ظاهرة المياومين في المؤسسات والإدارات العامة والتعاقد في الوزارات والقطاعات التعليمية.

يعاني هذا القطاع أيضاً من "العولمة النيوليبرالية التي، كما يقول الباحث أديب نعمة، تنظر إلى القطاع العام باعتباره ناقص كفاءة وفعالية، وشرّاً لا بد منه يجب اقتصار دوره على الحد الأدنى الذي لا يعيق عمل السوق".

شهد القطاع العام ومؤسسات وإدارات الدولة عملية تخريب كبيرة، فحُشِيَتْ بالأزلام والأتباع وضُربت استقلاليتها في إطار تبعية سياسية وطائفية. وعملت النيوليبرالية على إضعاف القطاع العام وتهميشه حيث حاولت ضرب الاستقرار الوظيفي وتحويل العقود الدائمة إلى عقود عمل مؤقتة.

خلاصة، ليس الاقتصاد الريعي، بما يحمله من مساوئ وسلبات اقتصادية واجتماعية، المسبب الوحيد للأزمة الاقتصادية والانهيار المالي الذي نعيشه اليوم في لبنان. فلبنان، الدولة والنظام السياسي والمجتمع، يعاني من الآثار الكارثية "لتحالف جهنمي، واع أم غير واع" بين نظام الطائفية السياسية الذي أنتج طبقة سياسية مستغرقة في أسوأ ما أنتجته المذهبية والطائفية، لا هم لها سوى تنافس ثروات الدولة وفرض المحاصصة الطائفية في السياسة وتقاسم مقدرات البلد ونهب الاقتصاد، وطبقة اقتصادية ضعيفة الدور والتكوين البنوي " كرأسمالية خدمات تسعى إلى الربح السريع وتتهبب وتتعد عن الاستثمار في المشاريع الإنتاجية، ارتبطت بالمرجعيات السياسية والطائفية ولم تبلور برنامجاً اقتصادياً واجتماعياً يحاكي مصالح البلد لناحية بناء دور وقاعدة اقتصادية متينة تولد فرص عمل وبرامج تنمية اجتماعية وسياسات حماية اجتماعية.

Study #6- Beirut post-explosion. An ongoing educational crisis

Yvonne El Feghaly (MA, Educ, CRDP)

Raymond Bou Nader (PhD, Stat, USJ)

Highlights

- *More than 400 schools, 15.59% of the students of Lebanon, 166 805 students learn at the schools in the damaged area*
- *More than 15690 Syrian refugee students, are still struggling from the unresolved effects of Beirut Port explosion...*

While schools all over the world struggle with the Covid-19 global pandemic and online or blended teaching, thousands of students and their families in Beirut have additional concerns weighing on their shoulders and adding to the challenges of a country struck by economic, political, social, and health crises.

Months after the explosion in Beirut port, which took place on August 4th, 2020, tens of schools are still dealing with the aftermaths of the disaster which hit a highly-populated and dense-in-school area of the capital and its suburbs. Hundreds of families with school-aged children have lost loved ones, are still homeless or have relocated to houses they share now with other family members or to available shelters in other regions. Their financial and social conditions are topped up by the burden of online and blended learning and other measures that are taken to limit the spread of the coronavirus. These children not only lost the sense of routine and normality amid the catastrophe and overwhelming changes they have been through, but are also unable to rebuild their lives or receive proper education. With damaged schools and lack of equipment, internet connectivity and electricity, thousands of vulnerable children are being denied their right to education and are at risk of dropping out of school.

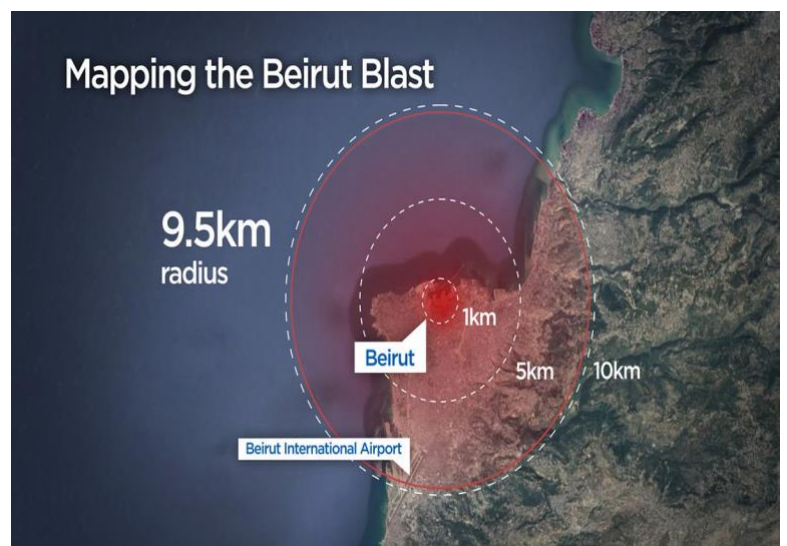


Figure 1- Mapping the Beirut Blast (Global News, 2020)

Mapping the Affected Area, Vulnerable Localities, and Schools

As the mapping of the Beirut Blast done by Global News shows (figure 1), the radius of the area affected by the explosion is of 9.5 to 10 kilometers, covering thus the capital Beirut and reaching the districts of Keserwan, Maten, Baabda, and Aley in the Mouhafaza of Mount Lebanon, with damage ranging from utter building destruction to shattered windows.

Highly damaged areas coincide with deprived and vulnerable neighborhoods. The UN Inter-Agency Coordination identifies the most vulnerable localities based on three data sets: The Multi-Deprivation Index, which is based on the five dimensions related to access to healthcare services, income levels, access to education services, access to water and sanitation services, and housing conditions, Lebanese Population dataset, and Refugee population figures. According to the UN Inter-Agency Coordination 2015 report on Lebanese most vulnerable localities, Beirut and its suburbs comprise some of the areas most populated with vulnerable Lebanese and Syrian refugees' inhabitants. Dekouane, Burj Hammoud, Achrafieh, Sinn El Fil and others are among the regions that were most hit by the explosion and are already identified in the report as having 12.8% to 35.8% of deprived Lebanese and 15.8% to 54.1% of refugees (figure 2).

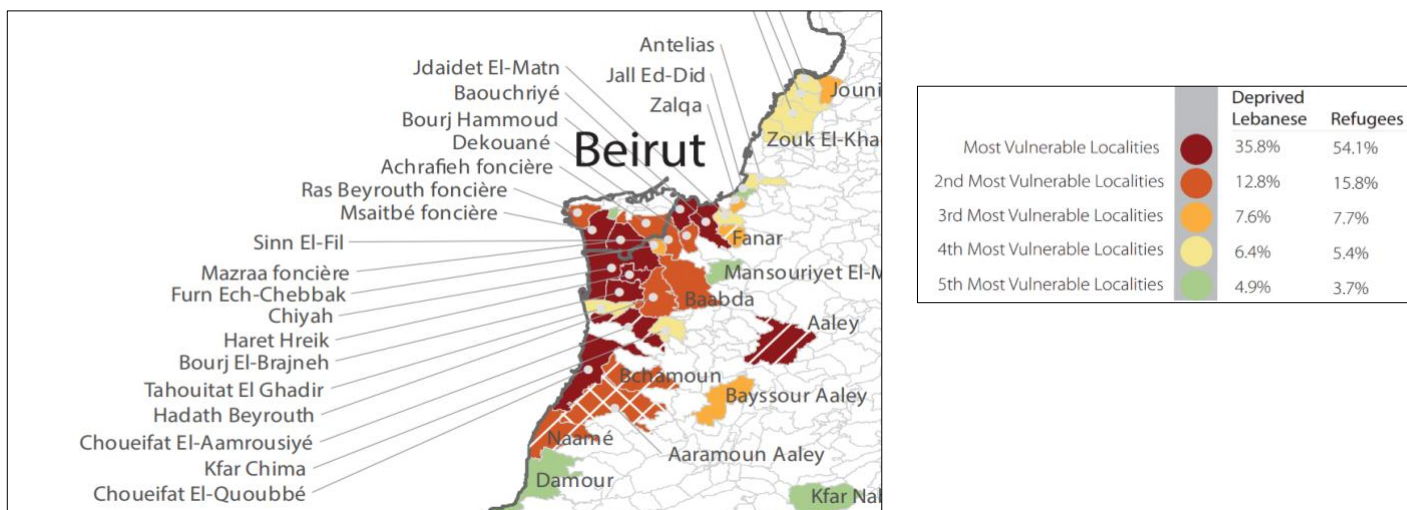


Figure 2- Most Vulnerable Localities in Beirut and its suburbs (UNHCR, 2015)

The Center for Educational Research and Development published, in their turn, a map displaying the schools in the affected region (figure 3). The red zone is the explosion area; the dark pink area is the highly damaged one, and the light pink is the area with minor damage. School types vary between private, semi-private or tuition-free schools (private schools benefiting from the financial support of the Ministry of Education and Higher Education), UNRWA schools, and public schools. The map reveals that the number of schools of all types in the highly damaged area is 410, and that the number of schools of all types in the area with minor damage is 263.

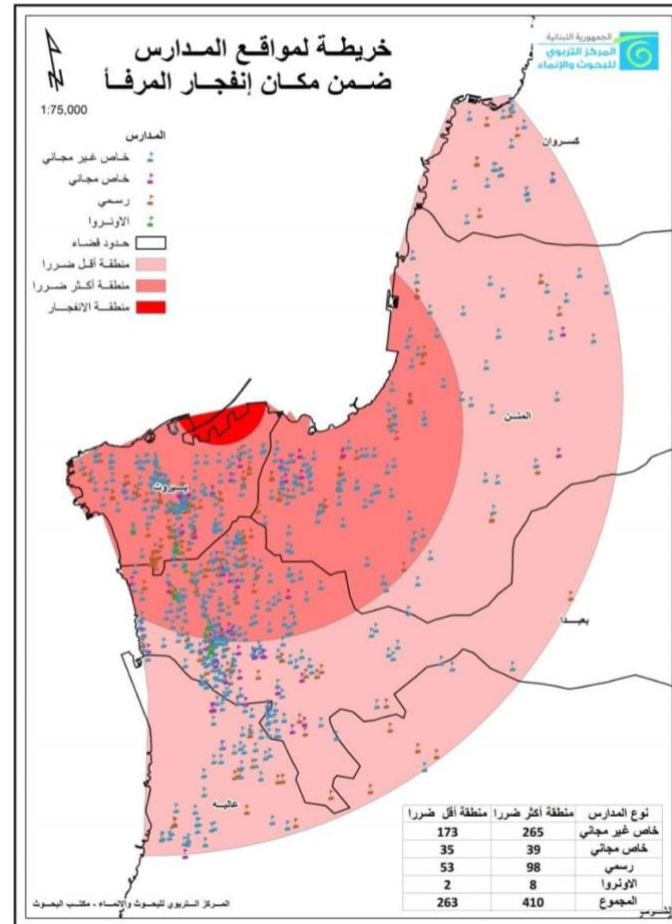


Figure 3. Map of Schools in Affected Area (CRDP, 2020)

1. Damaged Schools in Numbers

Schools with students from all socio-economic levels were affected by the disaster; However, this article focuses on the impact of the explosion on public schools as they host the most vulnerable population.

Of these, 98 schools fall in the highly damaged area, and 53 schools in the moderately damaged area. Some of these schools offer learning at one or more of the four cycles or levels (preschool, elementary, intermediate, and secondary), while others may have only one or two or three cycles. Compared to other governorates, Beirut and Mount Lebanon (notably the suburbs of Beirut) have more educational institutions which may explain the relatively high percentages of damaged schools per cycle compared to the total number of schools with the same cycle in Lebanon (chart 1).

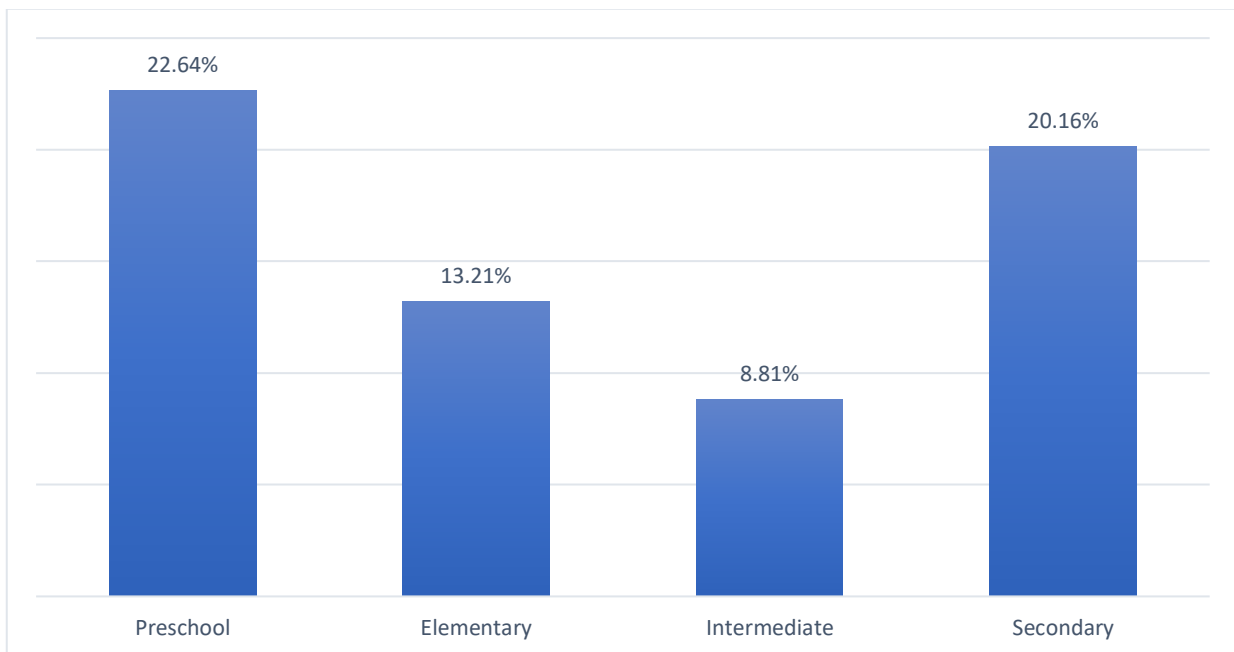


Figure 4- Percentage of Schools per Cycle in Damaged Areas in Comparison to Total Number of Schools with the Same Cycle in Lebanon.

Based on the data from Statistical bulletin (2020) of the Center for Educational Research and Development, around 166 805 students learn at the schools in the damaged area, that is 15.59% of the total number of students in Lebanese schools. Most of these students are from low-income families living in the vulnerable neighborhoods of Beirut and its suburbs and some of them were left with damaged homes or had to relocate after the explosion.

When examined carefully, the numbers in table 1 reveal the serious impact of the explosion on students at critical stages of the learning path. To begin with, around 2068 preschool students are registered in schools that were damaged on August 4th. The families of these children may have no other options for schooling or limited access to nurseries or private schools. In the elementary and intermediate cycles, more than 24000 students suffer from the same challenges with the additional burdens of online learning and the need for an internet connection and multiple devices per household. Finally, 111076 high school students are at risk of dropping out of school and joining the work force due to the same issues facing their communities and families.

Governorate	Cycle/Level			
	Preschool	Elementary	Intermediate	Secondary (High School)
Beirut	1520	12818	11945	49012
Mount Lebanon	548	11219	17679	62064
Total Number per cycle/level	2068	24037	29624	111076

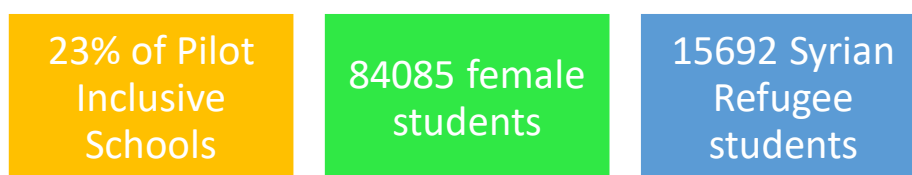
Table 1- Numbers of Students per Cycle in Affected Schools in the Governorates of Beirut and Mount Lebanon

2. Vulnerable Categories of Students Affected by the Blast

More alarming numbers are those related to the vulnerable categories of students. First of all, 23% of the pilot inclusive public schools where students with learning difficulties and disabilities are enrolled belong to the damaged area. In addition to poverty, these children require special education services which cost a lot if not provided by the public sector, and which are extremely challenging to offer online.

Another category of vulnerable students is that of Syrian refugees. The total number of Syrian refugees enrolled in the regular morning shift in the public schools in the affected area, is 15692. Most of them are at risk of dropping out from school or skipping schools for one or more years which could endanger their academic abilities and lead to gaps in their learning.

In some low-income families in Lebanon, females can be considered vulnerable since their academic endeavors are often deprioritized in times of crisis as girls are usually perceived as future housewives and mothers with no career prospects. The number of female students in the damaged schools rises to 84085 girls; some of these girls may skip going to school for a year or more, or even face the fate of an early marriage.



3. Current Status of Damaged Schools

Five months after the disaster, most highly damaged schools are still unable to receive students and teachers or function properly.

In an informal phone interview, the principal of a school in the northern suburb of Beirut that suffered from moderate damage due to the explosion at the port, assured that a few schools were financially supported by an international NGO in order to change broken doors and windows and make other minor renovations.

However, and according to an employee in the Ministry of Education and Higher Education, who works closely with the schools of Beirut and its suburbs, the highly damaged schools requiring complete or partial restoration have not been funded to do so yet.

The administrative employee added that: ironically Covid-19 lockdown imposed distance learning postponing thus the urgent need for school buildings reconstruction. On the other hand, students and teachers are enduring the challenges of online learning due to their financial conditions while going back to face-to-face learning is not an option for them not only due to the sanitary crisis but also to life-threatening hazards in their unsafe schools.

A Call for Action

Based on the report on Education Sector Recovery by the World Bank and GFDRR (Global Facility for Disaster Reduction and Recovery), disasters have disruptive impacts on children and youth. The effects may range from education disruption, psychological concerns, health problems and developmental delays, to permanent drop out from the educational system, child marriage and pregnancy, trafficking and labor exploitation (Global Facility for Disaster Reduction and Recovery and the World Bank, 2019).

Lebanon is a crises-affected country in dire want for a call for action. In addition to the global pandemic and its consequences on the global community, Lebanon is at risk of long-term devastating effects on the quality and access to education.

At the beginning of this decade, the road to the Education 2030 Agenda already proves to be arduous for Lebanon. There is pressing need for local, regional and global collective efforts to enable Lebanon to reach Sustainable Development Goal 4 which aims to “ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all” by 2030.

“Education is a human right and a force for sustainable development and peace”,

UNESCO.

References

Center for Educational Research and Development. (2020). *Statistical Bulletin*. Dekwaneh : CRDP.
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery and the World Bank. (2019). *Education Sector Recovery*. GFDRR.
Inter-Agency Coordination Lebanon. (2015). *Most Vulnerable Localities in Lebanon*. Inter-Agency Coordination Lebanon.

About the authors :

Yvonne EL FEGHALY holds a Master's Degree in Education. She is an expert in Teacher Professional Development and Head of CRDP Beirut Training Center. Yvonne was CRDP Impact Evaluation Project Coordinator. She is also an English Language teacher and teacher trainer.

Raymond BOU NADER is a statistician. He is an assistant professor at Saint Joseph University of Beirut, where he lectures in statistics and quantitative data analysis. He is a statistician consultant at the Center for Educational Research and Development (CERD), Ministry of Education in Lebanon, as well as an affiliated statistician at the IAPS laboratory of the University of Toulon (France).

Study # 7- How media and communication raised awareness about NGOs: volunteers work to rebuild Beirut

Tala Ghantous (MA, Business, USJ-ULS / ALPES)

Highlights

1. **50 NGOs** and Foundations help to rebuild Beirut
2. More than **12 million USD of fundraising** through crowdfunding campaigns
3. More than **12,000 trained volunteers** and thousands more of volunteers' residents stepped in to do aid work and to help cleaning the streets.

Box #1: Key figures

On 4 August 2020, shortly after 6 pm, a large amount of ammonium nitrate stored at the port of the city of Beirut, the capital of Lebanon, exploded: the roof of the warehouse caught alight and there was a large initial explosion, followed by a series of smaller blasts that some witnesses said sounded like fireworks going off.

About 30 seconds later, there was a colossal explosion that sent a mushroom cloud into the air and a supersonic blast wave radiating through the city.

The explosion caused at least 204 deaths, 6,500 injuries, and 15 billion USD in property damage, and leaving an estimated 300,000 people homeless³⁴. A cargo of 2,750 tones of the substance (equivalent to around 1.1 kilotons of TNT) had been stored in a warehouse without proper safety measures for the previous six years. The explosion was preceded by a fire in the same warehouse, the exact cause of the detonation is still under investigation.

Furthermore, foreigners from at least 22 countries were among the casualties. Also, several United Nations naval peacekeepers who were members of the UN Interim Force in Lebanon (UNIFIL) were injured by the blast. The United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) reported that 34 refugees were among the dead and missing, and an additional 124 refugees were injured. At least 150 people became permanently disabled as a result of the explosion³⁵.

³⁴ <https://www.usatoday.com/story/news/world/2020/08/06/aid-lebanon-beirut-explosion-force-corruption-reforms/3307109001/>

³⁵ <https://www.unhcr.org/news/briefing/2020/8/5f32469f4/beirut-blast-death-toll-includes-dozens-refugees-emergency-response-ramps.html>

The blast was felt in Turkey, Syria, Israel, Palestine and parts of Europe, and was heard in Cyprus, more than 240 km away. It was detected by the United States Geological Survey as a seismic event of magnitude 3.3 and is considered one of the most powerful non-nuclear explosions in history³⁶.

The Lebanese government declared a two-week state of emergency in response to the disaster³⁷, yet thousands of protesters stormed ministry buildings during the commemoration of the 8th of August, when more than 230 persons were injured during demonstrations³⁸. In its aftermath, protests erupted across Lebanon against the government for their failure to prevent the disaster, joining a larger series of protests which have been taking place across the country since 2019.

That blast wave levelled buildings near the port and caused extensive damage over much of the rest of the capital, which is home to two million people. Hospitals were quickly overwhelmed.

What we are witnessing is a huge catastrophe," said the head of the Lebanese Red Cross, George Kettani. "There are victims and casualties everywhere."

Beirut Governor Marwan Abboud said as many as 300,000 people had been made temporarily homeless and that collective losses might reach \$10-15bn.

Doctors Without Borders (MSF) president Mego Terzian said warehouses storing medicines and vaccines in the port were damaged, and the country's largest dialysis centre, in central Beirut, was destroyed. He compared the aftermath of the blast to destruction caused during the country's 1975-90 civil war. "We lived difficult and similar experiences during the Lebanese war.

Box #2: Reactions and statements in the aftermath of the explosion

Citizens rushed to the ground to save themselves, their loved ones, neighbors, strangers, pets, basically, to save any life! And this registers as one of the most remarkable acts of solidarity Lebanese have done together. They pulled people from under collapsed homes, carried the injured to hospitals, contributed to blood and food donations, and set up makeshift clinics to avoid overwhelmed emergency rooms, while public authorities were reported as absent from the relief efforts³⁹.

All donations after the blast came to support housing, food, and healthcare whether from local volunteers, regional governments, and international individuals/companies/NGOs in the absence of the Lebanese government. European Union dedicated 100 million USD for the recovery and reconstruction⁴⁰, International organizations rushed to offer help, such as **Action Against Hunger**

³⁶ https://en.wikipedia.org/wiki/2020_Beirut_explosion

³⁷ <https://www.nytimes.com/2020/08/13/world/middleeast/lebanon-parliament-emergency.html>

³⁸ <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/08/lebanon-military-and-security-forces-attack-unarmed-protesters-following-explosions-new-testimony/>

³⁹ <https://www.international-alert.org/blogs/after-beirut-explosion-lebanese-civil-society-unite-across-divides>

⁴⁰ https://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/89920/lebanon-reform-recovery-reconstruction-framework-3rf_en

who deployed their teams to focus on ensuring that pregnant women, breastfeeding mothers, and children under five years of age receive the nutrition they needed. Yet, the solidarity deployed by Lebanese local NGO and individual volunteers remain an exceptional case that deserves more attention.

As part of the immediate response, the World Bank conducted a needs and perception online survey targeting the most affected areas (Gemmayze, Mar Mikhaël and Karantina)⁴¹. Most respondents indicated access to food as an urgent need, especially among the poorer segments of the population. Needs varied across gender: women indicated medical, mental health, and safety as major concerns, while men prioritized food, income, and legal services⁴².

Remarkably, the upsurge of solidarity and unanimity among Lebanese volunteers and NGOs provided a required, yet uncoordinated, relief actions in order to tackle the humanitarian crisis.

1. INTERNATIONAL AND REGIONAL CROWDFUNDING INITIATIVES

The tumultuous news spread rapidly reaching international and regional audiences, within minutes, through social media and live coverage. It triggered a sense of emergency and actions taken were immediately by fellow countries. Lebanon has received four field hospitals from Qatar, Iran and Jordan on Wednesday, in addition to urgent medical assistance to help deal with the aftermath of the explosion.⁴³

In Lebanon crowdfunding is probably one of the unique options to obtain a lending facility for Lebanese start-ups who get refused by banks – another failure of the government and the banking system that shuts down dreams and opportunities. However, the Arab Fund for Arts and Culture – AFAC and Culture Resource (Al-Mawred Al-Thaqafy) launched an international fundraising campaign to support the culture and the arts community⁴⁴. These two institutions partnered to launch the “Lebanon Solidarity Fund” to channel the raised funds to arts and culture including:

- Emergency reconstruction to ensure safety of premises and assets.

- Protection, housing, and transfer of invaluable collections.

- Rehabilitation of premises.

- Repair and replacement of equipment

The fashion industry played a great role in crowdfunding as Lebanon witness luxury fashion houses dedicate donation to Lebanese association such as Louis Vuitton donated 400,000 USD to UNICEF’s

⁴¹ <http://documents1.worldbank.org/curated/en/650091598854062180/Beirut-Rapid-Damage-and-Needs-Assessment.pdf>

⁴² <https://reliefweb.int/report/lebanon/beirut-residents-perspectives-august-4-blast-findings-needs-and-perception-survey>

⁴³ <https://www.middleeastmonitor.com/20200806-lebanon-receives-4-field-hospitals-following-beirut-explosion/>

⁴⁴ <https://www.arabculturefund.org/News/102>

work on Beirut⁴⁵ and Chanel gave away 700,000 USD: the funds will be split between The Lebanese Red Cross, Amel Association, Acted and UNICEF.⁴⁶

More initiatives were put in place to raise funds as 10 Brands created limited editions items to sell, and proceeds will go in aid of the Beirut blast victims.⁴⁷ To name the least: Zuhair Murad created a limited edition of T-shirts names “Rise from the ashes” to stand in solidarity with his fellow Beirutis. Rami Kadi launched a limited edition of T-shirts inscribed with messages of female empowerment in support of Family Aid. Talar Nina is donating all proceeds from their Beirut-inspired Liban Tote Bag in support of Impact Lebanon and the Lebanese Food Bank.

The entertainment industry is a prime source for fundraising as celebrity philanthropy aided many NGOs to rescue victims and rebuild Beirut. For instance:

George & Amal Clooney donate \$100,000 USD to Baytna baytak, Lebanese Red Cross and Impact Lebanon⁴⁸

The Weeknd donates \$300,000 to Beirut relief efforts⁴⁹

Madonna hosted an art sale to raise money to donate to Lebanon⁵⁰

Rihanna calls on fans to donate to Beirut explosion victims⁵¹

Bella Hadid donates \$100,000 to Lebanese charities following deadly blast⁵²

Very often crowdfunding can be a reason for international events and concerts. Mika announced his “I ❤️ Beirut” benefit concert raised €1M euros, from ticket sales, sponsors, and members of the public donating via GoFundMe. The money ought to be split between the Lebanese Red Cross and Save the Children.⁵³

Renowned jazz trumpeter Ibrahim Maalouf helped raise €2M euros for Lebanon with a charity in France.⁵⁴

⁴⁵ <https://www.thenationalnews.com/lifestyle/rebuilding-beirut-7-brands-that-have-released-items-to-help-raise-money-for-disaster-relief>

1.1062864#:~:text=French%20house%20Louis%20Vuitton%20has,version%2C%20designed%20by%20Virgil%20Abloh

⁴⁶ <https://www.thenationalnews.com/lifestyle/fashion/chanel-donates-700-000-to-charities-in-lebanon-following-beirut-blast-1.1064156#:~:text=SHARE-,SHARE,on%20the%20ground%20in%20Beirut.>

⁴⁷ <https://en.vogue.me/fashion/brands-donate-aid-beirut-blasts-victims/>

⁴⁸ <https://deadline.com/2020/08/george-amal-clooney-beirut-donate-relief-funds-1203007217/>

⁴⁹ [https://www.thenationalnews.com/arts-culture/music/the-weeknd-donates-300-000-to-beirut-relief-efforts-1.1063043#:~:text=The%20Weeknd%20is%20the%20latest,%2C%20has%20pledged%20%24300%2C000%20\(Dh1.](https://www.thenationalnews.com/arts-culture/music/the-weeknd-donates-300-000-to-beirut-relief-efforts-1.1063043#:~:text=The%20Weeknd%20is%20the%20latest,%2C%20has%20pledged%20%24300%2C000%20(Dh1.)

⁵⁰ <https://www.thenationalnews.com/arts-culture/music/madonna-hosts-family-art-sale-to-raise-money-for-lebanese-charity-following-beirut-explosion-1.1062605#:~:text=SHARE-,SHARE,victims%20of%20the%20Beirut%20explosion.>

⁵¹ <https://english.alaraby.co.uk/english/news/2020/8/13/rihanna-calls-on-fans-to-donate-to-lebanon>

⁵² <https://www.arabnews.com/node/1716431/lifestyle>

⁵³ <https://www.savethechildren.net/news/mika-%E2%80%98i-%E2%9D%A4%E2%80%99-concert-raises-over-%E2%82%AC1m-people-lebanon#:~:text=Mika%20today%20announces%20his%20I,Cross%20and%20Save%20the%20Children.>

⁵⁴ <https://english.alarabiya.net/News/middle-east/2020/12/06/Renowned-trumpeter-brings-life-to-battered-Beirut>

Not only did crowdfunding initiatives come from abroad, but it also got international exposure on media titles such as Vogue⁵⁵, inviting people and readers to participate in this call to action, as well as The Guardian⁵⁶ that opened its platform to help collecting funds and last but not least, FRANCE 24 broadcasted a live charity concert from Paris in support of Lebanon on October 1st, 2020⁵⁷.

Complex emergencies such as Beirut port explosion, are usually associated with widespread destruction of property and massive displacements of populations. They consequently require rapid and coordinated response. Complex emergencies tend to attract non-governmental organizations (NGOs) and Lebanon has seen a rise in those as people rushed to help and they needed a platform to express their support.

Impact Lebanon, a not-for-profit organization based in the UK that was founded by members of the Lebanese diaspora in London following the Beirut uprising of October 17th, 2019 with a mission to act as a social incubator for initiatives that deliver positive impact for Lebanon⁵⁸.

Impact Lebanon acted quick: they launched a fundraiser campaign with the aim of providing some relief to those afflicted by the calamity. The size of the support received was higher than expected. The Lebanese community reaching far and wide and the international community were ready to support so generously in any way possible. The first target was met within minutes and by midnight of August 4 crossed the \$600,000⁵⁹.

As the donations were pouring in, Impact Lebanon worked on crystallizing the best ways for selecting the right NGOs to send the donations to as their commitment to transparency and accountability is core value. The selection of the NGOs follows a thorough selection process and the most important criteria to receive funds is for NGOs to be apolitical and non-sectarian with ongoing initiatives and that they have passed an audit test. Unlike the rising number of NGOs and associations that we created after the blast only to benefit and use the circumstances as an opportunity to steal, given that the Lebanese government has poor money management. Impact Lebanon's role is so important as a social incubator.

With their strong mission, solid platform, transparency, and people's trust, they managed to collect over \$10M and channel them to the right NGOs (75% distribution till date).

⁵⁵ <https://en.vogue.me/culture/lebanon-explosions-how-to-help/>

⁵⁶ <https://www.theguardian.com/world/2020/aug/06/beirut-explosion-how-you-can-help-lebanon-victims-fund-donate-donations-food-relief>

⁵⁷ <https://www.france24.com/en/20201001-united-for-lebanon-charity-concert-in-paris-to-air-live-on-france-24>

⁵⁸ <https://impactlebanon.s3.eu-west-2.amazonaws.com/hp9gqqc81clayzzclbu1d6v25tkw>

⁵⁹ <https://www.impactlebanon.org/initiatives/disaster-relief-after-explosion-in-beirut>

2. NEW LOCAL INITIATIVES

The day after 4 August blast, all of Beirut descended on the eastern neighborhoods that saw the most damage (Gemmayze and Mar Mikhaël), bringing with them brooms and shovels to clear the debris. Multiple social media pages popped up to coordinate offers of housing for those displaced, among them “**Our house is your house**” (بيتنا بيتك), **The961** and using the hashtag #OurHomesAreOpen in Arabic and English, social media users freely offered spare beds and empty properties to victims, providing their names, phone numbers and details on the size and location of the accommodation.

Bebw’shebbek (باب وشباك) was born in the aftermath of this incomprehensible tragedy, with a mission to replace the doors and windows of the destroyed homes, bringing them back — as closely as possible — to how they looked before the explosion. With the help of over 200 architects, carpenters, contractors, glaziers and painters, the objective was to get as many people back into their homes as quickly and safely as possible. They act as a lifeline for some of the most vulnerable victims who otherwise would be unable to afford the cost of repairing their own homes. Since its inception, Bebw’shebbek has undertaken over 500 homes. These have included homes belonging to the elderly and to families from all social backgrounds. The goal is to fix the windows and doors of around 150 homes each month until 3,000 homes are reached. They commit to rebuilding communities as much as possible, and to bring them back to how they were before August 4th⁶⁰.

We couldn’t just sit there knowing that 300,000 people had been displaced. We felt a sense of duty to do something to help these innocent people,” says Mariana Wehbe, one of the founders of Bebw’ shebbek.”

“Although reconstructing buildings was something beyond our capabilities, we realized that we could at least repair the doors and windows of shattered homes.” says Nancy Gabriel, also founder of Bebw’ shebbek.

Box #3: Interviews with Bebw’ Shebbek

Posting on social media, tagging friends and people, circulating videos on WhatsApp, watching the news, calling to ask for help or offer it, brought people closer together. Better yet, it brought laborers

⁶⁰ <https://www.instagram.com/bebwshebbek/?hl=en>

and workers to work together and help save Beirut: Bebw' Shebbek workers became naturally an NGO.

When it came to basic needs and survival, all the Lebanese stood together and served each other. It is no surprise that housewives, F&B students, and children offered home cooked meals to the needy on daily basis to top it all, food chains, restaurants and brands provided food, lunch, and meals continuously. They had trucks and stands nailed to the ground 24/7 in Mar Mikhael and Gemmayze, serving the victims and the workforce helping to rebuild after this tragedy.

Min ila (من إلى) is a civil, independent and non-governmental organization that is determined to bring a positive change to the society through citizenship education⁶¹.

With its main objective striving to build the concept of a “democratic citizenship” that is centred on the ideals of social justice, human rights, democracy, gender equality, accountability, transparency, solidarity, and civics; Min ila immediately reacted to the explosion and changed their direction from developmental to humanitarian, said *Tala Khlal* - Founder and President of Min ila.

Ms. Khlal states that Min ila collected over 40.000.000 LBP worth of donations to the emergency relief project, which aided 161 families hurt by the explosion. The split was 20% Lady hygiene boxes, 35% Food boxes via wholesale suppliers and 45% Educational stationaries including in-kind donations. Ms. Khlal insisted on conveying the operation's transparency, be it with the suppliers through a bid comparison of quotations for each item within the boxes, and the beneficiaries through signed consents and deliveries.

Box# 4: Interview with Min ila

The shift to an emergency relief project meant converting the budget that was initially allocated to other projects, the resources, and the action plan. Through referral assessments, Min ila joined forces with Live Love – the main coalition of the active organizations post August 4 – to speed up the process and jumped directly to helping victims. Min ila was on the ground, observing the damage people were reeling from. Throughout the observation phase, the team met with “informal leaders” – people known in the area and streets of Karantina – to identify the essential needs the habitants had lost during the blast. This triangulation of the assessment sources drove the organization to supply: Food boxes as the basic physical need for survival, Lady hygiene boxes destined to women divorced, widowed or single and Educational stationaries for students.

The explosion did not spare anyone withing its reach so Min ila stressed all its efforts in helping the vulnerable ones. To optimize its efforts, Min ila diffused its messages on all social networks: Facebook, Instagram, Twitter, LinkedIn and YouTube to which they received a lot of encouragement

⁶¹ <https://minila.org/>

and engagement. Ms. Khlaf distinguishes Facebook Messenger as an important platform that linked victims, beneficiaries and donors to Min ila. The organization went the extra mile to humanize the relationships with the victims through individual phone calls and face-to-face meetings as well as with the donors. Newsletters were dispatched to Min ila community showcasing the efforts and the results achieved with videos and photos taken in action. The collaboration with Live Love came to reinforce these relationships and achievements as it gave Min ila access to a wider audience of donors and volunteers and a larger visibility. Min ila also teamed with Sharekna application to promote their videos and posts on their platform.

She concludes on the beauty of the collaborations and partnerships between the organizations that came together to help restore Beirut as much as possible. “These alliances were never seen before in Lebanon” she says. The impact created was not on the victims only, it formed a new generation of youngsters who became heavily involved in community work and volunteering, allowing NGOs to create new opportunities to build and bank on the good doers of the future through empowerment and leadership trainings.

Offre Joie (فرح العطاء) was established by a group of young volunteers – high-school and university students- who believed in a unified Lebanon. The organization is led by Mr. Melhem Khalaf the president of the syndicate of lawyers in Beirut.

Offre Joie responded quickly by assessing the damages of the blast in the areas closest to the seaport, setting up an emergency rehabilitation program in four of the most severely affected neighborhoods: Karantina, Mar Mikhaël, Khandak el Ghamik, and Basta

Over 6,000 volunteers answered the call within 48 hours, expressing their readiness to rebuild the capital and help the city rise from the ashes of this tragic incident. More than 300 volunteers were mobilized daily on the ground during the first few weeks of the response.

Rehabilitation works have taking place in more than 52 buildings and 352 apartments in Karantina and Mar Mikhaël, and glass repairs of 40 buildings in Khandak el Ghamik, and Basta, aiming to assist more than 350 families to return to their normal lives in dignity and safety. The volunteers were accompanied by a team of more than 200 skilled laborers, and a dozen volunteer architects and engineers, who guided them through the rehabilitation works in a joint effort to optimize the humanitarian impact specifically in the areas of Karantina and Mar Mikhaël.

With the members positive attitude all volunteers were welcomed even if they were not committed for the long run. They sang the national anthem every day and were reminded of safety measures. They would set up their own recycling stations on site, when the government and municipalities failed

to provide recycling bins and bags, proving that a solidarity and complementarity lead to a successful ecosystem.

In April 2020, Offre Joie launched a food bank campaign to help the most vulnerable populations across Lebanon. The reality is that most of the families served had lost their income and are currently food insecure. Therefore, Offre Joie mobilized its network of volunteers and supporters to help the families most in need, in the short term with in-kind food and hygiene kits and in the mid-longer term with financial support to recover their livelihoods. So far, they received requests from over 4,000 families and managed to distribute over 1,500 food parcels until today reaching over 1,600 families across Lebanon⁶².

Mark Tarabay, president of Offre Joie association “We at Offre Joie are 100% volunteers and 0 employee. Our work consists of volunteering and donations to achieve our goals. 4 days after the blast we had a clear map and zoning to kick start the work. The happy surprise was the speed and reactivity of the companies to provide us material and supplements despite the economic crisis. I believe this was due to the trust people have in Offre Joie. Throughout our projects we outsourced laborers and workers in need of jobs from outside Beirut to join forces with us and an income in return. Our projects are not limited to construction and buildings but to bring back life to the neighbourhood with initiatives like recycling and playgrounds. The volunteers, the neighbours, the donations and support, they give me hope”.

Box #5: Interview with Offre Joie

3. FRAIL MEDIA CAMPAIGNS FOR THE HEALTHCARE SECTOR

Lebanon has witnessed an amazing solidarity over the past few months, and the generosity of the Lebanese in their homeland and the Lebanese diaspora has saved lives. The Healthcare sector was and still is the first to mobilize its workforce to save lives. The explosion generated shockwaves that shook the ground, shattered windows, and smashed buildings across the Lebanese capital, a city already reeling from economic crisis and a surge in COVID-19 infections.

Hospitals also suffered from the explosion and the damage was substantial in-patient rooms, clinics, service and waiting areas, laboratories, etc.

⁶² <https://offrejoie.org/about-us/>

Hôtel-Dieu de France, USJ's Hospital, which received more than 700 wounded on the evening of the tragedy, launched its "disaster plan," and the teams are, as always, engaged at the frontline despite the material damage suffered by the hospital. "Our preliminary estimates for repair work are \$2 million" says the **Chairman of the board of directors, Hôtel-Dieu de France Hospital, Salim Daccache s.j.**

"The situation in Lebanon was already critical before the explosion," said **Emmanuel Massart, Doctors Without Borders/Médecins Sans Frontières (MSF) coordinator of operations.** "The number of COVID-19 cases was on the rise in the past weeks and some hospitals were starting to become overwhelmed dealing with these patients. More people were also struggling to access health care because of the economic crisis. The blast transformed what was already a very difficult situation into chaos in just a few seconds." The medical help was not limited to physical care only, mental health care is a key pillar of MSF's intervention in Lebanon, and the team is equipped to provide psychological support to those who needed it in the city.

President Khuri of AUBMC, said "We must do all we can, and some measure beyond that, to care for those injured and heal the terrible unseen wounds this has created". An emergency fund was directly created and donations to the AUBMC Disaster Response to the August 4 Beirut Explosion Fund were used to pay for the care of patients at the medical centre who need financial assistance, for medical supplies, and for medical centre repairs.

Box #6: The medical sector in the press

4. LOCAL MEDIA SOLIDARITY

Hospitals did not have time to prepare a communication strategy and redirected all their resources to the explosion aftermath. Few posts on social media were the immediate reaction, but to get their word to the biggest number of people they were featured on TVs. TV still has the highest reach when it comes to spreading a message, raising awareness, and advertising, but yet again, there was no time and not enough resources. TV shows came to the help and became a platform to collect funds to the hospitals, medical staff, medical supplies and repairs.

As such, *Dalia Dagher*, the **host of STOUH BEIRUT** that airs on **OTV** and its team launched a campaign titled: بيروت شامخة ع طول or Beirut Always Stands Tall that aims to rebuild the capital through Stouh Beirut Association on the basis of its objectives of helping people.

This campaign requires a lot of funding in order to restore or provide homes for the highest number of people who were affected and to compensate as much as possible, the losses of those who were deprived of their homes, their jobs, or their sources of income...

The target is to restore and rebuild up to 50 houses that was destroyed or damaged by this explosion, and the number will certainly increase.

IT S ABOUT TIME (صار الوقت) is a weekly political talk show, broadcasted on **MTV Lebanon** tackling the latest updates and political topics and hosted by *Marcel Ghanem*. This show opened its air for people to donate funds publicly to organizations, hospitals, families, NGOs public institutions. The show successfully raised millions of donations and connected the donors directly with the organizations to avoid getting lost amidst the transfers and allocations.

LINDA IN THE MORNING is a morning show on **Virgin Radio Stars Lebanon**. After the explosion, the host dedicated a segment of the show every morning to give the air to NGOs, good doers, volunteers and activists to explain the initiatives they did to help Beirut. The guests rose awareness about the opportunities they found, introduced new ideas and ways for people to donate and help, created impact directly and indirectly on the crisis, but most of all, they showed the resilience the Lebanese have and gave out a message of hope.

5. EMERGENCY AND RELIEF ACTIONS IN TIME OF CRISIS VS. UNCOORDINATED ACTIONS IN THE RECONSTRUCTION EFFORTS

Beirut was in the spotlight for weeks on the media and social platforms, NGOs, foundations, volunteers, and activists dedicated time, effort, and love for the city's revival. But without the ownership of the government, organization, and management between the foundations & associations, it's hard to believe that the city will be rebuilt as desired and deserved.

NGOs, organizations, and public institutions faced negative comments to the whereabouts of the money donated. The number of NGOs that rose after the explosion was a big question mark. How did all the NGOs manage to register themselves so fast and use personal bank accounts for the donations and transfers. Transparency was questioned and doubted.

In the age of information, mass media are considered one of the most important means of communication. It gives the opportunity to create national unity especially in crisis and provides information making people aware of the situation. The media can calm the populace and encourage them to do positive actions, and vice versa, terrorize the populace and create chaos.

Media and communication are key elements in the recovery from the disaster. They helped in locating victims, reward heroic work, highlight the public workers bravery, call for volunteers, refer people to the right organizations, collect funds and showcase the unity of the Lebanese amid the crisis and corruption the country is going through. All of this has put Lebanon on the map and the world news were talking about Lebanon and the incredible work of NGOs, Foundations and volunteers that helped save Beirut.

All the above show how Lebanese came in solidarity to support each other and to reach out to victims, moreover how the NGOs, associations, foundations, and volunteers communicated their initiatives in order to raise funds, donations, awareness but mostly to help and serve.

Despite the huge potential and strengths that NGOs have in disaster response, there are challenges that they face in the course of doing their work⁶³.

International aid was challenged by the incredibility of public authorities in the management of rescue and reconstruction plans, hence the economic and social responses to the disaster were mainly the work of private local and international associations, supported by major international agencies. However, the lack of coordination in humanitarian action and rescue, restoration and reconstruction interventions remained existent because of the absence of central command or lead agency providing overall guidance and programmatic oversight. Such presence would have played a role similar to the UNHCR in the management of the Syrian refugee crisis, by coordinating the actions carried out on the ground by hundreds of organizations and/or public agencies.

Furthermore, the multiple levels of intervention in the immediate response to the explosion proves the lack of coordination. But citizens formed an immediate “Ground-zero” rescue response accomplished by more than 20,000 trained volunteers⁶⁴, thousands of more volunteers residing in neighboring areas and working in parallel with institutional structures, among which we find: UNDAC, V-OSOCC (Virtual On-Site Operation Coordination Centre), the EERC (European Emergency Response Centre), as well as national teams (the first to arrive was a rescue team from the Netherlands), while the Lebanese state refused to set up a reception and dispatch center at the airport, making the coordination of international aid even more chaotic, with an unclear chain of command⁶⁵.

Therefore, the main challenges reported by NGOs, according to our interviews are:

⁶³https://www.who.int/hac/events/tsunamiconf/presentations/2_14_nongovernmental_actors_muriuki_doc.pdf

⁶⁴ IFRC (2020), Emergency plan of action operation update, Lebanon/Mena: Beirut Port Explosion, International federation of red cross and red crescent societies, MDRLB009, December 2020.

⁶⁵ URD (2020), “Real-Time Evaluation of the Response to the Explosion in the Port of Beirut on 4 August 2020”, Francois Grünewald, Yannick Durocher, Elie Keldani, Real time evaluation in Lebanon after Beirut Blast, 22/08/2020.

Lack of big picture: this is particularly a big problem for small NGOs, which do not usually have established connections with governments and multilaterals. As a result, they are not aware of what is really happening on the ground in terms of the scale of destruction, number and location of displaced people and priority services that need to be offered, leading to projects that are not sustainable or spending without creating an impact.

Poor coordination: in complex emergencies, having a strong coordinating body is key to the successful delivery of services to affected populations. Where there is no coordination, NGOs and associations may end up having duplicate projects in the same area. This was seen in the area of Mar Mikhaël specifically during surveys and assessments and drove all NGOs to be working in one location and totally undeserving other affected populations such as Karantina and Gemmayze. In many instances when the work of NGOs looks haphazard, it is usually due to lack of strong central coordinating mechanism.

Being ignored: host governments tend to preferentially deal with bilateral and multilaterals and in many instances tend to ignore NGOs especially in decision making or municipal approvals. Similarly, the local NGOs reported a feeling of abandonment by the Lebanese State.

References

International federation of red cross and red crescent societies, **IFRC** (2020), Emergency plan of action operation update, Lebanon/Mena: Beirut Port Explosion, MDRLB009, December 2020.

Francois Grünewald, Yannick Durocher, Elie Keldani, **URD** (2020), “Real-Time Evaluation of the Response to the Explosion in the Port of Beirut on 4 August 2020”, *Real time evaluation in Lebanon after Beirut Blast*, 22/08/2020.

Study #8- Évaluation des besoins psychosociaux des survivants de l'explosion du 4 août à Beyrouth

Yara Chamoun (Faculté de médecine, USJ)

Myriam Zarzour (Faculté de médecine, USJ)

Alexi El Hajj (Faculté des Lettres et des SH, Psychologie, USJ)

Hala Kerbage (Faculté de médecine, USJ)

Points clés

- Vécu marqué par un niveau élevé de stress et de problèmes émotionnels, que les participants relient au manque d'accès aux besoins de base et à des sentiments de colère et d'impuissance face à la tragédie du 4 Août.
- Tous les survivants expriment un désir de justice et de réparation qu'ils décrivent comme indispensables à leur rémission psychique.
- Il existe un manque d'informations sur les services d'aide disponibles, la trajectoire d'accès aux services et associations et les critères d'éligibilité aux aides.
- Les problématiques psychosociales devant être traitées d'urgence selon les participants et par ordre de priorité sont l'emploi (57,8 %), le logement (28,9 %) et la scolarisation (20 %).
- Quarante-neuf pour cent des participants pensent que les services dont ils ont le plus besoin ne sont pas disponibles.

1. Introduction

Le 4 août 2020, une énorme explosion a secoué le port de Beyrouth, provoquant des dégâts considérables dans la ville, et faisant plus de 200 morts, 6 000 blessés et 300 000 sans-abris. Le tragique événement a été causé par la présence de 2750 tonnes d'ammonium nitrate stockés dans le port, près de quartiers résidentiels, sans mesures officielles de sécurité pendant plus de six ans (Guglielmi, G., 2020.) L'impact de cette explosion sans précédent, qui a été enregistrée comme un séisme de magnitude 3.3, a été ressentie aussi loin qu'à Chypre (International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, Geneva, n.d.) et a eu lieu à un moment où le Liban fait face à de multiples crises depuis des mois : effondrement économique, instabilité politique et crise sanitaire liée au Covid-19.

L'impact psychologique d'une catastrophe collective de cette ampleur peut se manifester par différents problèmes émotionnels et post-traumatiques. De plus, à la différence des catastrophes naturelles, l'explosion a été vécue par la plupart des libanais comme un acte prémédité de meurtre

contre le peuple causé par la négligence du gouvernement. Ce sentiment d'injustice et de demande de rétribution ne fait qu'alourdir les vécus d'impuissance, de colère et de perte, notamment en l'absence flagrante de reconnaissance officielle d'une quelconque responsabilité par les dirigeants. L'impact sera durable et nécessitera un soutien psychologique et des soins attentifs aux survivants (Beirut Explosion, 2020).

Afin de prendre en charge correctement les problèmes psychosociaux et de santé mentale, il est impératif de bien connaître les besoins et ressources disponibles. L'expression "santé mentale et soutien psychosocial (SMSPS)" sert à décrire un large éventail de mesures prises face à des problèmes sociaux, psychologiques ou psychiatriques qui préexistent ou sont induits par des situations de crise. Ces mesures sont appliquées dans des contextes variés par des organismes et des personnes d'horizons professionnels différents, et dans de multiples secteurs. Ces différents acteurs – et leurs donateurs – ont besoin d'évaluations pratiques qui déboucheraient sur des recommandations utilisables immédiatement pour améliorer la santé mentale et le bien-être des populations. Dans ce but, et avant de développer des programmes de SMSPS, nous avons fait une première évaluation exploratoire des besoins psychosociaux et du vécu émotionnel associé auprès des habitants des quartiers les plus touchés.

2. Méthodologie

Un questionnaire a été développé à partir d'un outil élaboré par l'organisation internationale pour les migrations (IOM) sur l'évaluation des besoins psychosociaux en situation de crise. Il comporte les données sociodémographiques ainsi que 7 questions fermées et 2 questions ouvertes pour l'évaluation des besoins psychosociaux et du vécu émotionnel (Annexe 1). Il a été administré durant le mois de Décembre 2020 auprès de 50 survivants de l'explosion, résidant dans les quartiers les plus touchés : Karantina, Mar Mikhael et Geitaoui, et après explication du but de l'étude et l'obtention de leur consentement éclairé préalable à la participation. Le questionnaire a été administré par un étudiant en master de psychologie, qui s'est déplacé dans ces quartiers et a choisi de manière aléatoire des foyers en se présentant et demandant l'accord pour un entretien. Les participants ont été assurés de la préservation de leur anonymat et de la confidentialité des données, ainsi que de leur droit de se retirer de l'entretien à n'importe quel moment. Une liste de centres à Beyrouth fournissant des services gratuits de santé mentale et de soutien psychosocial a été également fournie aux participants au début de l'entretien, au cas où ils auraient besoin de consulter (Annexe 2). Une analyse thématique a été effectuée pour les questions explorant qualitativement le vécu émotionnel, les sources de détresse émotionnelle perçue et les besoins prioritaires.

3. Résultats

Au total, 50 personnes ont accepté de participer à l'étude. La moyenne d'âge des participants était de 55 ans et leurs caractéristiques sociodémographiques sont exposées dans le Tableau 1, y compris les différentes catégories de revenu par mois, en pré et post-explosion. La majorité des participants étaient des hommes (56 %), mariés (62 %), avec un niveau académique universitaire (34 %), et une nationalité libanaise (87 %).

L'analyse thématique des questions explorant le vécu émotionnel, les sources de détresse psychologique et les besoins prioritaires perçus a révélé les thèmes suivants :

Le manque de besoins de base est perçu comme étant la source principale de détresse émotionnelle et le problème psychosocial prioritaire. Tous les participants rapportent un niveau élevé de stress psychologique, de difficultés émotionnelles, et notamment de troubles du sommeil, et relient ces problèmes au manque de besoins de base, qui existait déjà avant l'explosion du 4 Août et qui s'est aggravé depuis : logement insalubre et/ou détruit, perte d'emploi, manque d'accès aux besoins de base (santé, médicaments, scolarité adéquate pour leurs enfants).

Le vécu émotionnel est marqué par les sentiments d'humiliation et de colère mélangés avec des sentiments d'impuissance et de résignation. Les participants ont décrit des sentiments violents de colère et un désir de vengeance envers leurs dirigeants politiques, exprimant des souhaits de mort et de souffrance qui frapperaient les hommes politiques et leur « *feraient sentir un dixième de l'agonie qu'on ressent depuis des années* ». Les incriminant comme la cause directe de l'explosion du 4 Août, les participants ont également rapporté des sentiments d'humiliation voire de rage de « *s'être laissés piégés, avoir par les politiciens* ». Ces sentiments de colère étaient cependant souvent exprimés en même temps qu'une extrême lassitude et une forme de fatalité que « *les choses ont toujours été ainsi au Liban, et ça sera toujours le cas, on n'arrête pas de vivre des répétitions, guerre civile, attentats de 2005, guerre de 2006, explosion du 4 Août...* »

La justice est perçue comme un facteur important qui pourrait soulager la détresse émotionnelle et le sentiment d'impuissance. Tous les participants ont exprimé leur besoin de justice face à l'explosion du 4 Août, qu'ils décrivent comme un meurtre prémédité contre eux.

Ils ont relevé l'importance d'obtenir des réparations pour les dommages subis, non seulement matérielles, mais surtout morales. L'accomplissement de la justice à travers la sanction des coupables et les dédommagements est rapportée comme étant indispensable au regain d'une certaine dignité et à la restauration d'un bien-être psychologique.

Les services sociaux et de santé sont perçus comme difficilement accessibles, peu fiables dans leur consistance dans le temps : Les participants ont rapporté un manque de confiance vis-à-vis des ONG ou organismes ayant fait un état des lieux suite à l'explosion, rapportant que la plupart sont passés pour prendre beaucoup d'information mais sans donner de suite. De plus, il existe un manque d'informations claires sur les services disponibles et comment y accéder, quelle est la relation des associations d'aide entre elles, et quelle est la trajectoire d'accès aux services ou les critères d'éligibilité aux aides.

Le tableau 2 expose les réponses des participants aux questions spécifiquement liées à leurs besoins psychosociaux. Selon les participants, les services existants pour répondre à leurs besoins suite à l'explosion du 4 août sont répartis de la façon suivante ; services de santé (42,9 %), conseils juridiques (18,4 %), travaux de construction (71,4 %), aides communautaires informelles (61,2 %), aides basiques/matérielles (73,5 %), autres (4 %). Parmi ces services, ceux dont les participants pensent avoir le plus besoin sont les aides basiques/matérielles (77,6 %), suivis des travaux de construction (20,4 %) et des services de santé (18,4 %). Cinquante et un pourcent des participants pensent que les services dont ils ont le plus besoin sont disponibles. Outre les besoins matériels, les principales préoccupations portant sur des problématiques psychosociales devant être traitées d'urgence au sein de la communauté selon les participants sont les suivantes : l'emploi (57,8 %), le logement (28,9 %), la scolarisation (20 %), la socialisation (17,8%), les problèmes familiaux (13,3 %), et d'autres problématiques (15,4 %) tels que la santé, les obstacles politiques ou le confinement imposé à cause de la pandémie du Coronavirus. Interrogés sur l'ordre de priorité selon laquelle ces questions doivent être traitées, les participants ont donné les réponses suivantes : l'emploi (51,2 %), le logement (16,3 %), la scolarisation (9,3 %), la socialisation (7 %) et les problèmes familiaux (7 %).

Discussion

Cette étude exploratoire préliminaire vise à étudier les besoins psychosociaux perçus comme prioritaires et le vécu émotionnel prédominant chez des survivants de l'explosion du 4 Août, résidant dans l'un des trois quartiers suivants : Karantina, Mar Mikhael et Geitaoui, cinq mois après l'explosion. Nos résultats révèlent de façon prévisible que les besoins perçus comme prioritaires sont

surtout d'ordre socio-économique, avec notamment un manque d'accès aux besoins de base, un logement insalubre et/ou détruit, une perte d'emploi ou des difficultés à trouver un emploi. Les services ou aides perçus comme étant prioritaires sont l'aide à l'emploi et l'aide au logement, perçus même comme prioritaires par rapport aux services de santé, même si ceux-ci sont rapportés comme étant plus accessibles. Ces données apportent un éclairage important sur la nécessité de développer des programmes d'aide à l'emploi et au logement accessibles et soutenus dans la durée. De même, il semble qu'un manque d'information sur les services d'aide disponible soit en train de limiter l'accès aux services, ainsi qu'un manque de visibilité claire sur la trajectoire d'accès aux services. Ceci incite à une meilleure coordination entre les différents acteurs, afin de rendre claire l'information sur les différentes interventions, les moyens d'accès et les rôles de chacun.

Au niveau du vécu émotionnel, les participants rapportent un niveau élevé de détresse psychologique et de difficultés émotionnelles et relient la cause de leur détresse aux facteurs de stress psycho-sociaux précédemment décrits. Cependant, ce qui ressort surtout de façon marquée est la verbalisation de profonds sentiments d'humiliation, de colère, de perte de dignité, de désir de vengeance vis-à-vis des responsables politiques, associés à des sentiments d'impuissance et de lassitude, voire de fatalité. Même si tous les participants révèlent un besoin d'aide dans les facteurs psychosociaux, leur principale revendication est la justice et la récupération de leur sentiment de dignité, qu'ils relient comme étant indispensables à un regain d'espoir.

Ces résultats ont des implications importantes en termes de réponse en santé mentale et support psycho-social. En effet, ces interventions ne doivent pas être séparées de cet aspect collectif de la souffrance qui souligne que la justice est essentielle à la guérison. Aider les individus à atténuer leurs difficultés émotionnelles doit aller de pair avec une analyse et une réponse en santé mentale fondées sur une contextualisation sociopolitique et socio-économique et guidées par les aspirations des gens à la justice et aux réparations. Au-delà du traitement des symptômes de détresse individuels, la guérison collective à long terme nécessite une réponse de santé mentale ingénieuse et percutante centrée sur le plaidoyer pour la justice et des efforts à plus long terme pour reconstruire et soutenir les fondements de la sécurité sociale.

Ceci pourrait se réaliser à travers la planification d'interventions communautaires pour cibler la détresse sociale et promouvoir la reconnaissance que les difficultés sociales, politiques et économiques auxquelles les Libanais sont confrontés sont des composantes inhérentes à la détresse. Se concentrer sur les symptômes individuels tout en sapant les systèmes qui les perpétuent peut avoir

un impact négatif sur les soins aigus et à long terme des individus et des communautés (Kizilhan et Newman, 2020). Des stratégies à long terme ciblées sur la communauté qui traitent de multiples niveaux de détresse, renforcent les capacités qui reflètent les besoins des communautés et font progresser le plaidoyer pour la justice sont essentielles pour reconstruire la santé mentale des survivants de l'explosion du 4 Aout.

Tableau 1. Caractéristiques sociodémographiques des participants

Caractéristiques		Pourcentage (%)
Sexe	Hommes	56
	Femmes	44
Statut marital	Célibataire	24
	Fiancé(e)	2
	Marié(e)	62
	Divorcé(e)	2
	Veuf(ve)	10
Niveau académique	Pas d'éducation formelle	4
	Études primaire	6
	Études complémentaires	32
	Études secondaires	18
	Études techniques	6
	Études universitaires	34
Catégorie professionnelle	Étudiants	0
	Employé(e) à temps plein	16,7
	Employé(e) à temps partiel	4,2
	Métier libre	22,9
	Au chômage en recherche d'emploi	10,4
	Au chômage pas en recherche d'emploi	8,3
	Retraité	12,5
	Personne au foyer/parent à plein temps	25
	Pas de revenu	24

Revenu par mois (avant l'explosion du 4 aout)	Moins que 1,000,000 L.L.	16
	1,000,000 - 2,000,000 L.L.	32
	2,000,000 - 3,000,000 L.L.	4
	3,000,000 - 4,000,000 L.L.	4
	4,000,000 - 6,000,000 L.L.	8
	6,000,000 - 8,000,000 L.L.	4
	Plus que 8,000,000 L.L.	2
	Pas sûre	2
Revenu par mois (après l'explosion du 4 aout)	Pas de revenu	60
	Moins que 1,000,000 L.L.	18
	1,000,000 - 2,000,000 L.L.	12
	2,000,000 - 3,000,000 L.L.	2
	3,000,000 - 4,000,000 L.L.	2
	4,000,000 - 6,000,000 L.L.	0
	6,000,000 - 8,000,000 L.L.	4
	Plus que 8,000,000 L.L.	0
Pas sûre	2	
Nationalité	Libanaise	87
	Non Libanaise	13

L.L. : Livres Libanaise

Tableau 2. Besoins psychosociaux des participants

		Pourcentage (%)
Services existants pour répondre aux besoins des participants suite à l'explosion	Services de santé	42,9
	Conseils juridiques	18,4
	Travaux de construction	71,4
	Aides communautaires informelles	61,2
	Aides basiques/matérielles	73,5
	Autres	4
Services ou type d'aide dont les participants	Services sanitaires	18,4
	Conseils juridiques	2

pensent avoir le plus besoin	Travaux de construction	20,4
	Aides communautaires informelles	6,1
	Aides basiques/matérielles	77,6
	Autres	2
Disponibilité des services dont le participant a besoin	Oui	51
	Non	49
Personnes à qui le participant fait référence lorsqu'il éprouve un sentiment de malaise ou des difficultés émotionnelles	Famille	42,2
	Amis	28,9
	Voisins	6,7
	Gouvernement	0
	Organisations non gouvernementales	0
	Médecin traitant	4,4
	Autres	39,7
Accès aux services sociaux et de santé disponibles	Oui	63,2
	Non	36,8
Principales préoccupations psychosociales qui doivent être traitées d'urgence au sein la communauté	L'emploi	57,8
	La scolarisation	20
	Le logement	28,9
	La socialisation	17,8
	Les problèmes familiaux	13,3
	Autres	15,4
Priorité à traiter d'importance parmi ces préoccupations psychosociales	L'emploi	51,2
	La scolarisation	9,3
	Le logement	16,3
	La socialisation	7
	Les problèmes familiaux	7
	Autres	9,2

Annexe 1. Questionnaire

Psychosocial needs assessment questionnaire following August 4th blast in Lebanon

Demographic and socioeconomic information

How old are you?	_____
What is your gender?	Male Female Other I prefer not to answer
What is your marital status?	Married Single Widowed Divorced Engaged I prefer not to answer
What is your highest level of education you have achieved?	No formal education Primary school Intermediate school (Brevet) Secondary school (Baccalaureate) Technical diploma University degree I prefer not to answer
Are you Lebanese?	Yes No I prefer not to answer

What is your average total household income per month?

(That is the total monthly income of all people including yourself living at your household)

	Before the august 4 explosion	After
No income		
<1,000,000LBP		
1,000,000 - 2,000,000LBP		
>2,000,000 - 3,000,000LBP		
>3,000,000 - 4,000,000LBP		
>4,000,000 – 6,000,000LBP		
>6,000,000 – 8,000,000LBP		
>8,000,000LBP		
Not sure		
I prefer not to answer		

Employment information

What is your employment situation	Student (university, school, or technical institute) Full-time employee
-----------------------------------	--

Check all that apply	Part-time employee Self-employed Unemployed and seeking work Unemployed and not seeking work Retired Full time homemaker/full time parent
-----------------------------	--

- **Psychosocial needs assessment:**

1. What were/are the existing services available to respond to your needs following the August 4 explosion?

- Health services
- Legal counseling
- Construction works
- Informal community help
- Material/basic aids
- Other:

2. What are the services or kind of help you feel you need the most?

- a. Health services
- b. Legal counseling
- c. Construction works
- d. Informal community help
- e. Material/basic aids

3. Do you feel those services you need the most are available?

- No
- Yes:

4. Whom do you usually refer to when you have a feeling of uneasiness or emotional difficulties?

- Family
- Friends
- Neighbors
- Government
- NGOs
- Treating physician/doctor
- Other:

5. Do you have access to available health and social services? Would you like to comment?

- Yes
- No

Comment:

6. Can you state three wishes that are most precious for you?
- 1.
 - 2.
 - 3.
7. Apart from material needs, what do you think are the main issues provoking personal concerns that need to be urgently addressed within your community? (Concerns refer mostly to psychosocial issues)
- Employment
 - Schooling
 - Housing
 - Socialization
 - Family problems
 - Other:
8. Can you prioritize these needs by order of importance? (From question 7)
9. In your opinion, which are the actions that could be taken in order to improve the overall wellbeing of your community? Which one can respond best to you and your family personal suffering?
10. Do any of these issues provoke suffering to you and your family as well? How? (Conversational fashion)

Annexe 2. Liste des services de support psychosocial et de santé mentale distribuée aux participants

List of Mental Health and Psychosocial Support Services you can reach out to in case of emotional distress or mental health/substance use problems:

In case of acute emotional distress and suicidal ideas,

Call Emotional Support and Suicide Prevention Hotline in Lebanon, Embrace: **1564**

Embrace can provide the first line emotional support and refer you if necessary to the appropriate free mental health/Substance use service/professional as they have a mapping of mental health/Substance use services across Lebanon.

For outpatient mental health or substance use services in an NGO:

Skoun Lebanese Addictions Center: 01 845 512

Restart Center Hotline: 76 708 083

Medecins du Monde: 01 289 882

For a free outpatient mental health and GBV services in an NGO

Women & Girls Safe Space Safe line (24/7): +961 81 78 81 78

Al Dar (Shelter) Emergency Line: +961 76060602

ABAAD provides protection and support by providing comprehensive services to women survivors of gender-based violence and their children, in addition to supporting men who have violent behaviors or want to work on masculinity issues.

For a free outpatient consultation with a mental health professional:

Outpatient Department of Saint Joseph University – Achrafieh, Monot CJC Building, 1st floor, behind Saint-Joseph Church. To take an appointment: 01335844

Embrace free mental health clinic : 81003870

قائمة بخدمات الصحة النفسية والدعم النفسي الإجماعي التي يمكنكم الوصول إليها في حالات الكرب العاطفي
أو مشكلات الصحة النفسية/ استخدام المواد المسببة للإدمان

في حالات الضيق العاطفي الحاد والتفكير في الانتحار

(Embrace: 1564) اتصل بالخط الساخن الخاص بالدعم النفسي والوقاية من الانتحار في لبنان

لخدمات المرضى الخارجيين التي تقدمها المنظمات غير حكومية المتعلقة بالصحة النفسية أو باستخدام المواد
المسببة للإدمان

منظمة "أبعاد"- الخط الآمن: 81788788

مركز الإدمان اللبناني "سكون": 01 845 512

مركز "ريستارت"- الخط الساخن: 76708083

منظمة أطباء العالم: 882 289 01

للحصول على استشارة مجانية للمرضى الخارجيين من قبل أخصائي/ة في الصحة النفسية

الطابق الأول، خلف كنيسة القديس، CJC قسم العيادات الخارجية في جامعة القديس يوسف- الأشرفية، مبنى موني
يوسف. لحجز موعد، الاتصال على الرقم: 01335844

Références

Beirut explosion: We will not leave Lebanon all alone (Middle East/Lebanon). (2020). (<https://www.icrc.org/en/document/beirut-explosion-we-will-not-leave-lebanon-all-alone>)

Guglielmi, G., *Why Beirut's ammonium nitrate blast was so devastating*. Nature, 2020.

International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, Geneva. (n.d.). [Data set]. Koninklijke Brill NV. https://doi.org/10.1163/2210-7975_HRD-9813-2015012

PricewaterhouseCoopers. (n.d.). Beirut Explosion – Impact Assessment. PwC. Retrieve. January 8, 2021, from <https://www.strategyand.pwc.com/m1/en/beirut-explosion.html>

Kizilhan, J.I. and J. Neumann, *The Significance of Justice in the Psychotherapeutic Treatment of Traumatized People After War and Crises*. *Frontiers in Psychiatry*, 2020. **11**(540).

Contribution des auteurs

Yara Chamoun et **Myriam Zarzour** partagent également le statut de premier auteur, ont participé à l'analyse des résultats et ont rédigé la première version de l'article.

Alexi El Hajj a effectué la collecte des données.

Hala Kerbage a conceptualisé et supervisé le travail de recherche, et a rédigé la version finale de l'article.

A propos des auteurs

Yara Chamoun est psychiatre libérale et consultante auprès de plusieurs ONG, notamment Embrace Lebanon, International Medical Corps et International Orthodox Christian Charities.

Myriam Zarzour est psychiatre libérale, consultante auprès de l'ONG Embrace et chargée d'enseignement à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

Alexi El Hajj est étudiant en master de psychologie à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

Hala Kerbage est psychiatre au Centre Hospitalo-Universitaire de Montpellier, enseignant chercheur à la Faculté de Médecine de l'Université de Montpellier et chercheur affilié à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.